

VEILLE PRESSE

FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP & RESEAU PEP



Mars 2022

www.lespep.org

VEILLE PRESSE

FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP & RESEAU PEP



SOMMAIRE

MEDIAS NATIONAUX

Fédération Générale des PEP	Le Média Social	19 Mars 2022
Fédération Générale des PEP	Le Média Social	23 Mars 2022
Fédération Générale des PEP	Hospimedia	24 Mars 2022
Fédération Générale des PEP	Questions d'Educ	7 Mars 2022

MEDIAS RÉGIONAUX

Les PEP SRA	Le Dauphiné	31 Mars 2022
Les PEP Lor'Est	Le Républicain Lorrain	30 Mars 2022
Les PEP 50	Ouest France	30 Mars 2022
Les PEP 50	La Manche Libre	29 Mars 2022
Les PEP 28	France 3	29 Mars 2022
Les PEP Lor'Est	Le Journal de la Marne	27 Mars 2022
Les PEP 13	La Provence	27 Mars 2022
Les PEP 13	La Provence	27 Mars 2022
Les PEP 61	Ouest France	26 Mars 2022
Les PEP 80	Ouest France	26 Mars 2022
Les PEP 09	La Gazette Ariègeoise	26 Mars 2022
Les PEP 18	L'Echo du Berry	24 Mars 2022
Les PEP 12	Le Journal de Millau	24 Mars 2022
Les PEP 92	Libération	24 Mars 2022
Les PEP SRA	L'Impartial	24 Mars 2022
Les PEP Lor'Est	L'Est Républicain	24 Mars 2022
Les PEP Brétil'Armor	Ouest France	24 Mars 2022
Les PEP Lor'Est	Vosges Matin	24 Mars 2022
Les PEP 50	La Gazette	23 Mars 2022
Les PEP 28	L'Echo Républicain	23 Mars 2022
Les PEP 12	Centre Presse	22 Mars 2022
Les PEP 42	IF Saint-Etienne	22 Mars 2022
Les PEP Lor'Est	Le Républicain Lorrain	22 Mars 2022
Les PEP 28	Actu.fr	22 Mars 2022
Les PEP 76	Les Informations	22 Mars 2022
Les PEP 76	Hospimedia	22 Mars 2022
Les PEP 12	Midi Libre	21 Mars 2022
Les PEP 19	La Montagne	20 Mars 2022
Les PEP CBFC	L'Est Républicain	20 Mars 2022
Les PEP 06	Monaco Matin	20 Mars 2022
Les PEP 82 Solidaires	La Dépêche du Midi	19 Mars 2022
Les PEP 12	La Dépêche du Midi	19 Mars 2022
Les PEP 82 Solidaires	Le Petit Journal	18 Mars 2022
Les PEP 01	Le Progrès	18 Mars 2022
Les PEP Atlantique Anjou	Ouest France	17 Mars 2022

VEILLE PRESSE

FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP & RESEAU PEP



SOMMAIRE

Les PEP 86	Centre Presse	17 Mars 2022
Les PEP 18	Le Berry Républicain	16 Mars 2022
Les PEP 09	La Dépêche	16 Mars 2022
Les PEP 10	L'Est Eclair	16 Mars 2022
Les PEP Alsace	DNA	16 Mars 2022
Les PEP Alsace	L'Alsace	16 Mars 2022
Les PEP 18	Le Berry Républicain	16 Mars 2022
Les PEP 63	La Montagne	15 Mars 2022
Les PEP Lor'Est	France Bleu	15 Mars 2022
Les PEP 09	La Dépêche du Midi	15 Mars 2022
Les PEP 76	Le Courrier Cauchois	13 Mars 2022
Les PEP 66	Midi Libre	11 Mars 2022
Les PEP 66	L'Indépendant	11 Mars 2022
Les PEP 31	La Montagne des Hautes-Pyrénées	11 Mars 2022
Les PEP 28	Intensita	11 Mars 2022
Les PEP 34	L'Indépendant	9 Mars 2022
Les PEP 34	Midi Libre	9 Mars 2022
Les PEP 37	La Nouvelle République	9 Mars 2022
Les PEP 09	La Dépêche	9 Mars 2022
Les PEP Atlantique Anjou	Les Infos du Pays Gallo	9 Mars 2022
Les PEP 50	Ouest France	7 Mars 2022
Les PEP 50	Ma Ville	7 Mars 2022
Les PEP 40	Sud-Ouest	5 Mars 2022
ARPEP Pays De La Loire	La Nouvelle République	5 Mars 2022
Les PEP Grand Oise	Le Courrier Picard	5 Mars 2022
Les PEP 92	Le Parisien	4 Mars 2022
Les PEP 65	La Dépêche du Midi	4 Mars 2022
Les PEP 65	La Nouvelle République des Hautes-Pyrénées	4 Mars 2022
Les PEP 09	La Gazette Ariègeoise	4 Mars 2022
Les PEP 40	Sud-Ouest	4 Mars 2022
Les PEP 31	Tarbes-Info	4 Mars 2022
Les PEP 64	Mediabask	3 Mars 2022
Les PEP 45	La République du Centre	3 Mars 2022
Les PEP 45	Le Journal de Gien	3 Mars 2022
Les PEP 34	Thau Info	2 Mars 2022
Les PEP Atlantique Anjou	Presse Océan	2 Mars 2022
Les PEP Atlantique Anjou	Ouest France	2 Mars 2022
Les PEP 18	Le Berry Républicain	2 Mars 2022
Les PEP 09	La Dépêche du Midi	1 Mars 2022
Les PEP 37	Que Faire	1 Mars 2022
Les PEP 45	La République du Centre	1 Mars 2022
Les PEP 80	Vivre en Somme	Mars 2022
Les PEP 62	L'Echo du Pas-de-Calais	Mars 2022
Les PEP CBFC	L'Inattendu	Mars 2022

SOMMAIRE

MEDIAS SOCIAUX

Facebook / 34 publications / 7 389 vues / 21 nouveaux abonnés

Twitter / 51 publications / 12 800 vues / 10 nouveaux abonnés

LinkedIn / 22 publications / 69 755 vues / 120 nouveaux abonnés

MEDIAS SOCIAUX - PEP ATTITUDE

Facebook / 15 publications / 1 774 vues / 4 nouveaux abonnés

Twitter / 10 publications / 1 217 vues / 3 nouveaux abonnés

Instagram / 8 publications / 6 nouveaux abonnés

CHIFFRES CLEFS DU MOIS

82 retombées médias

140 Publications sur les réseaux sociaux

91 935 Vues cumulées sur les réseaux sociaux

Fédération Générale des PEP

Le Média Social

Edition du 19 mars 2022



Dans les CMPP, "notre principal frein est celui des ressources humaines"



Amandine Buffière et Denise Wohl, respectivement présidente et vice-présidente de la Fédération des centres médico-psycho-pédagogiques. - © DR

Alors qu'un chantier est lancé pour rénover la base juridique des centres médico-psycho-pédagogiques (CMPP), la Fédération des CMPP publie un document présentant leurs missions. Objectif : défendre ce modèle, expliquent Amandine Buffière et Denise Wohl, respectivement présidente et vice-présidente de la FDCMPP.

Le contexte - Le 8 mars, une première réunion de travail a réuni les administrations (DGOS, DGCS, Éducation nationale), les représentants des agences régionales de santé (ARS), des départements ainsi que l'Association nationale des Camsp, la Fédération des PEP et la Fédération des CMPP.

L'objectif de ce chantier est de rénover les textes juridiques qui régissent les CMPP et les Camsp via la publication d'un nouveau décret à l'automne. Pour y parvenir, quatre autres réunions de travail doivent avoir lieu.

Pourquoi avoir rédigé ce document ?

Denise Wohl Notre ambition était de présenter les missions des CMPP à travers un texte qui constitue un appui pour ces structures, afin qu'elles puissent s'en emparer au regard de leur histoire et de leur ancrage territorial. Plus largement, ce document s'adresse à tous les acteurs de l'enfance : les familles, nos partenaires et nos ministères de tutelle.

L'idée est de resituer nos actions dans le champ de la pédopsychiatrie, du médico-social et plus globalement du handicap. Et de rappeler que nous prenons en charge trois types de difficultés : les troubles neurodéveloppementaux (TND), les problématiques psychosociales et les troubles psycho-affectifs.

Lire la suite [ICI](#)

Fédération Générale des PEP

Le Média Social

Edition du 23 mars 2022



Baromètre PEP : un jeune sur deux pense que la société française est inclusive

Pour la septième année consécutive, la Fédération générale des PEP (association de solidarité pour l'enfance) publie le baromètre de la société inclusive.

Réalisé en partenariat avec l'institut de sondage Kantar public, le baromètre rend compte de la perception qu'ont les Français de l'état de l'inclusion et de l'égalité dans la société française, et permet à la fédération « d'affiner ses propositions de transformation sociale et promouvoir le concept de société inclusive ».

Cette année, les données, recueillies du 28 janvier au 1er février, pourront également alimenter les débats publics des élections présidentielle et législatives.

À noter, parmi les résultats, que « près d'un tiers des Français juge dorénavant la société inclusive », notamment les 18-24 ans (50 %).

Par ailleurs, aux yeux des Français, les inégalités les plus graves restent l'accès au logement et aux soins, en léger recul par rapport aux années précédentes.

Fédération Générale des PEP

Hospimedia

Edition du 24 mars 2022



Les Pep invitent les candidats à remettre la société inclusive au cœur de leur politique

Publié le 23/03/22 - 09h59

Au-delà des mots, la conception de la société inclusive est peu développée par les candidats à la présidentielle. Nourris par les réponses des Français à son baromètre, les Pep défendent leur conception dans un plaidoyer.

Chaque année depuis sept ans, la Fédération générale des Pep (FGPep) publie son baromètre de la société inclusive (à télécharger ci-dessous) réalisée par l'institut de sondage Kantar qui interroge les Français sur l'égalité, l'inclusion, la laïcité et l'engagement citoyen. En cette année d'élection présidentielle, la fédération en profite pour distiller son plaidoyer aux candidats.

L'enquête de terrain a été réalisée du 28 janvier au 1^{er} février 2022, c'est-à-dire avant la guerre en Ukraine. Les Français sont de plus en plus nombreux à juger que la société française est inclusive, un chiffre en constante progression depuis 2014, notamment chez les jeunes. 50% des 18-24 ans pensent que la société est inclusive en 2022. Pourtant, depuis que la question est posée en 2016, les personnes en situation de handicap apparaissent comme le public prioritaire (à 49%) sur lequel des efforts particuliers devraient être déployés pour assurer l'égalité des chances.



Les personnes âgées et leurs aidants, proposés pour la première fois cette année, se hissent en 5e position, juste avant les femmes et les familles monoparentales, deux cibles qui retrouvent un niveau comparable aux années précédant la crise sanitaire. (FGPep)

L'accès au logement et aux soins sont les inégalités les plus graves aux yeux des Français, alors que le thème de l'emploi recule fortement cette année. À l'inverse, d'autres thèmes progressent dans le classement des inégalités les plus répandues comme l'accompagnement des personnes dépendantes.

À l'école, une mesure comme la formation et le soutien aux enseignants pour que les enfants en situation de handicap puissent bénéficier d'une scolarisation à l'école de leur quartier a la faveur de 88% des Français et un accompagnement médico-social dans les classes ordinaires de 86%. Le mentorat est également plébiscité à 88%.

Dans son plaidoyer, la FGPep revendique un accès aux droits pour tous dans une conception émancipatrice et une approche participative des personnes concernées sur les territoires. Elle suggère de réformer l'action publique en associant les acteurs de la société civile, en particulier le mouvement associatif et les entreprises sociales et solidaires "partenaires de l'innovation publique". Elle réclame l'adossage de services d'accueil et de prévention santé aux structures médico-sociales et sociales, le développement et renforcement d'initiatives mobiles pour "aller vers" : bus, antennes mobiles.

Concernant les enfants en situation de handicap, la FGPep propose notamment :

- d'encourager le recours aux robots pour répondre aux besoins d'accompagnement éducatif en cas d'impossibilité de participation en classe ou aux activités périscolaires ;
- d'intégrer les différents temps de l'enfant dans une approche globale et territoriale de la réponse à ses besoins éducatifs ;
- d'accroître la participation des familles aux projets éducatifs de leurs enfants ;
- de déployer un grand plan mentorat.

La FGPep demande également une reconnaissance institutionnelle ou universitaire de l'engagement citoyen et de l'expertise du volontaire, du bénévole ou de l'aidant dans un livret de compétences.

Fédération Générale des PEP

Questions d'Éduc

Edition du 7 mars 2022

Questions d'Éduc



12 millions d'enfants sur la route du droit aux colos

« Chaque enfant a le droit de partir en vacances ! » Tel est le message de Christian Dominé, président de la confédération jeunesse au plein air, lors de sa présentation de la JPA et de son action en faveur du développement des séjours collectifs et des colonies de vacances auprès des jeunes.

La société a beaucoup d'attentes vis à vis de l'école. Mais ni l'école ni les familles ne peuvent agir seuls. Le mouvement d'éducation populaire (EP) a généré de multiples associations complémentaires à l'école telle que la Jeunesse en plein air (JPA).

La JPA regroupe 35 organisations comprenant des syndicats, des organisateurs de séjours, des partenaires de l'école publique, des organisations de jeunes et des comités sociaux et économiques d'entreprise. Elle s'étend sur l'ensemble du territoire à travers des comités locaux qui développent de multiples actions chaque année, partageant des valeurs communes et visant à s'associer pour amplifier et coordonner leurs actions dans le but de faire partir le plus d'enfants possible en vacances.

Lieux privilégiés de socialisation

Les séjours collectifs (colonies de vacances, séjours adaptés, séjours scolaires...) et les centres de loisirs sont pour les enfants et les jeunes des lieux privilégiés de socialisation, d'éducation, de découvertes, d'échanges et d'amitié, complémentaires de l'école et de la famille. Lors de séjours collectifs, les enfants développent des compétences psycho-sociales ayant des effets sur leur bien-être au travers d'une expérience éducative et pédagogique.

Ils permettent aux enfants et aux jeunes d'expérimenter le vivre-ensemble et l'autonomie, participant ainsi à la construction du citoyen de demain.

C'est avant tout un outil de prévention contre certains « fléaux » tels que l'illettrisme, les maternités précoces, les addictions diverses, la malbouffe pour ne citer que quelques exemples.

Classes intermédiaires

La JPA constate que : « La classe moyenne basse n'est pas assez pauvre pour avoir des aides, ni assez riche pour se le payer. » La création d'un PASS COLO permettrait d'offrir la possibilité aux enfants et adolescents de partir en vacances au moins une fois dans leur vie.

Aujourd'hui un million d'enfants partent en colonie de vacances, ce qui n'est pas significatif pour agir sur la société.

L'objectif est de passer à 12 millions en 5 ans. Pour cela, il faut agir sur le recrutement des animateurs et développer la filière professionnelle pour qu'elle soit plus attractive. Les AED et les lycéens sont des cibles à conquérir en proposant des financements à ces jeunes pour passer leur BAFA et s'engager dans l'animation volontaire. Un playdoyer est en cours de préparation pour informer plus de 300 000 jeunes. L'UNSA Education est investie dans la création de ce projet.

Plus les enfants partent tôt en colonie de vacances plus ils ont envie d'y retourner et par la suite ils ont envie de devenir animateurs à leur tour. C'est un cercle vertueux qu'il faut donc encourager.

PASS COLO

Le sénateur Jacques-Bernard MAGNER a déposé, dans le projet de loi de finances pour 2022, un amendement en faveur de la création d'un « PASS COLO » doté d'une enveloppe de 30 millions €. « Ce « PASS COLO » pourrait dans un premier temps être expérimenté auprès de 100 000 enfants, en ciblant prioritairement les cités éducatives ou les territoires ruraux éducatifs. »

UN PEU D'HISTOIRE

La Jeunesse au Plein Air (JPA) est une confédération d'oeuvres laïques reconnue d'utilité publique depuis 1949. Elle s'est donnée pour mission de faciliter l'accès aux vacances et aux loisirs des enfants et des adolescents.

En 1938 est créée la Fédération Nationale des Œuvres Laïques de Vacances d'Enfants et d'Adolescents (FNOLVEA). Plusieurs associations issues du monde syndical et des mouvements laïques, dont la Ligue Française de l'Enseignement, La Fédération des Pupilles de l'Enseignement Public, la Confédération générale du travail rejoignent cette association.

À partir de 1939, une collecte est organisée sous la forme de vente de timbres et de cartes. Les premiers timbres sont dessinés par Francisque Poulbot.

La FNOLVEA est dissoute temporairement pendant l'occupation et le régime de Vichy. Elle renaît en 1945. La campagne de vente de timbres est relancée en 1947 sous le nom de « Jeunesse au Plein Air ». En 1949, l'association adopte le nom de Jeunesse au Plein Air.

Les PEP SRA

Le Dauphiné

Edition du 31 mars 2022

le dauphiné

Autisme : « Nous n'avons aucun lieu de diagnostic pour les adultes »

À l'avant-veille de la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme, qui aura lieu le 2 avril, tour d'horizon sur les structures d'accompagnement avec l'association Planète autisme Drôme-Ardèche et sa secrétaire Jeanne-Marie Minodier.

➤ Quelles sont les structures d'aide pour les enfants autistes dans la Drôme-Ardèche ?

« Depuis dix ans, le diagnostic pour les enfants a évolué avec le développement de plusieurs structures : le Centre d'évaluation et de diagnostic autisme (Ceda), installé à Valence, le centre hospitalier de Valence, mais aussi à travers la Plateforme de coordination et d'orientation (PCO) pour les enfants jusqu'à 9 ans. Elle aborde tous les troubles neurodéveloppementaux : l'épilepsie, la dyslexie et l'autisme. Les enfants sont ensuite orientés vers les structures d'accueil. Sans oublier les équipes mobiles d'appui à la scolarisation qui participent à l'inclusion des élèves autistes dans les classes ordinaires et se rendent dans les écoles pour voir quelles sont les adaptations nécessaires pour un bon accueil de l'enfant autiste. Pour les plus jeunes, une unité d'enseignement maternelle existe à Valence, Romans, Montélimar, Aubenas et Privas. Y sont accueillis des enfants en grande difficulté. Des professionnels individualisent l'approche de l'école. Enfin l'Apajh, l'association pour adultes et jeunes handicapés, propose un service d'accompagnement et de soutien pour les enfants et les adolescents, le Sessad. »



Il existe plusieurs structures dans la Drôme et en Ardèche pour les enfants autistes, notamment des équipes mobiles d'appui à la scolarisation, qui aident à une bonne inclusion des enfants en classe ordinaire. Photo Adobe Stock

➤ À l'école, n'y a-t-il pas un problème de formation ?

« C'est là que le bât blesse, avec le manque de formation des enseignants et des personnels des écoles. Des progrès existent, c'est indéniable, mais tout n'est pas parfait. Les structures d'aide et d'accueil ne couvrent pas tout le territoire. Mais les associations, Pep pour la Drôme et Adapei pour l'Ardèche, proposent des temps de repit pour les parents dans un maillage du territoire le plus large possible. »

➤ Et pour les adultes, qu'existe-t-il ?

« Nous n'avons aucun lieu de diagnostic pour eux. Or, nous avons de nombreuses demandes d'adultes qui sont passés par la psychiatrie, la prise de médicaments faute d'une bonne évaluation. Quand le diagnostic arrive, c'est un soulagement. Toute une relecture du parcours est faite. Jusqu'à il y a quelques mois, les Drômois pouvaient se tourner vers la structure de

Grenoble. Mais avec des délais d'attente pouvant atteindre quatre ans, les Drômois n'y ont plus accès. Quant aux Ardéchois, ils peuvent se tourner vers Saint-Étienne. Ou sinon faire appel à un établissement privé avec un coût très élevé, de l'ordre de 800 euros. Autre problématique : au sein des foyers d'accueil médicalisés, il n'existe pas d'unité dédiée à l'autisme. La situation devrait s'améliorer quand tous les enfants seront bien diagnostiqués ! »

Propos recueillis
par Frédérique FAYS

Planète autisme propose une exposition présentant ses actions et les différents aspects de l'autisme. Ce sera du 4 au 15 avril dans le hall d'entrée à l'hôtel du Département à Valence, avec un temps d'échange et de témoignages mercredi 6 avril à 17 heures. Puis l'exposition partira au conseil départemental de l'Ardèche, à Privas, du 19 au 29 avril, avec rencontres et témoignages vendredi 22 avril à 16 heures.

Les PEP Lor'Est

Le Républicain Lorrain

Edition du 30 mars 2022

Le Républicain
Lorrain

Un partenariat entre la commune et les PEP 57

Longeville-les-Metz met à disposition des PEP Lor'Est les moyens financiers nécessaires au fonctionnement de l'accueil de loisirs du Relais d'assistantes maternelles, sous forme d'acompte et de subvention d'équilibre.

Pour répondre aux besoins de la population, la commune et les PEP 57 (Pupille de l'Enseignement Public) ont décidé d'établir un partenariat pour organiser un accueil collectif de mineurs intégrant les jours de classe, les mercredis, les actions à destination des adolescents ainsi que les vacances scolaires.

Pour accompagner les assistantes maternelles de leur secteur dans leur professionnalisation et leurs pratiques, les communes de Longeville-lès-Metz, Ban Saint-Martin, Scy-Chazelles et les PEP 57 ont décidé d'établir un partenariat pour organiser le service du relais d'assistantes maternelles (RAM) du Saint-Quentin.

Ce partenariat s'inscrit dans le cadre du Contrat Enfance et Jeunesse (CEJ) signé entre la Commune et la CAF de la Moselle.

Longeville-les-Metz met à disposition des PEPLor'Est, sous forme d'acompte et de subvention d'équilibre, les moyens financiers nécessaires au fonctionnement de l'accueil de loisirs du relais d'assistantes maternelles dans le cadre du budget. Cette subvention est versée trimestriellement sous forme d'acompte, à la demande des PEPLor'Est, et régularisée périodiquement, notamment en fin d'exercice comptable.

Thierry Baudinet, adjoint aux finances, a confirmé l'allocation d'une subvention pour l'accueil périscolaire d'un montant de 117 319 €, correspondant au solde de 2021 pour 2 408 € et un acompte pour la période jan-déc 2022 pour 114 911 €.

En plus il sera alloué une subvention pour le Relais d'Assistantes Maternelles du St Quentin sous forme d'acompte pour l'année 2022 et d'un montant 10 000 €



Un accueil collectif de mineurs intégrant les jours de classe, les mercredis, les actions à destination des adolescents ainsi que les vacances scolaires. Photo RL

Les PEP 50

Ouest France

Edition du 30 mars 2022



Bréhal

Onze jeunes découvrent les métiers verts



L'équipe qui a encadré les jeunes demandeurs d'emploi pendant leur parcours de découverte des métiers verts.

PHOTO : OUEST-FRANCE

La Mission locale et le centre des Pupilles de l'enseignement public (PEP) ont organisé, toute la semaine dernière, des ateliers de découverte des métiers verts à destination de onze jeunes adultes en situation de construction de projet professionnel.

La démarche, initiée par la Mission locale granvillaise, en partenariat avec le centre PEP 50 Les Oyats de Saint-Martin-de-Bréhal, la Communauté de communes Granville Terre et mer (GTM) et la Ville de Granville, s'adressait à de jeunes adultes demandeurs d'emploi âgés de 16 à 25 ans. « Pendant cinq jours, sur le thème de la transition écologique, ils ont participé à différents ateliers et rencontré différents acteurs économiques du territoire », indiquent les animateurs.

Tri de jeux et jouets avec Rejouets,

découverte d'une chèvrerie et de sa fromagerie, chantier nettoyage de plage et maraîchage, stage découverte sur le thème de la réparation des vélos ainsi que des rencontres avec un paysan-boulangier, un éleveur, un métallier d'art, un couturier, un mytiliculteur, un garde du littoral... étaient notamment au programme.

Tous volontaires

Les participants à cette semaine étaient tous volontaires : « Les contacts avec les différents milieux professionnels leur ont ouvert des perspectives pour une intégration prochaine dans le monde du travail, soulignent les animateurs. Cette action de remobilisation sur un thème porteur de sens est un réel booster dans les parcours d'insertion des jeunes. »

Les PEP 50

La Manche Libre

Edition du 29 mars 2022



Bréhal. Le Parcours des Métiers Verts en est à sa troisième édition

Déjà deux modules ont été réalisés avec le soutien financier et l'implication des partenaires : la Région Normandie, Granville Terre et Mer et la ville de Granville.

Environnement.

Vendredi 25 mars, dans le cadre de la troisième édition du Parcours des Métiers Verts et pour clore une semaine de visites apprenantes, onze jeunes du territoire, en immersion totale au centre Pupilles de l'Enseignement Public, PEP Les Oyats, sur la question de la transition écologique impliquant plus de dix acteurs économiques du territoire, ont visité la station d'épuration de Bréhal et ont pu s'informer sur le cycle de l'eau potable.

Déjà deux modules ont été réalisés avec le soutien financier et l'implication des partenaires, la Région Normandie, la communauté de communes Granville Terre et Mer et la ville de Granville. Ce sont vingt-deux jeunes qui ont profité de cette expérience et neuf d'entre eux ont retrouvé une formation ou un emploi.

Cette action de remobilisation, sur un thème porteur de sens, est un réel coup de pouce dans les parcours d'insertion de ces jeunes.

Elle leur apporte un éveil nécessaire pour comprendre leur propre fonctionnement et leur rapport à leur territoire.



Les PEP 28

France 3

Edition du 29 MARS 2022



Résumé

Journal -L'association des Pupilles de l'Enseignement Public d'Eure-et-Loir propose, actuellement, l'opération "Délices de lire" à Maintenon.

Lien pour écouter le sujet : [ICI](#)

Les PEP 55

Le Journal de la Marne

Edition du 27 mars 2022

Le Journal de
LA HAUTE-MARNE

La langue des signes s'invite au club Léo-Lagrange

ASSOCIATION. Chaque samedi matin depuis septembre, un petit groupe de quatorze personnes se réunit au club Léo-Lagrange pour une animation Langue des signes sous la houlette de Pauline Richard. Pas de formation, mais une réelle sensibilisation sur le sujet.



Samedi 26 mars, 10 h, club Léo-Lagrange. Il n'y a pas qu'à l'extérieur que le soleil est présent en cette matinée. Dans les locaux du club, on se prépare pour la séance Langue des signes, une nouvelle activité qui a vu le jour en septembre 2021. Hormis une formation par le biais du CCAS il y a dix ans, rien n'existait réellement en lien avec cette thématique.

« L'objectif c'est vraiment de sensibiliser sur le sujet ».

Pauline Richard

Animatrice des séances langue des signes au club Léo-Lagrange

Un besoin bien perçu par Isabelle Delaunoy, présidente du club, qui suit chaque séance assidûment. « Ça fait déjà plusieurs années que nous souhaitons proposer quelque chose », explique-t-elle. Encore fallait-il trouver un intervenant. La si-

tuation se décline finalement l'année dernière, avec l'ADPEP 55 (Association départementale des pupilles de l'enseignement public) qui met le club en relation avec Pauline Richard.

Sensibiliser

C'est cette dernière qui anime l'atelier chaque samedi matin, durant une heure et demie. Cette micro-entrepreneuse meusienne est malentendante. Alors, pour elle, c'est un plaisir d'échanger sur la langue des signes. Elle insiste d'ailleurs sur le mot langue, n'allez surtout pas parler de langage ! « Ce n'est pas une formation, je ne suis pas là pour donner des cours. L'objectif c'est vraiment de sensibiliser sur le sujet. Au gré des envies de chacun. » Parmi les quatorze participants âgés de 15 à 60 ans, les raisons de leur présence varient. Avec comme point commun, l'ouverture. Ouverture de l'esprit, l'ouverture envers les autres : « Par intérêt pour la langue

des signes », « pour connaître la culture qui existe autour », « par besoin envers des connaissances ».

A travers des jeux, des ateliers, des exercices, des lectures, le petit groupe maîtrise les mots du quotidien, la météo, les couleurs, les chiffres, les sentiments... « Après chaque séance, ma petite nièce me demande ce que j'ai appris. C'est un plaisir de pouvoir repartager ça ensuite avec elle. Par contre, je n'ai pas su lui expliquer comment dire sushi en langue des signes », confie l'une des participantes. Du partage et une bonne humeur permanente, « c'est important de se réunir dans ces conditions, c'est quand même le samedi matin », ajoute Pauline Richard avec le sourire.

Les animaux

Ce samedi, la séance tourne autour des animaux. Chaque personne tire au hasard deux cartes. Sur chacune, un animal est dessiné. « Il va falloir le mimer », an-

nonce l'animatrice. Chien, chat, tortue, souris, cheval, éléphant, girafe... Chacun laisse parler son imagination. Certaines imitations prêtent à sourire, comme celle du papillon, auparavant chenille.

Avec ces mimes, Pauline Richard peut observer comment chacun s'approprie l'animal et tente de le faire deviner à son interlocuteur. D'autant que, la plupart du temps, le geste se rapprochait fortement de la langue des signes. Souvent, grâce à un élément distinctif : la crête du coq, la trompe de l'éléphant, les oreilles de l'escargot... « Ce sont souvent des signes intuitifs », ajoute Pauline Richard. Attention au sens de certains gestes, sinon, le hérisson peut devenir Coronavirus...



Louis Vanthoumout
lvanthoumout@jim.fr

Les PEP 13

La Provence

Edition du 27 mars 2022

La Provence

Les lycéens s'informent sur le don de moelle osseuse

Les élèves de Joliot-Curie ont mené une campagne de sensibilisation sur le don de moelle osseuse avec l'association France adot 13

Les élèves de Joliot-Curie ont mené une campagne de sensibilisation sur le don de moelle osseuse avec l'association France adot 13

La sensibilisation sur le don de moelle osseuse est une tâche à mener sans relâche. C'est la mission que s'est donné Jean-Marie Balland, le président de l'association France adot 13 auprès de nombreux étudiants du département. En étroite collaboration avec deux groupes de spécialité du lycée Joliot-Curie, l'Istréen a récemment mené une nouvelle campagne de sensibilisation. Une action fondamentale pensée par la mère d'un élève de l'établissement scolaire, qui a reçu une greffe et qui suit les cours en Service d'aide pédagogique à domicile (Sapad). Sous la houlette de Nadine Rousselet, professeure de Sciences de

"C'est hyperimportant, on se rend compte qu'on peut sauver des vies"



Jean-Marie Balland (à gauche) et les élèves du lycée Joliot-Curie se sont mobilisés pour informer leurs camarades sur l'importance du don de moelle osseuse.

la vie et de la terre, les élèves de deux groupes de spécialité ont conçu des affiches et des flyers puis ont présenté leurs travaux à l'ensemble du lycée. Couplé à cela, Jean-Marie Balland a tenu une conférence afin de sensibiliser le plus grand nombre sur cette problématique majeure.

Chaque année, 2 000 personnes en France ont besoin d'une greffe de moelle osseuse, notamment pour des maladies liées au sang. Ce genre d'évène-

ments est donc indispensable pour informer les potentiels donneurs de demain. Une opération qui permet également aux lycéens de sortir du cadre classique des cours. "Cette approche est fondamentale pour notre matière, cela doit être vivant, il faut l'appréhender sur le terrain. On apprend des choses, on fait venir des intervenants. Un spécialiste a une portée différente", confie Nadine Rousselet. Un constat partagé par

Niels, élève au lycée Joliot-Curie: "C'est obligatoire, on apprend des choses qu'on ne voit pas en cours. On voit au moins à quoi on peut s'attendre dans la vie d'adultes."

C'est également l'avis d'Ambre, qui a réellement pris conscience de cette problématique grâce à cette campagne. "C'est hyperimportant, on se rend compte qu'on peut sauver des vies", déclare-t-elle. Une sensibilisation capitale puisque

la région Paca est en retard sur ses voisins. Depuis le début de l'année, les personnes qui peuvent s'inscrire sur les listes de donneurs doivent avoir moins de 36 ans, bien qu'on puisse donner des cellules de moelle jusqu'à 60 ans. Une lutte acharnée pour Jean-Marie Balland qui a d'ores et déjà prévu de revenir le 4 avril au lycée Joliot-Curie afin d'évoquer d'autres formes de dons.

Lorenzo HASNI

Les PEP 13

La Provence

Edition du 27 mars 2022

La Provence

Quand on veut apprendre quelque chose, surtout à un certain niveau, il faut fournir un effort. La pédagogie, c'est l'art de rendre facile quelque chose de difficile, de rendre agréable ce qui ne l'est pas. Et pour cela, les professeurs ont beaucoup d'imagination", a défini le recteur de l'académie d'Aix-Marseille Bernard Beignier, interviewé par les élèves du lycée Fourcade de Gardanne qui animent la webradio Hérisson. Hier, tous se trouvaient au collège Jean-Jaurès de La Ciotat pour la Journée académique de la pédagogie qui a été instaurée en 2016. L'objectif de cette rencontre où étaient attendues des centaines de professeurs, sur place ou en distanciel? "Mettre à l'honneur toute l'imagination des équipes éducatives et enseignantes qui répondent aux besoins des élèves, de la maternelle jusqu'à l'enseignement supérieur." Il s'agissait "de partager l'inventivité des professeurs", de "valoriser la richesse et la créativité des actions mises en place par les équipes enseignantes" et de "promouvoir des échanges de pratiques".



Le recteur Bernard Beignier (cravate rose), à l'origine de cette Journée académique de la pédagogie, a été interviewé par la webradio Hérisson animée par des lycéens de Gardanne. /PHOTOS F.R.

"Faire remonter les informations recueillies"

L'établissement a accueilli de nombreux stands issus d'établissements scolaires de l'académie d'Aix-Marseille, mais aussi de Nice, de Montpellier et de Corse. Et on trouvait pêle-mêle un certain nombre d'actions pédagogiques telles que : "La réalisation d'un tricycle à assistance électrique", "Pour une orientation choisie et pas subie" ou encore "Les jeux du respect des êtres et de la planète".

La démarche peut sembler surprenante, puisqu'on imagine la pédagogie au cœur du travail du rectorat. Alors, pourquoi y consacrer une journée spécifique? Bernard Beignier d'expliquer: "Il y a un corps dé-

dié à ce travail, c'est celui des inspecteurs. Ils ne sont pas seulement là pour inspecter les professeurs en difficulté, mais aussi pour repérer comment ils travaillent, et faire remonter les informations recueillies. Alors oui, nous nous en occupons, peut-être pas au quotidien, mais cela fait partie de nos prérogatives.

Un premier bilan? La pédagogie liée à la formation aux médias semble une vraie réussite, à voir les questions posées par les membres de la webradio Hérisson, lesquels n'ont pas hésité à titiller le recteur sur la sélection dématérialisée de Parcoursup comme sur le manque de filles dans les filières scientifiques... Des journalistes en herbe, mais percutants.

François RASTEAU

QUAND C'EST UN ROBOT QUI VA EN CLASSE

Les élèves ne pouvant se rendre en classe pour cause de maladie ou d'accident ont la possibilité de suivre leur scolarité à travers le Service d'aide pédagogique à domicile (Sapad). En sus, l'Éducation nationale, aidée par la Fondation Brigitte Macron, a mis en place un programme permettant d'assister aux cours en temps réel par l'intermédiaire d'un... robot équipé d'une caméra. "Dans l'académie, nous en avons déployé 21 cette année", indique Olivier Lefebvre, chargé de mission à la Délégation régionale académique au numérique, présent hier lors de la Journée de la pédagogie. Depuis chez lui, l'élève peut suivre les cours et intervenir, mais aussi déplacer son robot pour changer de salle. L'histoire ne dit pas cependant s'il peut le piloter jusque dans la cour pendant les récréations...



Les PEP 61

Ouest France

Edition du 26 mars 2022

ouest
france

À Louise-Michel, de la philo en bande dessinée

Le collège encadre une activité avec Pep 61 pour une classe de sixième. Les élèves se sont initiés à la philosophie en réalisant des planches de bande dessinée sur le thème de la paix.

L'initiative

« Je vois tous les jours des images de la guerre en Ukraine : les chars, les bombardements, la fuite des civils... » À 11 ans, Mélija est bien informé de ce qu'il se passe actuellement à l'est de l'Europe. De quoi lui faire partager des idées avec son camarade Billal pour réfléchir à ce que pourrait ressembler un monde en paix.

C'est le sujet discuté et choisi par cette classe de sixième au collège Louise-Michel dans une cadre d'une activité baptisée « BD-Philo ». Cet atelier est organisé par l'établissement et les Pupilles de l'enseignement public 61.

Pendant un mois, les 22 collégiens réalisent une planche de bande dessinée après avoir été initiés à la philosophie. Une discipline enseignée uniquement à la fin du cursus scolaire. « En sixième, ils sont capables de mener une réflexion et se poser des questions sur le monde et leur quotidien », affirme Vanessa Ozenne, professeure de français.

« La guerre peut toucher n'importe qui »

Lors de cette troisième séance, mercredi, les élèves dessinaient au crayon à papier leur planche qui doit contenir trois vignettes. Le choix des plans et des scènes est guidé par Camille Skrzynski, dessinatrice de presse et illustratrice.

Inès et Zoé sont parties sur un jeu vidéo. Elles imaginent trois filles



Zoé, élève au collège Louise-Michel, est concentrée sur sa planche de bande dessinée.

(Photo : Ouest-France)

jouant dans un monde en paix, où il n'y a pas les problèmes de la vie. « Ce serait bien que ce soit la réalité », commente Inès, 11 ans, sensible à ce qu'il se passe en moment en Ukraine. Oyo et Yelda s'imaginent être des médecins humanitaires en sauvant des blessés de la guerre. « La guerre

peut toucher n'importe qui », confie l'une d'elles.

Lectrice de bande dessinée, la collégienne peut s'exprimer autrement que par l'écriture dans des cahiers. « Cette activité est l'occasion de présenter un métier », ajoute Lucie Bonhomme, chargée de mission de Pep

61 qui développe également des projets scolaires avec Radio pulse.

La classe a dessiné une douzaine de planches. Leurs productions seront exposées début avril dans le hall de l'établissement.

Jules DERENNE.

Les PEP 80

Ouest France

Edition du 26 mars 2022



Prêt, jeux, partez !

Une soirée jeux de société à Démuin, mardi 29 mars, marquera le top départ de l'Espace de vie sociale de la communauté de communes Avre Luce Noye.

AUDE COLLINA

Ce sera le premier événement de l'EVS. L'Espace de vie sociale est géré par l'association Pep 80 et lancé par la Communauté de communes Avre Luce Noye. Ce projet social a été présenté en conseil communautaire jeudi 3 février et a reçu le soutien financier de la Caisse d'allocations familiales (CAF) dans la foulée (*Courrier picard* du 17 mars).

C'est donc à travers une soirée jeux de société pour tous, à Démuin mardi, que Fabrice Faillu, cheville ouvrière du dispositif, lancera la structure. L'EVS sera itinérant, mais pas seulement. « Ça permettra de pallier les problèmes de mobilité, explique ce dernier, de Pep 80. Mais le siège ce sera à l'ancienne communauté de communes, à Moreuil. Le local n'est pas encore ouvert. Il le sera après les vacances d'avril. Nous sommes en train de le remettre au goût du jour. »

Ce sera aussi l'occasion de dévoiler les jeux de la ludothèque intercommunale, qui prendra ses quartiers rue du Cardinal-Mercier tout en restant mobile. Huit dates sont déjà programmées dans les villages d'ici juin.

QUI VEUT DEVENIR MEMBRE DU COMITÉ D'USAGERS ?

Mais ce n'est qu'une première pierre à l'édifice. « Nos actions iront en direction de tous les publics : famille, senior, jeunesse, etc. »



Rendez-vous à la salle des fêtes de Démuin, mardi 29 mars. L'entrée est gratuite. (Illustration)

précise Fabrice Faillu, qui est aussi aux manettes du Centre animation jeunesse (CAJ) depuis deux ans.

Des sorties en famille sont évoquées. Mais la particularité de l'EVS, ce sera aussi sa gestion. La place de l'utilisateur est centrale. « Les usagers seront à l'initiative des activités proposées. Un comité d'usagers se mettra en place, sera force de proposition pour faire ressortir les besoins, et un comité de pilotage, dont des usagers, aussi,

existera. »

L'association Pep 80 avait établi un diagnostic enfance jeunesse du territoire fin 2018 à la demande de la communauté de communes. Le besoin d'une ludothèque et de temps de CAJ plus longs étaient ressortis, souligne le coordinateur de l'EVS. ■

Soirée jeux de société mardi 29 mars, de 18 h 30 à 21 h 30 à la salle des fêtes de Démuin. Pour tous les âges, du plus grand au plus petit, parents, enfants, amis. Entrée gratuite.

Les PEP 09

La Gazette Ariègeoise

Edition du 26 mars 2022

La Gazette ARIÉGEOISE

Cabinet de poésie générale à Foix

La poésie est un métier de pointe...

**Il nous a fallu montrer
patte blanche à l'entrée -
ou plutôt se plier à une
consultation médicale fac-
tice - pour tester notre
niveau de savoir en
matière de poésie.**

Quelques vers de Victor Hugo, «Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie / Ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie...» ont suffi à prouver notre bon état général santé et nous ouvrir les portes d'un Cabinet de Poésie Générale. Un régal !

Docteur Bojko, Docteur De Sedouy, Docteur Buisson, Docteur Fabio... voilà pour l'entête de l'ordonnance titrée «Cabinet de Poésie Générale». Ne cherchez pas, ces quatre-là n'ont pas fait la fac de médecine, à moins que quelque chose nous ait échappé. Ils sont en réalité les acteurs d'une troupe venue à Foix valider l'ouverture d'un cabinet de poésie générale éphémère.

Tout a débuté par les traditionnels

discours, les remerciements aux autorités, les applaudissements plus ou moins dirigés et plus ou moins bien nourris, et une plaque dévoilée, tout cela bien sûr, pour rire. «Quoique...», comme disait le regretté Raymond Devos. Car au passage, quelques petites phrases sont venues donner un sens à cette cérémonie dont on a parfois eu du mal à séparer le vrai du loufoque : «Apprendre aux gens qu'il y a des activités qui ne servent à rien (...) Les gens ont une peur atroce de la liberté et de l'humour (...) Le rêve et l'imagination demandent de l'audace (...) La poésie est un métier de pointe...» a martelé le Docteur Bojko, un mix entre la silhouette de Jacques Tati et l'éloquence d'un Philippe Noiret ou d'un François Morel (Les Deschiens). Message reçu cinq sur cinq... Mais attention ! Il y a poésie et... poésie, preuve le spectacle de trois-quarts d'heure que la petite troupe va présenter à la quarantaine de spectateurs présents. Ici, elle sert de prétexte à des situations cocasses ; les textes de grands

auteurs sont ainsi détournés pour être par exemple mis en musique. Décliner le Vol de gerfauts de José-Maria de Heredia sur l'air de L'âme des poètes de Charles Trenet, a littéralement transporté le public dont Pablo, 21 ans, étudiant à l'IUFM de Foix : «Pour moi la poésie est liée à la période scolaire. Je me souviens de quelques fables de La Fontaine, des textes d'Apollinaire, mais ça remonte déjà à loin. Là, j'ai trouvé ça super. J'ai été transporté, car je n'ai pas l'habitude de vivre la poésie de cette manière...»

Ce sont les associations PEP 09 et OCCE de l'Ariège qui sont à l'initiative d'un rendez-vous qui mérite une suite. La bonne humeur fut telle, et la troupe à ce point convaincante, que le public a été invité à danser la valse. Il était pas loin de midi.

Juste pour info, si vous aussi vous broyez du noir, composez le 03.71.42.00.77. La poésie c'est comme le paracétamol... mais en mieux.

D.L.

Les PEP 18

L'Echo du Berry

Edition du 24 mars 2022

L'ECHO DU BERRY

Nouvelle saison chez le Grand Meaulnes

Épineuil-le-Fleuriel

La maison-école du Grand Meaulnes rouvre vendredi 1^{er} avril avec une exposition sur le canal de Berry.

À Épineuil-le-Fleuriel, la maison-école du grand Meaulnes rouvrira ses portes au grand public le 1^{er} avril. Après deux années compliquées en raison de l'annulation de nombreux groupes de visiteurs, l'association projette d'organiser plusieurs événements. Déjà, depuis son ouverture et jusqu'au 22 mai, une exposition photographique y est présentée par les PEP 18 et le service patrimoine et inventaire de la Région Centre-Val de Loire sur le thème du canal de Berry.

Accompagnés par la photographe professionnelle Vanessa Lamorlette, des adolescents de l'Institut médico-éducatif de Saint-Amand-Montrond et des adultes du Relais 18 de Bourges ont cheminé à travers treize sites du canal de Berry pour les photographier. Une restitution publique comprenant lecture, rencontre et dédicace est prévue dimanche 3 avril à 14

h ; Thomas Giraud, écrivain, s'est inspiré du lieu où vécut Henri-Alban Fournier pour nourrir son texte. La maison-école du Grand Meaulnes sortira par ailleurs de ses murs les 9 et 10 avril prochains à l'occasion du Salon du livre de Saint-Amand, en tant que membre du jury du prix Alain-Fournier mais aussi pour proposer des dictées à la plume et à l'encre violette à la Pyramide.

Après la Nuit européenne des musées, samedi 14 mai, de 18 h à 22 h, les dictées au porte-plume reprendront du 13 juillet au 24 août. Le jeudi sera consacré à la visite guidée. Des flâneries gourmandes seront proposées les jeudi 21 juillet et 11 août à 19 h 30. L'occasion pour le visiteur de découvrir le village d'Épineuil au fil de lectures de Baudelaire ou de Saint-Exupéry, chaque lecture étant suivie d'une dégustation. Pour les marcheurs plus chevronnés, la randonnée Dans les pas du Grand Meaulnes, dimanche 28 août, proposera trois parcours autour du village, allant de 9 à 19 km.

Le 18 septembre sonnera le retour des Journées européennes du patrimoine. Une session Rentrée des classes est pré-



La maison-école sera présente au Salon du livre de Saint-Amand les 9 et 10 avril.

vue dimanche 2 octobre. L'association propose de faire revivre une journée-type avec, au menu : dictée au porte-plume ou encore problème de calcul, repas « comme à la cantine », balade découverte du village d'Épineuil et un goûter d'écolier.

Restant sur la thématique de l'école d'Alain-Fournier, l'association propose

également en boutique des articles de calligraphie et des jouets d'autrefois ; osselets, toupies, yoyos, cordes à sauter... Les bénéfices que génère cette association loi 1901 sont reversés à la gestion du musée.

Antoine Blanchecotte

■ Contact : Tél. 02 48 63 04 82.

Les PEP 12

Journal de Millau

Edition du 24 mars 2022

Journal de Millau

Une Unité d'enseignement maternelle autisme en Sud-Aveyron



Trois enfants évoluent actuellement au sein de l'unité.

ÉDUCATION Avec un premier enfant dès la rentrée de septembre, l'unité travaille aujourd'hui avec trois enfants, pour monter jusqu'à sept, pour une qui se veut aussi Inversée.

Vendredi matin, rendez-vous était donné à l'école Jean-Macé pour visiter l'Unité d'enseignement maternelle autisme (UEMA), inaugurée en septembre dernier avec un premier élève. Désormais, dans une classe réhabilitée avec un mobilier adapté, des couleurs et un éclairage moins vifs, ce sont trois élèves qui s'épanouissent aux côtés de Marianne Fromond, l'enseignante de l'unité, trois éducatrices, une psychomotricienne, une psychologue et une orthophoniste. Toutes ont reçu une formation adaptée avant de « pouvoir monter en charge ». Car à terme, ce sont sept enfants que peut accueillir la structure, la deuxième du département après l'ouverture d'une unité à l'école Saint-Félix de Rodez en 2016. Pour en bénéficier, « l'orientation est donnée par la Maison départementale des personnes handicapées », explique Michel Blanc, président de l'association des Pupilles de l'enseignement public de l'Aveyron, où il est rentré en tant que salarié en 1986 et a pu noter « le chemin parcouru », rappelant qu'un enfant de La Cavalerie avait intégré l'unité rathénioise il y a quelques années. Réelle volonté de la collectivité « pour répondre à un manque d'UEMA en Sud-Aveyron ».

dixit Corinne Compan, adjointe à la Ville chargée de la solidarité, du handicap et de la cohésion sociale, contact a été pris avec l'Agence régionale de santé (ARS). « La dernière fois que je suis venue, les travaux n'étaient pas réalisés et l'adaptabilité de Jean-Macé doit nous permettre d'aller plus loin dans le handicap », souligne l'élue. C'est pourquoi la collectivité entend recruter un travailleur pour « faire le lien avec parents et professionnels des différents établissements ».

Au service de l'inclusion

« Nous menons déjà un plan d'action pour le handicap sur nos accueils de loisirs », ajoute Janine Creysse, directrice du service éducation et jeunesse. « Travailler à l'inclusion sans accompagnement, ça ne marche pas et je suis bien placé pour en parler », témoigne Michel Blanc, grand-père d'un enfant autiste. D'autant plus que l'autisme n'est pas tout le temps perçu et que l'individu reste exclu. « Ici, c'est tout le personnel de l'école qui joue le jeu » et les enfants de l'unité mangent avec les autres élèves à la cantine et « commencent à prendre la main à un carnaval quand il se retrouvait seul à la récréation il y a quelques mois, c'est vraiment des petites victoires », illustre Marianne Fromond. Et c'est l'ensemble des compétences qui se stabilise, que ce soit sur la question de « la diversification alimentaire, l'attention conjointe ou la communication », ajoute Marie Donguy, l'une des éducatrices. « Les autres élèves aussi apprennent ce qu'est l'autisme et c'est tout le monde qui se retrouve gagnant », note l'enseignante. À commencer par des parents qui se sentent parfois

isolés, absents en cette matinée de visite. Un partenariat est passé avec eux, avec des éducatrices qui passent une à deux fois par mois directement à leur domicile pour aussi échanger sur les côtés positifs. « L'attente s'arrête à 17 ans mais l'objectif est de continuer au-delà, s'accorde Corinne Compan et François Goubert-Gaehle, directeur du CCAS de Millau. Il faut qu'il y ait un effet boule de neige sur tout le département. » D'autant plus que le nombre d'enfants en situation de handicap « est difficilement quantifiable ». Ils sont 58 jeunes au sein de l'Institut médico-éducatif (IME) de La Roquette répartis entre Lapanouse-de-Séverac et Sébazac-Concourès, au sein du pôle petite enfance de Millau, ce sont une dizaine d'enfants concernés.

L. B.

L'ADPEP12 EN SOUTIEN

Fort de 300 salariés plus de 100 ans d'existence, l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public de l'Aveyron (ADPEP12) vise la complémentarité avec l'enseignement public et dont l'action s'inscrit dans le respect et la promotion de trois valeurs fondamentales que sont la laïcité, la solidarité et l'égalité des droits. L'ADPEP12 gère 12 établissements et services qui accompagnent plus de 2 000 enfants, adolescents et adultes par an, via quatre champs : médico-social, l'éducation et des loisirs, l'accompagnement à la scolarité, de la formation et l'emploi. « Si l'ADPEP12 peut aider, pourquoi pas ? », a tenu Michel Blanc aux autres acteurs présents lors de la visite.

Les PEP 92

Libération

Edition du 24 mars 2022



Dans un lycée accueillant majoritairement des élèves handicapés: «Si on continue à supprimer des postes, c'est la fin assurée»

Dans l'établissement régional d'enseignement adapté Toulouse-Lautrec de Vaucresson (Hauts-de-Seine), où trois quarts des élèves sont atteints de handicaps moteurs et y bénéficient de soins, la suppression d'un poste d'infirmière fait craindre pour sa survie.



Veste jaune fluorescente sur le dos, une femme met Marin en garde avant qu'il ne gagne la chaussée et participe au blocage éphémère des automobilistes : «Tu fais attention, hein.» «C'est des handicapés, ils oseront rien faire !» rétorque l'ado, goguenard. Comme une grosse centaine de personnes, majoritairement des élèves en fauteuil roulant, il est venu manifester, ce jeudi matin, sur la D907 à Vaucresson (Hauts-de-Seine) pour la sauvegarde d'un poste d'infirmière dans son lycée. A la rentrée prochaine, une des cinq praticiennes scolaires de l'établissement régional d'enseignement adapté (Erea) Toulouse-Lautrec doit en effet partir. «On trouve vraiment cruel et sadique qu'on mute une infirmière dans un autre lycée alors qu'on en a tant besoin», regrette Joseph, 14 ans, en quatrième.

Car, dans cet établissement, les trois quarts des quelque 4 100 élèves sont handicapés principalement moteurs et passent une part non négligeable de leurs semaines à bénéficier de soins. Infirmiers, mais aussi ergothérapeutes, kiné, psy... Des soignants sont présents dans l'enceinte de la structure, qui scolarise des élèves du CP au BTS et en accueille une bonne partie à l'internat. En plus des postes d'infirmières dépendant de l'éducation nationale (quatre temps pleins), cinq infirmières de l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public (Adpep) des Hauts-de-Seine sont présentes.

«On reçoit entre 100 et 120 enfants par jour. Ça ne prend pas deux minutes. [Avec un poste en moins], on n'aura plus la capacité d'accueillir et de faire les soins en sécurité. Et si on n'est pas en nombre, les élèves arrivent en retard en cours», explique Anne de Thieulloy, l'infirmière à qui le rectorat a brutalement annoncé sa mutation fin janvier et qui travaille dans l'établissement depuis quatorze ans.

«Il faut venir voir la réalité»

L'académie de Versailles indique que «l'Erea de Vaucresson est le seul de l'académie (sur 8) à bénéficier de trois personnels infirmiers scolaires dédiés à l'internat. Ils permettent la prise en charge pleine et entière des élèves internes [...] L'académie consacre donc, chaque semaine, cent vingt heures de présence infirmière et neuf nuits d'astreinte dédiées à l'Erea». Elle considère qu'il revient surtout à l'Adpep de gérer les soins en journée. Ce avec quoi élèves et personnels sont en désaccord.

«Il faut sortir des chiffres et venir voir un peu la réalité, venir voir ce dont l'humain a besoin», lance Eymerick, éloquent lycéen de terminale, représentant des élèves au conseil d'administration. Lui a quitté sa famille en Normandie pour pouvoir être scolarisé à Toulouse-Lautrec. D'autres viennent de différents coins de l'Île-de-France, tous orientés par des maisons départementales des personnes handicapées. Sans l'Erea, ils ne pourraient, pour beaucoup, pas suivre une scolarité correcte. «Quelqu'un qui a une trachéo a besoin de se faire aspirer toutes les quarante-cinq minutes», note Eymerick, pour justifier la présence soutenue du personnel médical.

«Contrairement à un établissement ordinaire, ici, c'est le valide qui s'adapte. On ne leur demande pas de prise de notes, ils restent dans leur salle et c'est nous qui changeons», dit Françoise Aubry, prof d'histoire-géo depuis quinze ans à Toulouse-Lautrec. Les classes comptent entre huit et quinze élèves et les soins sont assurés durant les heures de permanence ou après les cours. «Avant [dans son ancien établissement, ndr], pendant le cours de sport, je devais prendre un taxi, aller en kiné, puis revenir», raconte Tiffanie, en BTS comptabilité-gestion, qui se déplace en fauteuil roulant électrique. A Vaucresson, le kiné est sur place et, en prime, ses profs sont compréhensifs si elle a besoin d'aller à l'infirmierie.

«Dans mon collège privé de bourge de m..., les gens disaient que c'était pas un handicap et me cassaient les couilles H24. Ils étaient méchants avec moi et me harcelaient», déroule Marin, qui est atteint de troubles de l'attention avec hyperactivité. Pas question de ça à l'Erea. «On sait que s'il y en a un qui se moque, il va être mal», lâche Milhane, élève de sixième qui n'a pas de handicap.

D'une cinquantaine d'agents à 34

La bienveillance qui caractérise l'établissement ne se traduit ni par de la charité ni par des exigences au rabais. La preuve : il vient d'être désigné premier du palmarès des lycées des Hauts-de-Seine dressé par le Parisien, pour la cinquième fois. «Être dans ce lycée m'a permis d'être l'homme que je suis aujourd'hui», revendique Eymerick, qui prévoit d'intégrer Sciences-Po. Léanie Buaillon, la CPE, alerte : «Si on continue à supprimer des postes, c'est la fin assurée de l'Erea.»

D'autant que les coupes ne touchent pas que le personnel soignant. Les agents territoriaux aussi s'inquiètent, ils ont vu leurs effectifs passer d'une cinquantaine il y a dix ans à 34 aujourd'hui, départs en retraite et mutation n'étant plus remplacés. Le bâtiment s'étend sur 53 000 m², les espaces verts sur 2 hectares, et 55 menus différents sont proposés chaque jour au

réfectoire, afin de s'adapter aux pathologies des uns et des autres. Alors les bras commencent à manquer.

Paul, un élève de seconde, en fauteuil roulant, loue la philosophie de son lycée : être avec des élèves valides, «ça nous permet de nous sentir acceptés. Si on n'est que des handicapés, on peut avoir l'impression d'être isolés. Cet établissement est une valeur de la République : c'est l'égalité. C'est comme si on supprimait une valeur de la République».

Les PEP SRA

L'Impartial

Edition du 24 mars 2022

L'IMPARTIAL
de la Drôme

Un accueil de jour pour les malades d'Alzheimer

Constructeur du « Lieu d'être » pour le compte de la Fédération Générale des PEP, BP Immobilier a organisé une visite de chantier en présence des élus, mardi 15 mars.

En France, la maladie d'Alzheimer touche 17 % des plus de 75 ans, soit un million de personnes, sachant que 225 000 cas sont détectés chaque année. On estime que le nombre de personnes atteintes d'Alzheimer aura pratiquement doublé en 2050. C'est une réalité majeure de santé publique. Il est donc essentiel que notre bassin de vie soit doté de structures pouvant accompagner les personnes atteintes de cette maladie neuro-dégénérative et offrir un soutien aux aidants.

Actuellement locataire de VRH au 15 de la rue Dock, la structure « Lieu d'être », dirigée par Sophie Michon-Puzin, était à la recherche de locaux plus adaptés pour pouvoir accueillir dans de meilleures conditions 12 personnes de 9h30 à 16h30.

C'est ainsi qu'elle est entrée en contact avec le constructeur romain BP Immobilier qui a accepté de travailler sur ce dossier. Bonne pioche puisque le constructeur est parvenu à faire une proposition, sur un terrain lui appartenant situé route de Saint-Donat.

Restait ensuite à trouver le financement mais avec le concours de l'association des PEP Sud Rhône-Alpes et des financeurs insti-



Membre de l'association, malades et élus ont assisté à une visite du chantier conduite par Luc Perera de BP Immobilier.

tutionnels de ces établissements (ARS, conseil départemental), une solution a été trouvée pour faire aboutir ce dossier et lancer la construction d'une nouvelle structure.

A ce sujet, l'équipe de BP Immobilier a su répondre aux attentes de l'association pour le fonctionnement du « Lieu d'être » qui occupera une surface intérieure de 275 m² sur un terrain de 1 000 m², avec un jardin de 95 m²

et un espace végétalisé d'environ 500m² le tout entièrement sécurisé avec un parking en entrée.

Alors que la construction du bâtiment est en cours, une visite de chantier était organisée, mardi 15 mars en présence d'Emmanuelle Anthoine, députée et conseillère départementale, Linda Hajjari, conseillère départementale, Marie-Hélène Thoraval, maire de Romans qui était accompagnée par Annie-Claude Cocoual,

conseillère municipale déléguée au handicap et au développement de la Villa Borée et Jean-Marc Dumont, président de l'association des PEP Sud Rhône-Alpes.

Ouvrant les allocutions, Luc Perera, représentant BP Immobilier ne cacha pas son plaisir d'organiser cette visite de chantier, tout en saluant la qualité des échanges avec l'association des PEP Sud Rhône-Alpes et Sophie

Les PEP Lor'Est

L'Est Républicain

Edition du 24 mars 2022

L'EST
RÉPUBLICAIN

Fusionnées, les Pep lorraines en quête de notoriété

Depuis leur création en 1915, les Pep (Pupilles de l'enseignement public) ont fait évoluer leurs connaissances de l'enfance, de l'accueil des plus fragiles. La fusion des réseaux de Moselle, Meurthe-et-Moselle et des Vosges a créé une dynamique. Reste à mieux se faire connaître.

C'est un organisme qui traverse le temps, se coule dans les évolutions sociétales, change de forme et s'adapte. Née après la Première Guerre mondiale pour soutenir les orphelins, l'Œuvre des Pupilles de l'enseignement public – aujourd'hui nommée « les Pep » – est devenue un grand acteur de l'économie sociale et solidaire. En France, la centaine d'associations et les 1 360 établissements de services affiliés Pep emploient 20 000 salariés.

Une fusion, des emplois

Il y a un an, les Pep de Moselle, des Vosges et de la Meurthe-et-Moselle ont fusionné. Elles représentent désormais 726 salariés qui travaillent dans trois secteurs et accompagnent 30 000 personnes. Souvent, les fusions servent à réduire des charges de personnel. Hervé Pritsky, le président des Pep Lor'Est, s'en défend, expliquant que des emplois ont été créés et que des recrutements sont en



Les Pep 57 proposent un soutien scolaire et des activités ludiques, aux enfants de Metz-Borny, via les dispositifs des Vacances apprenantes et des quartiers d'été. Photo RL/karim_SIARI

cours : « Nous rencontrons la même difficulté que partout, avec des postes vacants de pédopsychiatres, d'orthophonistes, d'animateurs, etc. ». La fusion a créé des dynamiques : l'essaimage des idées et des compétences, l'effet boule de neige des retombées de certaines actions, et la capacité de répondre plus largement aux demandes extérieures.

Les Pep gèrent des centres d'accueil médicalisés, des lieux de vie pour des publics qui ont besoin d'une prise en charge particulière et aussi des séjours de vacances et des accueils périscolaires. François Siebert, le directeur général, explique : « Notre stratégie, c'est aussi l'accueil inconditionnel, avec des tarifications

adaptées aux situations des familles ». Le développement des actions en zones rurales, l'accompagnement des filles-mères, l'inclusion et les séjours de répit pour les aidants sont au catalogue des Pep Lor'Est. « Notre philosophie est de répondre à des besoins qui ne sont pas couverts par d'autres organismes », précise le président.

Les Pep Lor'Est déploient un budget de 23 millions d'euros pour couvrir les charges salariales (67 %). 46 % du budget est abondé par l'Agence régionale de santé, le reste l'est par les familles, la Caf, les villes, les subventions, les centres de vacances et les actions de formation.

C. B.

Les PEP Bretil'Armor

Ouest France

Edition du 24 mars 2022



Le foyer de La Passerelle a fait peau neuve

Niché au cœur du quartier Tréhouart, ce foyer vient en aide à des jeunes en difficulté. Après d'importants travaux, il propose désormais des installations refaites à neuf.

Au 8-10, rue Jacques-II, les travaux de conformité entrepris par PEP Brétil'Armor sur le foyer pour jeunes en difficulté ont duré cinq ans.

« L'association a acheté la maison en 1974. Des travaux devenaient nécessaires pour continuer à recevoir des enfants dans les conditions de sécurité réglementaires. En 2016, après réflexion, nous avons décidé de rester sur le site », raconte Daniel Troadec, le président de l'association.

Un espace d'accueil et d'insertion

PEP Brétil'Armor, sous l'égide du conseil départemental, a pour vocation d'aider et d'accompagner des enfants qui sont placés, après décision de justice, en famille d'accueil ou hébergés sur place.

« Les travaux ont coûté 4 millions d'euros. L'association en a financé 70 %. Le reste est pris en charge par le Département. » Désormais, toutes les installations sont neuves.

« Dix jeunes, de 10 à 18 ans, ont accès à l'internat dans une dépendance, et cinq à six autres, plus autonomes avec un projet d'insertion, sont hébergés dans un autre local qui date de la fin des années 1980, détaille Yannick Le Moal, directeur du foyer. Nous proposons enfin à dix-huit jeunes de 16 à 21 ans d'occuper des logements qui se trouvent dans le quartier. Cette opportunité leur permet d'envisager leur avenir d'une façon plus concrète. C'est le début de l'indépendan-



Des travaux de remise en conformité ont été entrepris depuis 2016 par l'association PEP Brétil'Armor dans ce manoir du XIX^e siècle.

PHOTO : OUEST-FRANCE

ce. »

Espaces de convivialité, coins cuisines, chambres individuelles avec un accès par digicode. Tout a été pensé pour le bien-être de chacun. La maison historique abrite désormais le personnel administratif, le bureau des éducateurs et un cabinet de psychologues. Des photos prises par les jeunes égayent les murs blancs des couloirs.

« Une lourde et belle responsabilité »

Les travaux n'ont pas été de tout repos. « Nous avons tenu à ne pas interrompre notre activité pendant ces cinq années. Nous avons bougé au fur et à mesure de l'avancement du chantier et nous l'avons décou-

vert au fur et à mesure. Pour certains aspects, les jeunes ont été associés au projet. »

Jean-Luc Chenut, président du conseil départemental est venu découvrir les nouveaux locaux. « Vous avez une lourde responsabilité, exigeante. Mais c'est une belle responsabilité d'aider les 51 jeunes dont vous avez la charge à dépasser leurs difficultés. Vous remplissez une mission », a-t-il déclaré à destination des vingt-sept professionnels du foyer.

« Le logement, c'est un lieu de vie. Pour ces jeunes, il y a maintenant un peu de bonheur pour leur faire oublier d'autres difficultés », a reconnu Jean-Luc Bourgeaux, député.

Les PEP Lor'Est

Vosges Matin

Edition du 24 mars 2022

Vosges
matin

Fusionnées, les Pep en quête de notoriété

Depuis leur création en 1915, les Pep (Pupilles de l'enseignement public) ont fait évoluer leurs connaissances de l'enfance, de l'accueil des plus fragiles. La fusion des réseaux de Moselle, Meurthe-et-Moselle et des Vosges a créé une dynamique. Reste à mieux se faire connaître.

C'est un organisme qui traverse le temps, se coule dans les évolutions sociétales, change de forme et s'adapte. Née après la Première Guerre mondiale pour soutenir les orphelins, l'Œuvre des Pupilles de l'enseignement public – aujourd'hui nommée « les Pep » – est devenue un grand acteur de l'économie sociale et solidaire. En France, la centaine d'associations et les 1 360 établissements de services affiliés Pep emploient 20 000 salariés.

Une fusion, des emplois

Il y a un an, les Pep de Moselle, des Vosges et de la Meurthe-et-Moselle ont fusionné. Elles représentent désormais 726 salariés qui travaillent dans trois secteurs et accompagnent 30 000 personnes. Souvent, les fusions servent à réduire des charges de personnel. Hervé Pritsky, le président des Pep Lor'Est, s'en défend, expliquant que des emplois ont été créés et que des

recrutements sont en cours : « Nous rencontrons la même difficulté que partout, avec des postes vacants de pédopsychiatres, d'orthophonistes, d'animateurs, etc. ». La fusion a créé des dynamiques : l'essaimage des idées et des compétences, l'effet boule de neige des retombées de certaines actions, et la capacité de répondre plus largement aux demandes extérieures.

Les Pep gèrent des centres d'accueil médicalisés, des lieux de vie pour des publics qui ont besoin d'une prise en charge particulière et aussi des séjours de vacances et des accueils périscolaires. François Siebert, le directeur général, explique : « Notre stratégie, c'est aussi l'accueil inconditionnel, avec des tarifications adaptées aux situations des familles ». Le développement des actions en zones rurales, l'accompagnement des filles-mères, l'inclusion et les séjours de répit pour les aidants sont au catalogue des Pep Lor'Est. « Notre philosophie est de répondre à des besoins qui ne sont pas couverts par d'autres organismes », précise le président.

Les Pep Lor'Est déploient un budget de 23 millions d'euros pour couvrir les charges salariales (67 %). 46 % du budget est abondé par l'Agence régionale de santé, le reste l'est par les familles, la Caf, les villes, les subventions, les centres de vacances et les actions de formation.

C. B.

Les PEP 50

La Gazette

Edition du 23 mars 2022

La Gazette
de la manche, d'ille-et-vilaine et mayenne

Des soutiens aux aides-soignants

On ne doit pas nécessairement se retrouver dans une maison de séniors quand on est handicapé ou dépendant. On peut, sous certaines conditions, rester à la maison dans l'environnement qu'on connaît et où on se sent à l'aise.

L'aide soignante apporte un soutien quand on ne peut plus. L'assistance peut durer un certain temps par exemple quand on se casse une jambe, une épaule, ou même plus grave, quand on est handicapé. Les soignants sont présents pour la douche, pour aider à sortir du lit, de manier la chaise roulante, ou aussi pour nettoyer la maison.

Ces anges de la vie quotidienne sont régulièrement formés sur les aides mécaniques dont on peut avoir besoin. Cinq jeunes femmes et un jeune homme se trouvent dans la salle des fêtes de la mairie de Pontorson.

Devant eux se trouvent des ustensiles. Un lit médicalisé avec un matelas à air, des téléphones à grandes touches, une télécommande pour la télé réduite sur ces fonctions majeures, mais aussi un instrument qui ressemble à une mini-grue, mais qui est en vérité une « lève personne » explique Manon Piron, ergothérapeute de l'association ADMR d'Avranches.

Mais il y a des chaises roulantes ou des rollators, dont des gens de

tout âge ont de plus en plus besoin pour marcher sans difficultés. Un instrument qu'il faut savoir utiliser si on ne veut pas avoir mal au dos régulièrement après des promenades.

François Willaert, ergothérapeute, spécialiste des aides mécaniques qui a créé sa société PEP 50, a montré tous ces instruments. Il explique : « Au moment, où il y a un problème de la santé à la maison, nous évaluons la situation. Parfois il faut un lit médicalisé, parfois il faut un matelas à air, ou tout simplement une chaise roulante très confortable, qu'on peut incliner ». Willaert est l'homme qui sait comment faciliter la vie à la maison même avec des diagnostics lourds comme une paralysie partielle après un AVC. Si dans de tels cas la famille prend le malade en charge, on peut éviter la maison à soins.

Comment utiliser les instruments ?

Seulement, comment les utiliser ces instruments dont les aides

soignants ont besoin dans des cas lourds ? Dans la discussion autour des scandales des EPAHD, on parle toujours des bleus que les patients ont au bras ou au corps. Si un aide soignant fait un faux mouvement en traitant ces patients, il peut facilement les blesser sans le vouloir. L'ergothérapeute Manon Piron a réuni des collaborateurs de l'association à Pontorson pour leur montrer les aides mécaniques dont ils peuvent disposer et pour les essayer. François Willaert prend du temps pour expliquer le matelas avec des chambres à air dont certains patients ont besoin lorsqu'ils doivent passer la majeure partie de la journée au lit. C'est un matelas miracle qui peut avoir – selon la pression d'air qu'on y met – des parties dures ou plus souples.

Pour rester à la maison, il faut parfois transformer une pièce en chambre d'hôpital avec un lit médical et d'autres instruments. Willaert se met dans le lit et montre comment le patient lui-même peut aider les aides soignants pour leur faciliter le travail.



Lit médicalisé avec matelas de chambre à air.

La formation dure trois heures. Le temps pour pratiquer les aides mécaniques mais aussi pour

échanger des expériences, pour parler des problèmes qui peuvent exister et les résoudre. Trois heures

qui aideront les patients plus tard pour se faire mieux soigner.

Helmut Wyrwich

Les PEP 28

L'Echo Républicain

Edition du 23 mars 2022

L'ÉCHO
RÉPUBLICAIN

Lucé

Le centre social donne la parole aux habitants

Publié le 23/03/2022



Plus de quatre-vingts habitants ont participé à une consultation rencontre, samedi. © Droits réservés

Lucé. Le centre social Robert Doisneau donne la parole aux habitants. Pour obtenir le renouvellement de son agrément par la Caf (Caisse d'allocations familiales), le centre social Doisneau doit présenter un nouveau programme d'actions pour les quatre ans à venir.

« C'est une feuille de route dans laquelle nous déclinons les objectifs généraux opérationnels et cohérents avec la Caf, ainsi que les actions à venir sur la base de ce que souhaitent les habitants », a expliqué le directeur, Jordan Ballaraty.

L'équipe du centre social a organisé une consultation rencontre, samedi, afin que les habitants donnent leur avis sur leur ville, leur quartier et leur centre social. Plus de quatre-vingts personnes se sont exprimées lors des trois ateliers proposés. Ceux-ci leur ont permis de donner leur avis sur les équipements de leur ville, d'émettre des idées et des nouvelles actions pour le centre social et de présenter leur perception de leur quartier en matière de sécurité, d'attractivité, de commerce, de santé, d'emploi... Quelques pistes sont ressorties de cette enquête auprès de ces habitants qui apprécient le cadre de vie, l'accessibilité aux commerces et à la culture.

Réunion en juin

En revanche, ils déplorent l'offre de santé qui, selon eux, n'est pas terrible. S'ils sont satisfaits de l'offre des transports, ils ont fait part des difficultés d'accès à l'emploi et du manque de soutien scolaire.

Le diagnostic et la cartographie du territoire de cette enquête seront soumis à tous les partenaires du centre social, ainsi qu'aux élus, qui, de leur côté, mènent une enquête similaire. Les résultats seront présentés au public au cours d'une réunion publique, en juin.

Les PEP 12

Centre Presse

Edition du 22 mars 2022

CENTRE PRESSE

LE JOURNAL DE L'ACTION

Éducation Une école millavoise accompagne les enfants autistes

■ Financée par l'ARS, la classe spécialisée est gérée par l'ADPEP avec le concours de la Ville.

C'est un progrès majeur pour le Sud-Aveyron et pour le Millavois. Depuis septembre dernier, l'école Jean-Macé accueille une classe dédiée aux enfants autistes, appelée UEMA, pour Unité d'enseignement maternelle autisme. Un progrès majeur car, jusqu'à maintenant, les familles concernées devaient se rendre à l'UEMA d'Onet-le-Château. Une distance importante quand on habite dans le Sud-Aveyron, « qui en avait obligé certaines à déménager », note Marie Lascoumes, directrice de l'Institut médico-éducatif de La Roquette, à Sévérac-d'Aveyron. Le projet est avant tout « collectif », souligne Corinne Compan, adjointe aux Solidarités et au Handicap à la mairie de Millau. On s'est aperçu qu'il y avait un manque d'UEMA sur le secteur, donc nous avons pris contact avec l'Agence régionale de santé », après que cette dernière a lancé un appel à projet pour l'ouverture d'une seconde unité dans le département. Financée totalement par l'ARS, à hauteur de 260 000 € par an, la classe spécialisée est gérée par l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public (ADPEP) de l'Aveyron



Les enfants utilisent notamment des petites cartes pour exprimer leurs besoins et envies.

qui administre une quinzaine d'établissements médico-éducatifs dans tout le département. La mairie de Millau a contribué à cette action en mettant à disposition un espace au sein de l'école Jean-Macé, peint « dans des couleurs douces et neutres », précise Janine Creys-

sels, responsable des écoles de Millau, et en achetant du mobilier. L'ADPEP, elle, emploie le personnel de l'UEMA.

À savoir : une enseignante, trois éducatrices spécialisées, une psychomotricienne, une orthophoniste et une psychologue en cours de recrutement. Marianne Fromond, l'enseignante, a été « séduite par le projet. Car il est vraiment construit autour des enfants. On est au cœur de l'inclusion, c'est un vrai tra-

vail d'équipe et je tiens à remercier tout le personnel de l'école. »

Pour le moment, la classe accueille quatre enfants. À terme, la jauge est fixée à sept. « On y va progressivement, avec des enfants d'âges différents, développe Marie Lascoumes. Parce que si l'on en prend sept enfants de trois ans d'un coup, l'effectif de la classe est bloqué. Là, ça permet d'avoir un roulement chaque année, avec des enfants qui partent au primaire et d'autres qui arrivent en UEMA. »

L'avantage de cette unité, c'est aussi pour les petits d'être au sein d'une école classique tout en bénéficiant d'un accompagnement quotidien et personnalisé. Ainsi leur temps est partagé entre des activités avec les éducatrices, des temps d'enseignement avec Marianne Fromond, des séances avec les spécialistes et des moments avec les autres élèves dans les classes classiques.

« On sent déjà qu'il y a des progrès, se réjouit l'enseignante. Notamment sur l'alimentation ou sur l'attention conjointe [l'attention portée à autrui, NDLR]. Par exemple, un enfant, qui habituellement restait seul dans la cour, va maintenant prendre la main d'un camarade pour s'amuser. »

CORENTIN MIRALLÉS

Les PEP 42

IF Saint-Etienne

Edition du 22 mars 2022



Le nouveau pôle enfance jeunesse de Montreynaud coûtera près de 8 millions d'euros

Parmi les aménagements prévus dans le quartier de Montreynaud dans le cadre de l'Anru II, un nouveau pôle enfance-jeunesse-famille couplé à la rénovation du stade de Saint-Saëns. À l'occasion du conseil municipal de Saint-Etienne lundi, la majorité a donné des détails sur ce nouvel aménagement dont le coût va s'élever à 7,8 M€.



51 millions d'euros seront investis pour réhabiliter le quartier dont 7,8 pour le nouveau pôle enfance-jeunesse-famille. ©Ville de Saint-Etienne

51 M€ : c'est ce qui est promis par le programme de rénovation urbaine, l'Anru II, pour le seul quartier de Montreynaud, un des quatre concernés à Saint-Etienne. Ici, 10 millions seront pris en charge par la municipalité, 20 par l'Etat, 15 par les bailleurs sociaux, le reste par Saint-Etienne Métropole. Plus de 15 % de ces investissements, 7,8 M€ exactement, seront consacrés au nouveau pôle enfance-jeunesse-famille couplé à la rénovation du stade de Saint-Saëns. Lundi, le conseil municipal de Saint-Etienne a fixé l'enveloppe financière prévisionnelle du projet et lancé le concours de maîtrise d'oeuvre, « d'architecte ». L'occasion d'en apprendre un peu plus.

« Pour rappel, Montreynaud compte presque 10 000 habitants. Son cadre de vie s'est nettement amélioré depuis 2014 à la suite de la destruction de la Tour Plein ciel suivi du grand programme de transformation Forum que nous avons conduit », estime Siham Labich, adjointe chargée, entre autres, de la politique de la ville. Cette grande de transformation se poursuit sur le mandat. Nous allons terminer le haut du quartier et intervenir fortement sur le bas, c'est-à-dire Molina et Saint-Saëns. » Un grand projet de renouvellement urbain présenté dans sa globalité en [réunion publique](#) début janvier.

Le secteur de Saint-Saëns sera consacré à l'enfance-jeunesse

L'élue insiste cependant sur le fait « que l'urbain est ici au service de l'humain ». D'où l'importance d'un nouvel équipement enfance-jeunesse « co-construit avec les habitants en constituant un groupement d'intérêt public qui sera consolidé sur ce

mandat ». L'espace Aretha-Franklin sur le haut du quartier ne va pas disparaître pour autant. Le nouveau pôle sera complémentaire des activités de ce dernier recentrées sur celles adultes en se basant sur le collectif Vivre ensemble. Au-delà, bien sûr, de l'amélioration de la qualité de l'offre sociale, deux autres objectifs affichés par la municipalité. Mieux connecter les trois plateaux de Montreynaud : « haut », « Saint-Saëns », « Molina » et donc permettre un brassage de tous les publics. Et mieux structurer l'offre sociale en lien avec la création du nouveau centre social « spécialisant » Saint-Saëns sur les activités enfance, jeunesse et familles.

L'ambition du projet est de mêler culture et sport, se montrer plus réactif et donner plus de visibilité aux activités dans un cadre plus aéré.

Siham Labich, adjointe municipale, chargée de la politique de la ville

Ce nouveau pôle, qui sera construit en lieu et place de l'ancienne école Elsa-Triolet, promise à la démolition, aura plusieurs fonctions. La crèche de 36 berceaux, actuellement inconfortablement installée dans le bas d'un immeuble à proximité y sera déménagée. Elle verra sa capacité d'accueil augmenter de 10 %. Le centre de loisirs de la Police nationale, [CLJ 42](#), s'y installera aussi. Ce sera le cas également du centre de loisirs 3-12 ans actuellement à Aretha-Franklin gérée par l'association des [Pep 42](#), tout comme celui des Coquelicots spécialisé dans l'accueil d'enfants souffrant de troubles autistiques. Là aussi, la capacité d'accueil sera augmentée et de manière conséquente puisque l'on passera de 80 à 150, voire 200 places à terme. Il faut y ajouter un lieu d'accueil parents/enfants, actuellement dispatché sur Saint-Saëns et un nouvel lecture « très demandé », précise Siham Labich.

Une démolition-construction en 2024-2025

L'équipement présentera un grand parvis, des parkings voiture et vélo. Des locaux seront créés pour favoriser la pratique sportive sur le terrain de football à 8 réaménagé juste en face. Signalons que parallèlement, le stade Saint-Saëns à proximité, jusque-là en pelouse, sera rénové au cours de cette année 2022. « L'ambition du projet est de mêler culture et sport, se montrer plus réactif et donner plus de visibilité aux activités dans un cadre plus aéré », conclut Siham Labich. Nous avons fait appel au conseil citoyens, au conseil de quartier et aux associations concernées. Nous consulterons à nouveau les habitants par des ateliers non plus sur le projet en soi mais son agencement. »

La sélection de la maîtrise d'oeuvre et les études liées auront lieu en 2022 et 2023. En 2024-2025 se déroulera la démolition de l'ancienne construction avant de passer la construction du pôle qui devrait donc être livré au plus tard d'ici 2026. Les groupes d'opposition n'ont pas fait d'interventions sur ce sujet au [conseil municipal qui s'est tenu lundi](#).

Les PEP Lor'Est

Le Républicain Lorrain

Edition du 22 mars 2022

**Le Républicain
Lorrain**

LORRAINE

Social et solidaire, Pep Lor'Est en quête de notoriété

Depuis leur création en 1915, les Pep ont fait évoluer leurs connaissances de l'enfance, de l'accueil des plus fragiles. La fusion des réseaux de Moselle, Meurthe-et-Moselle et des Vosges a créé une dynamique. Reste à mieux se faire connaître.

C'est un organisme qui traverse le temps, se coule dans les évolutions sociétales, change de forme et s'adapte. Née après la Première Guerre mondiale pour soutenir les orphelins, l'Œuvre des Pupilles de l'enseignement public – aujourd'hui nommée « les Pep » – est devenue un grand acteur de l'économie sociale et solidaire. Un opérateur trop méconnu à son goût. En France, la centaine d'associations et les 1 360 établissements de services affiliés Pep emploient 20 000 salariés.

Une fusion, des emplois

Il y a un an, les Pep de Mosel-

le, des Vosges et de la Meurthe-et-Moselle ont fusionné. Elles représentent désormais 726 salariés qui travaillent dans trois secteurs et accompagnent potentiellement 30 000 personnes. Souvent, les fusions servent à réduire des charges de personnel. Hervé Pritsky, le président des Pep Lor'Est, s'en défend, expliquant que des emplois ont été créés et que des recrutements sont en cours. « Nous rencontrons la même difficulté que partout, avec des postes vacants de pédopsychiatres, d'orthophonistes, d'animateurs, etc. », souligne-t-il.

La fusion a, selon lui, permis d'installer une organisation et une autre gouvernance. Des dynamiques ont émergé de cette union : l'essaimage des idées et des compétences, l'effet boule de neige des retombées de certaines actions, et la capacité de répondre plus largement aux demandes extérieures.

Les Pep gèrent des centres d'accueil médicalisés, des

lieux de vie pour des publics qui ont besoin d'une prise en charge particulière et aussi des séjours de vacances et des accueils périscolaires. François Siebert, le directeur général, explique : « Notre stratégie, c'est aussi l'accueil inconditionnel, avec des tarifications adaptées aux situations des familles ». Le développement des actions en zones rurales, l'accompagnement des filles-mères, l'inclusion et les séjours de répit pour les aidants sont au catalogue des Pep Lor'Est. « Notre philosophie est de répondre à des besoins qui ne sont pas couverts par d'autres organismes », précise le président.

Les Pep Lor'Est déploient un budget de 23 millions d'euros pour couvrir les charges salariales (67 %). 46 % du budget est abondé par l'ARS (Agence régionale de santé), le reste l'est par les familles, la Caf, les villes, les subventions diverses, les centres de vacances et les actions de formation.

C. B.



Les vacances apprenantes à Metz-Borny durant la pandémie, c'est aussi les Pep. Photo archives RL/Karim SIARI



De gauche à droite : Anne-Cécile Revelant, chargée de communication ; François Siebert, directeur général ; Hervé Pritsky, président ; Alain Pidolle, trésorier. Photo RL/Gilles WIRTZ

Les PEP 28

Actu.fr

Edition du 22 mars 2022



Comment faire en sorte que vos enfants lisent plus ? En Eure-et-Loir, les PEP le font avec la musique !

Les Délices de Lire reviennent pour une nouvelle édition à Maintenon (Eure-et-Loir) dès lundi 28 mars 2022.



Pour inciter les enfants à lire, les

PEP28 proposent des ateliers ludiques. (©Illustration Pixabay)

L'association des PEP 28, gestionnaire de structures petite enfance, d'accueils de loisirs et d'établissements sociaux et médico-sociaux en Eure-et-Loir a inventé un événement pour favoriser le goût à la lecture auprès des enfants et des adolescents. Tous les ans, pendant quelques jours, des ateliers gratuits sont proposés.

Cette année, dès le lundi 28 mars 2022 et jusqu'au 1er avril, les « Délices de Lire » poseront leurs valises à Maintenon (Eure-et-Loir), au sein de l'accueil de loisirs.

De la lecture... et de la musique !

Cette semaine autour de la lecture sera l'occasion pour les écoles, accueils de loisirs, structures médico-sociales et petite enfance, de faire découvrir de nouveaux ateliers axés autour de la musique.

Les PEP 76

Les Informations

Edition du 22 mars 2022

Les
INFORMATIONS
DIEPPOISES

HANDICAP. Mieux accueillir les différences

Depuis mars 2021, une nouvelle plateforme de coordination pour l'inclusion des enfants en situation de handicap a été créée. Il s'agit du PRH 76, le pôle ressources handicap 76. Ce service vise à accompagner les familles et les professionnels pour l'accès des enfants de 0 à 20 ans souffrant de handicap ou ayant des besoins spécifiques dans différentes structures sociales, sportives, artistiques, etc.

Financé par la Caf, la Caisse d'allocations familiales, et avec le soutien de nombreux acteurs du territoire comme le Département, l'Agence régionale de santé, l'Assurance maladie entre autres, un appel à projet a été lancé et ce sont les PEP 76, places de l'emploi public 76, qui sont en charge du projet.

Aussi, les PEP 76 ont scindé le département en trois secteurs, chacun chapeauté par un acteur majeur du monde du handicap. Pour le secteur de Rouen, c'est Hovia ; pour le Havre, l'UFCV, l'Union française des centres de vacances, et pour le territoire dieppois : l'APEI, l'association de parents d'enfants inadaptés de la région dieppoise.



Céline Mulot est la coordinatrice et référente PRH, le pôle Ressources handicap 76, sur le secteur de Dieppe.

C'est donc Céline Mulot, une salariée de l'APEI, qui est coordinatrice et référente PRH pour le secteur nord du Département. Concrètement, sa tâche est de mettre en relation des parents d'enfant en situation de handicap avec des professionnels. Elle dispose de malles pédagogiques composées de petits matériels adaptés aux handicaps (casque de protection, jeu antistress, tests hypersensoriels, etc.) permettant aux professionnels

recevant l'enfant demandeur de s'adapter à la situation.

Grâce à Céline Mulot, les familles et les accueillants sont soutenus, orientés et informés de la situation de l'enfant. « Nous n'avons pas de notion de temps, nous accompagnons l'enfant le temps qu'il faut. Nous répondons aux demandes des professionnels que nous avons mis en relation avec les familles. Mais aussi dans l'autre sens, pour

rassurer les familles sur le développement de leur enfant dans la structure d'accueil », explique-t-elle. Dans le meilleur des cas, si tout se passe bien et qu'il n'y a pas de retour du professionnel ou de la famille, Céline Mulot gardera un œil bienveillant au minimum pendant six mois.

Avec ce nouveau service, l'accès à une crèche, à une Maison d'accueil maternelle, à la pratique d'un sport, d'une activité artistique ou culturelle par exemple, est désormais possible. Après un an de mise en route, le Département est couvert à 77 % et la Caf espère pouvoir être à 100 % d'ici la fin de l'année.

■ PRATIQUE

Si vous souhaitez contacter cet organisme pour votre enfant en situation de handicap ou si vous êtes un professionnel souhaitant accueillir, vous trouverez tous les renseignements utiles sur www.prh76.fr. Ou bien contactez Céline Mulot au 06 18 88 13 08, ou par courriel : nord@prh.76

Les PEP 76

Hospimedia

Edition du 22 mars 2022



La journée mondiale de la trisomie 21 en appelle à la société inclusive

La journée mondiale de la trisomie 21, une vidéo pour rassurer les familles sur l'adressage en CMPP et encore des oubliés du Ségur... La rédaction d'Hospimedia a sélectionné des événements marquants de la semaine écoulée.

[Agenda] Ce 21 mars la journée mondiale de la trisomie 21 a pour thème la société inclusive. *"Il est indispensable de permettre une accessibilité universelle pour toutes les personnes en situation de handicap. Dans le cadre de la déficience intellectuelle, cela nécessite une adaptation du milieu ordinaire [...] pour permettre aux personnes concernées de pouvoir y prendre part comme les autres"*, estime Nathanaël Raballand, président de Trisomie 21 France dans un communiqué. Pour illustrer cette problématique, la fédération organise avec le blog Hoptoy une rencontre le 25 mars avec Antoine Fontenit, autoreprésentant, administrateur de la fédération et acteur du projet "Ma parole doit compter" (lire notre article).

[Médiathèque] Dédramatiser pour agir tôt, c'est le but de la vidéo de présentation des

centres médico-psycho-pédagogiques (CMPP) réalisé par les Pep de Seine-Maritime. *"Nous nous rendons compte que les enfants nous sont adressés tardivement car les enseignants et les professionnels de santé ont beaucoup de mal à convaincre les parents"*, explique à Hospimedia Tonino Lacomble,

directeur de deux CMPP. Cette petite animation s'adresse prioritairement aux enfants mais a été conçue pour dédramatiser auprès des familles l'adressage vers les CMPP.



Watch Video At: <https://youtu.be/jEBLY6Hdkis>

Lien vers la vidéo [ICI](#)

Les PEP 12

Midi Libre

Edition du 21 mars 2022

Midi Libre

Désormais, une école millavoise accompagne les enfants autistes

ÉDUCATION

Financée par l'ARS, la classe spécialisée est gérée par l'ADPEP avec le concours de la Ville.

Corentin Mirallès
cmiralles@midilibre.com

C'est un progrès majeur pour le Sud-Aveyron et pour le Millavois. Depuis septembre dernier, l'école Jean-Macé accueille une classe dédiée aux enfants autistes, appelée UEMA, pour Unité d'enseignement maternelle autiste. Un progrès majeur car, jusqu'à maintenant, les familles concernées devaient se rendre à l'UEMA d'Onet-le-Château. Une distance importante quand on habite dans le Sud-Aveyron, « qui en avait obligé certaines à déménager », note Marie Lascoumes, directrice de l'Institut médico-éducatif de La Roquette, à Sévérac-d'Aveyron. Le projet est avant tout « collectif », souligne Corinne Compan, adjointe aux Solidarités et au Handicap à la mairie de Millau. On s'est aperçu qu'il y avait un manque d'UEMA sur le secteur, donc nous avons pris contact avec l'Agence régionale de santé », après que cette dernière a lancé un appel à projet pour l'ouverture d'une seconde unité dans le département. Financée totalement par l'ARS, à hauteur de 260 000 € par an, la classe spécialisée est gérée par l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public (ADPEP) de l'Aveyron qui administre une quinzaine d'établissements médico-éducatifs dans tout le département. La mairie de Millau a contribué à cette action en mettant à disposition un espace au sein de l'école Jean-



Les enfants utilisent notamment des petites cartes pour exprimer leurs besoins et envies.

Macé, repeint « dans des couleurs douces et neutres », précise Janine Creyssels, responsable des écoles de Millau, et en achetant du mobilier. L'ADPEP, elle, emploie le personnel de l'UEMA. À savoir : une enseignante, trois éducatrices spécialisées, une psychomotricienne, une orthophoniste et une psychologue en cours de recrutement. Marianne Fromond, l'enseignante, a été « séduite par le projet. Car il est

vraiment construit autour des enfants. On est au cœur de l'inclusion, c'est un vrai travail d'équipe et je tiens à remercier tout le personnel de l'école. »

Un accueil possible pour sept enfants

Pour le moment, la classe accueille quatre enfants. À terme, la jauge est fixée à sept. « On y va progressivement, avec des enfants d'âges différents, développe Marie Lascoumes. Parce

que si l'on en prend sept enfants de trois ans d'un coup, l'effectif de la classe est bloqué. Là, ça permet d'avoir un roulement chaque année, avec des enfants qui partent au primaire et d'autres qui arrivent en UEMA. »

L'avantage de cette unité, c'est aussi pour les petits d'être au sein d'une école classique tout en bénéficiant d'un accompagnement quotidien et personnalisé. Ainsi leur temps est partagé entre des activités avec les éducatrices, des temps d'enseignement avec Marianne Fromond, des séances avec les spécialistes et des moments avec les autres élèves dans les classes classiques. « On sent déjà qu'il y a des progrès, se réjouit l'enseignante. Notamment sur l'alimentation ou sur l'attention conjointe [l'attention portée à autrui, NDLR]. Par exemple, un enfant, qui habituellement restait seul dans la cour, va maintenant prendre la main d'un camarade pour s'amuser. »

Un futur référent handicap sur Millau

SERVICE Toujours dans l'optique de rendre la vie des personnes en situation de handicap plus agréable, la Ville souhaite recruter quelqu'un qui serait chargé de leur faciliter la vie : « Nous n'avons pas la compétence pour agir dans les collèges et les lycées, remarque Corinne Compan, adjointe aux Solidarités et au Handicap. Donc ce travailleur social serait chargé d'accompagner les personnes en situation de handicap, qu'elles soient jeunes, adultes ou âgées, dans des actes de la vie courante, dans ses démarches administratives ou encore dans sa vie associative ou sportive », donne-t-elle en exemple. Pour le moment, la mairie planche encore sur les détails et ne sait pas quand elle pourra mettre cette solution en place.

Les PEP 19

La Montagne

Edition du 20 mars 2022

LA MONTAGNE

USSEL ■ Cinq jeunes de l'IME Les Peyrottes des PEP 19 se préparent

Portés par les JO de Paris 2024

Dans le cadre d'un projet d'établissement porteur, des jeunes de l'Institut médico-éducatif de l'association des PEP 19 préparent leurs Jeux Olympiques de Paris 2024.

« Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 », c'est un projet à visée pédagogique, éducative, sportive et inclusive mené à l'IME des PEP 19 Les Peyrottes par Alain Abdesselam, éducateur spécialisé, et 5 jeunes de 12 et 13 ans en situation de handicap.

Flavien, Steve, Grégory, Amélie et Aline vont s'essayer à plusieurs disciplines olympiques. Un partenariat sur 3 ans a été signé avec le CDOS (Comité olympique et sportif) de la Corrèze. Les JO c'est du sport, mais tellement plus encore pour ces jeunes qui vont découvrir des univers nouveaux, des valeurs d'intégration et de partage et se retrouver à Paris pour les JO 2024.

Une large découverte

Chaque discipline sportive est prévue sur un cycle de cinq séances. Les jeunes ont déjà expérimenté le kayak avec la station sport nature Haute Corrèze et l'aviron au lac de Sé-



GOLF DE NEUVIC. Après le kayak et l'aviron, c'est séance entraînement sur le practice.

chemailles à Meymac. Les voilà sur le golf de Neuvic avec la station sport nature Haute Dordogne. « C'est super cool ! » disent en cœur Aline et Amélie en tirant leur caddie. Le 25 mai, après le cycle tennis, les jeunes se rendront à Roland Garros en partenariat avec le TC Ussel et l'AS Bort Tennis. Viendront ensuite la natation à la piscine d'Ussel, le VTT,

l'escrime, la boxe... Une expérience inédite pour ces jeunes qui s'ajoute aux autres projets d'envergure déjà réalisés dans l'établissement. « Les JO Paris 2024 ça se prépare même à l'IME les Peyrottes où l'on joue l'esprit d'équipe comme le font les athlètes. »

Grâce à ce beau projet, l'IME les Peyrottes des PEP 19 a obtenu 2 labels :

le label Génération 2024 pour les écoles et établissements visant à développer des passerelles entre le monde scolaire et le mouvement sportif, et le label IMPACT 2024, faisant appel à projets innovants utilisant le sport comme outil d'impact social.

Le projet JO de l'IME a aussi obtenu le 1^{er} prix du sport insertion qui lui sera remis à Limoges en partenariat avec le CDOS. ■

Les PEP CBFC

L'Est Républicain

Edition du 20 mars 2022

L'EST
RÉPUBLICAIN

Le centre d'accueil temporaire prêt à recevoir des Ukrainiens

Le premier centre d'accueil temporaire pour les « déplacés » ukrainiens s'est ouvert à Aisey-et-Richécourt. Là-bas, dans le centre de vacances de la PEP, les arrivants vont pouvoir trouver un lieu d'accueil durant quelques jours avant d'être orientés vers un hébergement plus durable.

Le calme et la sérénité règnent ici pour accueillir au mieux les « déplacés » en provenance d'Ukraine. Le premier centre d'accueil temporaire, mis en œuvre sous l'égide de la préfecture de Haute-Saône et de ses nombreux partenaires, est fin prêt. Il s'agit du centre de vacances et classes de découvertes, situé dans le village d'Aisey-et-Richécourt, détenu par les PEP (pupilles de l'enseignement public). Dans ce château, plusieurs dortoirs permettent d'accueillir 110 personnes. Un réfectoire, une cuisine, une infirmerie et des salles de jeux pour les enfants



Tout est en place afin d'accueillir les « déplacés » venus d'Ukraine. Les bénévoles ont fait preuve d'une belle réactivité. Photo ER/Bruno GRANDJEAN

“ Ils arrivent en train jusqu'à Berlin. Ensuite, ils terminent le voyage en bus jusqu'en France. ”

Michel Vilbois
Préfet de la Haute-Saône

se répartissent dans plusieurs bâtiments. Un parc arboré permet même de profiter des premiers rayons du soleil printanier.

Cet endroit, mis à disposition par les PEP, servira de lieu d'accueil temporaire pour les « déplacés » ukrainiens qui arriveront bientôt dans le département. Ils y séjourneront quelques jours seulement, le temps de bénéficier d'une visite médicale et/ou prise en charge psychologique puis de se rendre à la préfecture afin de régler les formalités administratives (demande de protection temporaire et allo-

cation aux demandeurs d'asile). Ensuite, suivant leur situation, ils seront répartis dans les différents hébergements recensés par l'association haut-saônoise pour la sauvegarde (AHSSEA). Plus d'un millier d'offres a été dénombré dont 70 % émanant de particuliers. Dans le département, une cinquantaine d'Ukrainiens sont déjà arrivés par leurs propres moyens et sont hébergés chez des particuliers ou par une collectivité.

Un premier bus
attendu avec impatience

Ce sont des bénévoles de la

Croix-Rouge à qui il incombe de gérer leur séjour. Ils ont tout préparé pour les accueillir au mieux. Des kits d'hygiène, des vêtements et du matériel de puériculture sont à disposition ainsi que des denrées alimentaires stockées dans la cuisine collective. L'entreprise « Estredia » fournira les repas chauds. Le maire de ce village de 110 âmes, Guy Mercier, est également sur le pont depuis plusieurs jours. « Pâturages Comtois fournira les fromages ! », glisse l'agriculteur qui porte aussi la casquette de président de la coopérative. Enfin, l'associa-

tion départementale des sapeurs-pompiers apportera son aide afin d'assurer une veille de nuit.

Un premier bus devait arriver ces derniers jours mais les informations fluctuent sans cesse. « Ils arrivent en train jusqu'à Berlin. Ensuite, ils terminent le voyage en bus jusqu'en France. Aujourd'hui, ils se sont arrêtés à Dijon qui avait la capacité de les accueillir », confie le préfet Michel Vilbois, venu visiter les lieux. Il a ainsi pu vérifier que tout était prêt et remercier tous les bénévoles.

Cécilia CHERRIER

Les PEP 06

Monaco Matin

Edition du 20 mars 2022

monaco-matin

nice-matin



Guerre en Ukraine

Solidarité : 148 réfugiés sauvés de l'enfer ukrainien

Une première nuit en France dans les centres d'accueil ou chez des particuliers

La première nuit en France a été longue. À 14 heures, quelques-uns n'avaient toujours pas ouvert l'œil. Après des semaines d'errance pour certains, de voiture, de bus, de marche, ils étaient épuisés. Pour ceux qui se sont réveillés relativement tôt, le réflexe a été de prendre des nouvelles des proches. Mais surtout d'en donner. Dire qu'ils sont en sécurité, rassurer. Falicon, Beuil, Isola, Valberg : les 148 réfugiés ukrainiens ont été répartis dans le département. Certains avaient trouvé un hébergement chez des proches ou chez l'habitant. Hier, 94 étaient placés par le conseil départemental, dont 37 à Beuil, 25 à Isola village et 32 à Falicon. Le président du Département, Charles Ange Ginesy, leur a rendu visite au Centre de montagne des



Charles Ange Ginesy a rendu visite aux réfugiés hier à Beuil. (Photos Département 06)

Pep 06, à Beuil, en présence du maire, Roland Giraud. L'après-midi, Éric Ciotti, président de la commission des finances, s'est rendu à Isola, accompagné de la maire, Mylène Agnelli, et du lieutenant Pierre Binaud, président de l'Union départementale des sapeurs-pompiers.



De jeunes Ukrainiens dans la salle informatique.

Les PEP 82 Solidaires

La Dépêche du Midi

Edition du 19 mars 2022

LA DÉPÊCHE
du midi

À La Poste, une médiatrice rend le service plus accessible

Fouzia Bahi accueille les clients au bureau de Poste de Montauban, allée de l'Empereur, et les aide dans leur démarche en libre-service. Une convention de partenariat renouvelée avec l'association des Pupilles de l'enseignement public du département.

Pour être plus proche des attentes de tous ses clients et notamment des plus vulnérables, le bureau de poste de Montauban Midi-Pyrénées, situé allée de l'Empereur en centre-ville, a renouvelé la convention de partenariat signée avec l'association des Pupilles de l'enseignement public de Tarn-et-Garonne (PEP Solidaires 82).

L'objectif est de rendre les ser-

**Aide plus
poussée trois
heures
par semaine
avec la prise
en charge d'une
aide numérique.**

vices de La Poste accessibles à tous grâce à la présence d'une médiation sociale et numérique accompagnant les clients dans leurs démarches. Au cœur de cette convention



Fouzia Bahi, la médiatrice. / DDM.

signée en 2020 et renouvelée en janvier dernier, la présence

dans l'espace d'accueil du public du bureau de poste de

Montauban Midi-Pyrénées d'une médiatrice proposée par les PEP Solidaires 82 : Fouzia Bahi. Neuf heures par semaine, sa mission consiste à accueillir les clients en leur fournissant un appui en matière de traduction et/ou d'orientation vers les automates en libre-service de façon à développer leur autonomie.

Lutter en faveur de l'inclusion sociale

Cet accompagnement prend un aspect plus poussé trois heures par semaine, avec la prise en charge d'une aide au numérique pour les clients qui le demandent. C'est ainsi que La Poste de Montauban a décidé, avec le soutien de la commission départementale de Présence Postale territoriale du Tarn-et-Garonne, via le fonds de péréquation, de mettre en place une convention permettant de lutter au quotidien en faveur de l'inclusion sociale, numérique et bancaire, ainsi qu'un flot nu-

Les PEP 12

La Dépêche du Midi

Edition du 19 mars 2022

LA DÉPÊCHE
du midi

ASPRIERES

La tombola de l'école : les gagnants



Sous l'œil vigilant de parents ce sont les plus petits qui ont fait le tirage des plus gros lots.

Comme annoncé, le tirage de la tombola organisée par les parents d'élèves (APE) a été effectué le 8 mars dans la cour de l'école. Pas moins de 27 lots étaient à gagner. Les trois plus gros lots étaient fournis par l'APE et tous les autres grâce aux dons des parents. L'association s'est chargée de contacter chacun des 27 heureux gagnants. Les bénéficiaires vont contribuer à ce que les 43 élèves concernés participent au voyage scolaire de quatre jours en classe à la mer. La prise en charge des frais est répartie entre l'APE (47,3 %), les parents des élèves (33,1 %), le Conseil Départemental (10,2 %) et la commune (9,4 %). Du 10 au

14 mai prochain, ils se rendront au village de Meschers Océan, à l'estuaire de la Gironde, et à deux pas de Royan. Enseignants, parents et élèves du CP au CM2 ont choisi le centre d'hébergement « Le Rouergue » géré par l'Association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public de l'Aveyron agréée par l'Education Nationale. Ils séjourneront dans un parc boisé à 10 minutes à pied de la Plage des Vernhes accessible par un chemin piétonnier. L'APE remercie toutes les personnes et les collectivités qui par leur contribution permettent aux écoliers du village d'accéder à ce temps de découvertes éducatives.

Les PEP 82 Solidaires

Le Petit Journal

Edition du 18 mars 2022



La Poste de Montauban

Une médiation sociale et numérique pour les clients

Pour être plus proche des attentes de tous ses clients et notamment des plus vulnérables, le bureau de poste de Montauban Midi-Pyrénées a renouvelé la convention de partenariat signée avec l'association des Pupilles de l'Enseignement Public de Tarn-et-Garonne (PEP Solidaires 82).

L'objectif est de rendre les services de La Poste accessibles à tous grâce à la présence d'une médiation sociale et numérique accompagnant les clients dans leurs démarches.

Au cœur de cette convention signée en 2020 et renouvelée en janvier dernier, la présence dans l'espace d'accueil du public du bureau de poste de Montauban Midi-Pyrénées d'une médiatrice proposée par les PEP Solidaires 82, Fouzia Bahi, 9 heures par semaine. Sa mission consiste à accueillir les clients en leur fournissant un appui en matière

de traduction et/ou d'orientation vers les automates en libre-service de façon à développer leur autonomie. Cet accompagnement prend un aspect plus poussé 3 heures par semaines, avec la prise en charge d'une aide au numérique pour les clients qui le demandent.

C'est ainsi que La Poste de Montauban a décidé, avec le soutien de la Commission Départementale de Présence Postale territoriale du Tarn-et-Garonne, via le fonds de péréquation, de mettre en place une convention permettant de lutter au quotidien en faveur de l'inclusion sociale, numérique et bancaire, ainsi qu'un îlot numérique pour appuyer la démarche de la médiatrice.

La médiatrice, Fouzia Bahi, sera présente 9 heures par semaine. - Crédits : OFI



Les PEP 01

Le Progrès

Edition du 18 mars 2022

LE PROGRES

Les salariés de l'institut Dinamo de nouveau en grève

Les salariés de L'institut médico-éducatif Dinamo réclament une revalorisation des salaires de l'ensemble des employés.

L'institut médico-éducatif Dinamo (IME), qui n'avait jamais connu le moindre débrayage en 50 ans d'existence est bouleversé par deux mouvements de grève cette année. Le 1^{er} février dernier, la moitié des 50 salariés manifestaient déjà pour une revalorisation salariale, celle accordée aux soignants par le Ségur de la santé, qui leur passait sous le nez.

Une hausse salariale accordée... mais pas pour tous

Des revendications qui semblent avoir été, en partie, prises en compte. « Depuis ce premier mouvement, nous avons été informés, même si tout n'est pas complètement formalisé, que les éducateurs et chefs de service pourraient prétendre à cette hausse salariale mensuelle d'environ 183 euros. Par contre, le reste des salariés, tous ceux des services techniques, généraux, administratif et veilleurs de nuit sont exclus de ce dispositif. Ce qui signifie qu'une moitié du personnel ne sera pas concernée par cette revalorisation. Alors que, dans les services hospitaliers, cette hausse salariale est bien plus largement accordée », fait savoir Didier Savey, un des membres du personnel de l'IME, devant la banderole déployée devant l'entrée de l'établissement.

Un mouvement compris par la direction, comme l'affirme Thomas Boban, le directeur, qui a pris quelques mesures pour assurer la bonne marche de l'établissement. « Nous avons dû suspendre, lors de cette journée, l'accueil des demi-pensionnaires, et tout se passe sans problème. D'autant que l'association des PEP de l'Ain, dont nous dépendons, soutient aussi les salariés dans cette revendication afin que tous, quelle que soit leur profession, soient éligibles à cette hausse salariale. »

« Nous avons, nous aussi, été en première ligne pendant le Covid »

Un mouvement de grève qui s'est déroulé dans un calme, qui n'exclue pas la détermination. « Le Ségur de la santé a permis de relever les salaires trop bas dans le secteur hospitalier. Dans le sociétal, nous avons parfois des salaires inférieurs au Smic et il faut faire des réajustements pour que la rémunération soit décente et légale. Cette revalorisation devient urgente pour tous les salariés tout comme les reclassifications dans notre branche. Nous avons, nous aussi, été en première ligne pendant le Covid et il a fallu assurer l'encadrement, la formation et l'ensemble des soins de nos pensionnaires. Nous avons eu toutes les contraintes et inconvénients, mais rien en retour », concluent les grévistes, qui espèrent que ce mouvement, comme ceux menés dans d'autres établissements médico-sociaux de l'Hexagone, fera bouger les lignes...

Les PEP Atlantique Anjou

Ouest France

Edition du 17 mars 2022



Nouvelle asso aux manettes du festival Open air

Guérande — Indépendante du Spot 15-25, la nouvelle association Open air organisera l'édition 2022 du festival, prévu le 27 août. Avec trois concerts et des animations à la Coulée Verte au programme.

Le festival Open air est mené depuis 2019 par l'un des groupes de projets du Spot 15-25 de Guérande, constitué d'Océane et Marine Alcon, ainsi que Swan Bonnaud. Tous les trois viennent de créer l'association Open air, Indépendante du Spot 15-25 et des PEP Atlantique Anjou (association qui agit pour une société inclusive auprès des enfants).

Ils gèreront donc en totale autonomie l'édition 2022 du festival en totale autonomie, qui sera au programme des festivités guérandaises, à la Coulée Verte, samedi 27 août.

Mardi, dans les locaux du Spot 15-25, a eu lieu le « passage symbolique du flambeau », a déclaré Maxime Chevasson, directeur du Spot 15-25. Désormais, c'est vous qui pilotez le navire Open air. Vous avez su engager une vraie dynamique autour du festival depuis 2019 et vous êtes un bel exemple pour les autres jeunes du Spot 15-25 ans. »



Maxime Chevasson ; Léon le lion, mascotte d'Open air ; Marine Alcon, Swan Bonnaud, Océane Alcon, Laurent Chassaing, adjoint à la jeunesse et aux sports ; Catherine Lacroix, adjointe à la culture et au patrimoine ; Camille Guiho, directrice du secteur enfance jeunesse PEP Anjou Atlantique, et Philippe Gourdon.

(PHOTO - OUEST FRANCE)

Un noyau d'une quarantaine de bénévoles

Ces propos venaient en écho à ceux de Philippe Gourdon, directeur général adjoint des PEP Atlantique Anjou : « Votre évolution au sein de la structure et votre envol actuel sont le symbole de l'action menée par les PEP, assistant les jeunes dans leurs projets et les guidant pour, à terme, les rendre autonomes. »

Swan Bonnaud, Océane et Marine Alcon ont réussi à « construire un noyau d'une quarantaine de bénévoles autour du festival, lequel est maintenant bien identifié dans le territoire de la presqu'île », poursuivait Maxime Chevasson. Cerise sur le gâteau, « la belle aventure, débutée avec nous en 2019, va se poursuivre avec la toute nouvelle association Open air ».

Les dossiers de demande de sub-

ventions et la recherche de partenaires et de sponsors sont en cours et la logistique se met en place sous la houlette des trois responsables de l'association.

Catherine Lacroix et Laurent Chassaing, adjoints au maire guérandais, se sont engagés à « soutenir avec attention le dossier d'Open air auprès des collègues ». Swan Bonnaud, Océane et Marine Alcon souhaitent, pour 2022, « repartir sur le format de la première édition, dans ce grand espace en centre-ville ».

Au programme, en après-midi des animations pour les plus jeunes avec drapé aérien, structures gonflables, jeux en bois, lectures avec Mille-Feuilles et Petit Lu, etc. En soirée, place à la musique avec trois concerts : Les Chicos de Lobelias, Les Nouveaux Dossiers et Phéroce seront sur scène pour faire vibrer le large public

attendu une nouvelle fois pour Open air.

Contact. Tél. 07 85 58 79 01 et festival.open-air@outlook.com.

Un budget conséquent qu'il faut équilibrer

Avec près de 9 000 € de budget, le festival Open air est une grosse machine à gérer pour la nouvelle association, qui sera soutenue dans son engagement par le Spot 15-25 pour « les stands sucrés ». Aventure Land, association de Saint-Molf, est en charge des buvettes, Open'air s'occupant de la restauration.

« Nous devrions avoir aussi le soutien des services techniques de la Ville qui font un travail exceptionnel, en particulier pour ce qui est des scènes à monter et démonter », dit Marine Alcon. Les PEP Anjou-Atlantique apportent dans le berceau de la nouvelle association les « 2 500 €

gagnés lors de la dernière édition du festival et qui leur revient pour les aider à l'organiser cette année », précise Philippe Gourdon. Les PEP ont pour vocation de valoriser de tels projets. »

Pour les organisateurs, la course aux aides financières est lancée : « Nous avons été formés à la gestion de projets par le Spot 15-25, poursuivons-ils. On a appris avec eux, on a grandi, c'est à nous de convaincre nos futurs partenaires. » Vue la qualité de l'organisation lors des précédentes éditions, sponsors, partenaires et collectivités sauront être à l'écoute.

Les PEP 86

Centre Presse

Edition du 17 mars 2022

CENTRE PRESSE
LE QUOTIDIEN DE LA VIEILLE

À Poitiers, l'éducation populaire c'est une longue histoire

À l'occasion des premières Rencontres nationales de l'éducation populaire, organisées cette semaine à Poitiers, on se replonge dans l'histoire locale de ce mouvement.

Pendant trois jours, Poitiers accueille les premières Rencontres nationales de l'éducation populaire (lire en encadré), un événement organisé par la Ville. En attendant les débats et les échanges des acteurs de l'éducation populaire d'aujourd'hui, on s'est plongé dans les souvenirs des pionniers de ce mouvement.

1948 : la Maison des jeunes

La première Maison des jeunes de Poitiers a été créée dans des baraquements en bois qui avaient accueilli les réfugiés de la Seconde Guerre mondiale. Promenade des Cours, la structure dirigée par un instituteur détaché par l'Éducation nationale, Guy Casteuble, engagé dans le scoutisme et la culture populaire, proposait aux jeunes Poitevins des activités de plein air, du modélisme, de la photographie, de la musique et de la danse. En 1966, la Maison des jeunes s'installera dans les locaux construits par la Ville de Poitiers, rue Saint-Pierre-le-Puellier. Elle a changé de nom (Le Local) mais elle y est tou-

jours. De l'après-guerre aux années soixante, des foyers d'éducation populaire se créent dans les nouveaux quartiers, à Belle-Jouanne (autour de l'auberge de jeunesse) aux Couronneries, à Bel-Air, aux Sables, mais aussi dans les communes rurales, « souvent à l'initiative de l'instituteur du coin », se souvient Gérard Barc. Né en 1947, l'actuel président départemental de la Ligue de l'enseignement, présidait déjà le club des jeunes de Croutelle, son village natal, il y a 60 ans : « L'instituteur voulait



Guy Casteuble, le pionnier de la Maison des jeunes.

qu'on se prenne en charge nous-mêmes pour organiser des activités culturelles, sportives. » L'élève suivra le maître et deviendra instituteur lui aussi quelques années plus tard, « je n'ai quasiment pas enseigné, j'ai vite été détaché pour travailler à la Fédération des œuvres laïques (Fol) ».

2.000 Poitevins à la « colo »

Francis Foucault, 87 ans aujourd'hui, était lui aussi instituteur, « à l'école Condorcet », quand il a été recruté en 1963 par l'association locale des Pupilles de l'école publique (Pep), pour moderniser la comptabilité. « Les Pep gèrent plusieurs

centres de vacances, en Vendée, en Corrèze, dans le Morbihan, explique-t-il. C'était devenu une grosse structure, avec près de 2.000 enfants accueillis chaque été. » L'instituteur encadrait déjà des colos chaque été, « on avait deux mois de vacances, ça nous paraissait naturel d'en consacrer un à l'encadrement, et puis on y avait été formé ». Quelques années plus tard, il sera détaché à l'association régionale des Céméa (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active), justement pour former les futurs animateurs des centres aérés. La « colo », c'était alors le creuset idéal, selon lui, « pour un réel brassage de population, un enrichissement mutuel pour les

jeunes, qui faisaient l'apprentissage de l'autonomie en dehors de l'école et de la famille ». Le désengagement de l'État et l'ouverture par les communes de centres de loisirs de proximité « ont cassé cette dynamique » : « Aujourd'hui, les gamins sont accueillis dans les locaux de leur école pendant les vacances, l'horizon n'est plus le même », regrette-t-il.

Dix maisons de quartier

À Poitiers, les associations d'éducation populaire seront progressivement transformées en maisons de quartier après l'élection du socialiste Jacques Santrot à la mairie en 1977. « On

avait milité pour lui, parce qu'on avait peur que la droite nous fasse disparaître », raconte Catherine Coutelle, qui présidait le foyer des Sables à l'époque. Aujourd'hui, la ville en compte dix. « Les structures se sont professionnalisées et sont devenues des opérateurs de la collectivité, note Gérard Barc. Ce n'est pas la même philosophie. C'est pour ça que je milite pour que les adhérents conservent leur capacité d'initiative et d'engagement, afin de rester dans la dynamique de l'éducation populaire. »

Haroun Tazieff et la Nasa

L'éducation populaire s'est finalement nichée un peu partout dans la ville. On la fréquente parfois sans le savoir : « En 1977, des enseignants de science de l'université de Poitiers avaient demandé à la Fol de les aider à créer un événement grand public, pour sortir de leur labo, raconte encore Gérard Barc. On avait appelé ça Pop/Physique, avec une trentaine de conférences. On avait fait venir Haroun Tazieff des ingénieurs de la Nasa. Les universitaires et les militants associatifs avaient ensuite monté leur propre structure, qui a débouché quelques années plus tard sur la naissance de l'Espace Mendès-France. »

Philippe Bonnet

repères

Au programme des Rencontres nationales

Jeudi 17 mars. Ouverture officielle à 19 h au Palais, suivie d'un concert. La soirée sera accessible au grand public depuis le Palais et également retransmise en vidéo aux Salons de Blossac et en ligne.

Vendredi 18 mars. Le matin (9 h à 12 h), les participants inscrits assisteront à des conférences afin de réaliser un état des lieux du secteur de l'éducation populaire. L'après-midi (14 h 30 à 18 h), près de trente ateliers thématiques contributifs seront

animés par de nombreux acteurs locaux et nationaux. À 20 h 30, le journal Libération mènera une table ronde sur la thématique « L'éducation populaire, une réponse politique, sociale et culturelle aux enjeux de demain ? Le pouvoir de (se) réaliser ! », avec six intervenants, dont le professeur Philippe Meirieu et l'acteur Robin Renucci. Événement ouvert au grand public et retransmis en ligne.

Samedi 19 mars. À 14 h, un

plaidoyer de l'éducation populaire sera présenté au grand public depuis le Palais, en présence de représentants des candidats à la Présidence. En parallèle, toute la journée, la place Alphonse-Lepetit accueillera un village de l'éducation populaire animé par des structures locales.

Programme complet : rencontres-education-populaire.fr. Les événements à destination du grand public sont gratuits.

Les PEP 09

La Dépêche

Edition du 16 mars 2022

LADEPECHE.fr

Verniolle. La poésie s'installe au Relais de poche



Dominique Mourlane, gérant du Relais de poche, et homme-orchestre de la manifestation

Cette année encore le Relais de Poche s'associe au Printemps des poètes. Le thème de l'année est "l'éphémère". Diverses manifestations auront lieu, d'aujourd'hui à samedi 19 mars.

L'inauguration du cabinet de poésie

Pour échanger sur le sujet, mercredi 16, l'OCCE (Office central de coopération à l'école) propose, à la salle Isabelle-Sandy à Foix, une rencontre entre les enseignants et les éditions de la Boucherie littéraire et le Port a jauni. Demain et vendredi 18, de 10 heures à 17 heures, les deux maisons d'édition seront présentes au Relais de poche. L'association la Boucherie littéraire, est une maison d'édition spécialisée dans la poésie, implantée dans le Luberon. Le Port a jauni est, elle, spécialisée dans les albums jeunesse bilingues et les ouvrages poétiques en français et en arabe.

Vendredi 18, à 18 h 30, le Tétr'éprouvette vient inaugurer le Relais de poche en tant que cabinet de poésie. À 19 heures, cette compagnie présentera un spectacle théâtral. Le Tétr'éprouvette continue l'inauguration officielle des cabinets de poésie générale dans toute la France, constatant qu'à une époque où l'on pointe du doigt les déserts médicaux apparaissent de toute évidence, et de manière aussi insidieuse, des déserts poétiques.

Samedi 19, le Tétr'éprouvette sera présent à Foix avec l'OCCE et les Pep09. À 20 h 30, À noter la continuité de la belle coopération entre le Relais de poche, l'OCCE et les Pep09.

Enfin Grimme proposera sa poésie samedi, à 20 h 30, au Relais de poche (lire ci-contre).

Il est temps de sonder à nouveau l'éphémère. De ne pas attendre à demain. De questionner ici et maintenant la part la plus fragile, la plus secrète, la plus inquiète de nos existences.

Les PEP 18

Le Berry Républicain

Edition du 16 mars 2022

Centre & France
LE BERRY
RÉPUBLICAIN

MENETOU-RÂTEL ■ Les adultes de l'Esat Entre Cher et Loire ont créé un spectacle chorégraphique

Face 7, la différence sous le prisme du miroir

La salle des fêtes de Menetou-Râtel a accueilli, *Face 7*, samedi, un spectacle interprété par les adultes de l'établissement et services d'aide par le travail (Esat) Entre Cher et Loire, basé à Veaugues et Vierzon.

Les comédiens amateurs ont travaillé dur pour remettre le spectacle en route, après deux années d'interruption à cause de la pandémie de Covid. Ils ont enchaîné les répétitions une fois par semaine et le fruit du travail est là. Environ cent trente personnes se sont déplacées pour



SCÈNE. Des comédiens bien dans leurs rôles, sans jeu excessif, qui ont emmené le public dans un monde onirique.

voir ce ballet chorégraphique mis en scène par Adeline Loosli, art-thérapeute. Avant de jouer en Sancerrois, le groupe a, également, joué au théâtre Mac-Nab, à Vierzon.

Reconnaissance de la différence

Les usagers de l'établissement des PEP 18 avaient choisi un thème, le miroir. Ils ont créé un spectacle curieux, prenant, qui a transporté le public dans un monde aux mille facettes, d'où le titre du spectacle, symbolique. Dans cette chorégraphie en sept

tableaux, le miroir sert de porte d'entrée vers d'autres mondes, dans une quête d'identité et de reconnaissance de la différence. Un monde onirique, à la recherche de soi, de l'autre pour se retrouver et se comprendre.

Le spectacle s'est terminé sous des applaudissements nourris et un salut des comédiens heureux. Sa réalisation a été possible grâce au soutien de l'association des Parents et amis des handicapés du Sancerrois, le Cabaret sancerrois et la commune de Menetou-Râtel. ■

Les PEP 10

L'Est Eclair

Edition du 16 mars 2022

L'Est éclair Abonnés

Secteurs du social et du médico-social associatif : «Ne pas perdre les acquis sociaux»

La CGT appelle les salariés du social et du médico-social associatif à se rassembler ce jeudi 17 février alors que s'ouvrent des négociations sur la fusion de leurs conventions collectives.



« Sur le principe d'unir des CCNT (convention collective nationale du travail), la CGT n'est pas contre, au contraire. On milite depuis des années pour une CCN unique sur le secteur du social et du médico-social associatif. Mais là, telles que les choses sont présentées, on ne part pas vraiment en confiance », expliquent Bruno Rossi et Marc Joudelat, représentants CGT des secteurs concernés.

Le sujet est technique et complexe, à première vue, mais il concerne directement ou indirectement de nombreuses personnes. Au niveau national, ce sont près de 800 000 salariés qui interviennent dans les domaines du social et le médico-social associatif auxquels se rattachent toutes les structures type IME, ESAT, Protection de l'enfance. Dans l'Aube, ce sont ainsi tous les établissements gérés par l'APEI, l'ASIMAT, l'APAJE 10, les PEP 10, la Sauvegarde, le Centre Pasteur 1 et 2... Leurs salariés sont régis par deux conventions collectives : la CCNT 66/79/CHRS et la CCNT 51. Unification « au rabais »

Or, deux grandes organisations rassemblant les employeurs de ces secteurs, Nexem et la Fehap (Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés solidaires), ont décidé de tenir une assemblée générale ce jeudi 17 février afin d'entériner la fusion des deux CCNT dans un seul et même texte, la CCUE (convention collective unique étendue). Un texte « low cost » selon la CGT qui aurait des effets dévastateurs pour les salariés. « Beaucoup d'indicateurs vont dans le sens de restrictions budgétaires. Cette diminution des moyens nous fait craindre une remise en cause des acquis sociaux. Or, il ne faut pas perdre ces acquis sociaux en tentant une unification au rabais. Tout ça va dans le sens des ordonnances Macron et de la loi El Khomri : une réduction des branches professionnelles. »

Le personnel de ces structures dispose notamment de jours de congé supplémentaires du fait de leurs conditions de travail. La CGT craint qu'en rognant sur ces acquis, on rende ces métiers encore moins attractifs alors qu'ils subissent déjà des salaires réduits et bloqués depuis des années. « Les personnes accueillies dans ces structures ont besoin de stabilité, voir

souvent les mêmes têtes. Mais on a de plus en plus de départs, d'arrêts maladie. Sans compter les bas salaires. On demande de plus en plus de choses à ces structures mais on refuse de mettre les moyens ! »

La CGT appelle les salariés de ces secteurs à se rassembler demain, jeudi, à 13h devant la préfecture et le conseil départemental.

Les PEP Alsace

DNA & L'Alsace

Edition du 16 mars 2022

DNA
DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE

ALSACE

SOLIDARITÉ UKRAINE

À Aubure, le village entier prépare l'accueil de réfugiés

Dans le plus haut village d'Alsace, la mobilisation est totale pour accueillir quelque 40 réfugiés, dont ceux arrivés la semaine dernière à Colmar. Neuf logements sont en cours d'aménagement. Transport, école, matériel, démarches administratives, tout est en préparatifs.

Dans un jour ? Deux ? Trois ? Ou plus, nul ne le sait tant tout se déroule au jour le jour, des réfugiés ukrainiens seront accueillis à Aubure, dans un bâtiment de neuf logements. C'est toute une chaîne de solidarité qui s'est montée la semaine dernière : municipalité, association Avenir du Muesberg, Ugecam, associations locales, école, particuliers...

Anciens logements du personnel du Muesberg

La mobilisation trouve son origine dans le convoi organisé par le voyageur sigolsheimois Thierry Speitel la semaine dernière, convoi qui a permis d'acheminer du matériel et de ramener 80 réfugiés, dont 25 à Colmar. « Aubure a des bâtiments disponibles, cela semblait une évidence de les proposer pour héberger des réfugiés », explique la

maire Marie-Paule Gay.

Avec Silvio Ciccotelli et Jean-Claude Fluhr, respectivement président et trésorier de l'association Avenir du Muesberg, ils ont demandé à l'Ugecam (union pour la gestion des établissements des caisses de l'Assurance Maladie), propriétaire de l'établissement, s'il était possible qu'elle mette à disposition des logements.

C'est un immeuble de logements du personnel qui a été choisi. Situé route de Fréland, il a vu son dernier résident partir en janvier dernier ; il permettra de mettre à disposition neuf logements, F3 et F4, pouvant accueillir quelque 40 personnes.

Aide de l'association colmarienne Flames

Un appel à la mobilisation a

été lancé aux habitants et les dons ont afflué. L'Ugecam a mis à disposition du mobilier du Muesberg - voire, si nécessaire, des lits médicalisés - et ce week-end, des bénévoles du village ont aménagé huit logements. Le neuvième l'a été par l'association colmarienne Flames.

Le chauffage a été remis en route ce mardi, il reste à brancher l'électricité. Et, très im-

portant pour les réfugiés, il faudra brancher l'internet, indispensable pour qu'ils puissent garder le contact avec les proches restés en Ukraine.

Entre vingt et trente bénévoles

« En tout ce sont bien vingt ou trente bénévoles qui se sont mobilisés », estime la conseillère municipale Sandrine Vogelbach, chargée de l'organisation. « Nous avons avisé la préfecture, mais nous avons choisi de ne pas attendre sa réponse pour organiser tous les autres aspects à prendre en compte », reprend Marie-Paule Gay.

Ainsi, la commune a contacté un CADA (centre d'accueil de demandeurs d'asile) de Strasbourg pour des informa-

tions sur les démarches administratives ; des Ukrainiens et des russophones ont proposé de servir d'interprètes ; deux psychologues se sont portés volontaires ; l'école d'Aubure est prête à accueillir les enfants et l'inspection académique a été avisée pour le secondaire ; le transporteur de la ligne de bus pourra véhiculer les personnes, tout comme le lieu de vie Arc-en-Ciel, qui par ailleurs réceptionne les dons ; le centre PEP de la Renardière peut faire de l'accueil provisoire ; les associations locales sont prêtes à proposer des activités ; des propositions de travail ont déjà été faites.

Pour Marie-Paule Gay, « il faut que le jour où ils arriveront, les réfugiés aient tout pour se ressourcer et se remettre sur pied. »

Françoise MARISSAL

Les PEP 18

Le Berry Républicain

Edition du 16 mars 2022

Centre & France
LE BERRY
RÉPUBLICAIN

■ **MASSAY**

45 écoliers en classe de mer à Quiberon

Quarante-cinq élèves du CE1 au CM2 de l'école de Massay ont eu la chance et la joie de participer, du lundi 7 au vendredi 11 mars, à une classe de mer à Quiberon (Morbihan). Ce séjour à l'initiative et encadré par Fabienne Cormier, directrice, et sa collègue Sophie Poitou, est venu en remplacement de la classe de neige, annulée depuis deux ans à cause du Covid.

Les enfants ont été hébergés dans un centre des **PEP** (Pupilles de l'enseignement public) qui leur a proposé un beau panel d'activités. Ils ont décou-



CLASSE DE MER. Les enfants s'initient à la pêche à pied.

vert l'isthme et le fort de Penthievre, la dune et la plage. Ils se sont initiés à

la course d'orientation, la pêche à pied et au char à voile, encadré par des intervenants qualifiés. Ce

programme avait été élaboré en amont avec eux et sera exploité dans diverses matières en classe. Trois soirées ont été organisées : contes, danses et jeux de société. Les enfants sont rentrés ravis de ce séjour.

316 euros par enfant

Ce séjour est revenu à 316 euros par enfant, financé à 135 euros par la famille, 100 euros par la commune, 55 euros par la coopérative scolaire et l'association de parents d'élèves les Petites canailles de Massay, et 26 euros par le conseil départemental du Cher. ■

Les PEP 63

La Montagne

Edition du 15 Mars 2022

LA MONTAGNE

SOCIAL ■ Le forum des droits de l'enfant tient sa 4^e édition du 15 au 17 mars

Les droits de l'enfant au cœur d'un forum

La 4^e édition du forum des droits de l'enfant, ouverte hier, se poursuit aujourd'hui et demain à la Maison des sports de Clermont-Ferrand.

« Il y a encore beaucoup à faire pour qu'ici et ailleurs, les enfants puissent exercer leurs droits fondamentaux », expose Roland Lebeau, président du collectif d'organisations pour les droits de l'enfant (Code63). Tous les deux ans depuis 2015, le Code63 organise le forum des droits de l'enfant à Clermont-Ferrand. L'occasion de réunir des groupes de scolaires pour apprendre et échanger autour des dix droits fondamentaux énoncés dans la convention internationale des droits de l'enfant, adoptée à l'ONU en 1989. « Au-delà du fait que cette convention soit respectée ou non, l'idée est avant tout qu'elle soit abordée et connue des enfants », appuie Chloé Vacquant, en service civique au Code63. Droit de s'alimenter et d'être à l'abri, droit à la santé, droit à l'expression, lutte contre la maltraitance... L'événement propose aux



DROITS. Après une première journée destinée aux 3-6 ans, le forum propose aujourd'hui et demain des ateliers ouverts aux 7-11 ans et aux 12-14 ans. PHOTO RICHARD BRUNEL

enfants de connaître leurs droits et de s'en emparer dès le plus jeune âge.

« Faire réfléchir et faire agir »

Dans cette optique, les 17 organisations membres du Code63 animent des ateliers autour de chacun des droits. Lectures, jeux de société, cours métrages, débats, médiation animale,

parcours de mobilité sur le thème du handicap... sont entre autres au programme. Pas moins de 745 élèves participent à ce forum pendant les trois jours. Ils viennent de 4 écoles maternelles, 5 écoles élémentaires, 4 collèges et 12 accueils de loisirs. « Le but est à la fois de faire réfléchir les enfants, mais aussi de les faire agir, en développant pourquoi

pas des projets de solidarité au sein de leurs groupes », indique Roland Lebeau. Chloé Vacquant a déjà remarqué l'engagement des enseignants, qui se disent souvent prêts à poursuivre la discussion avec leurs élèves. ■

Fiona Farrell
fiona.farrell@centrefrance.com

 **Code63.** <https://code63.asso-web.com/>

Les PEP Lor'Est

France Bleu

Edition du 15 Mars 2022



Résumé

Journal - L'histoire des Pep Lor'Est est retracée. Itw d'Hervé Pritsky, président des Pep Lor'Est. L'association des Pep a été fondée en 1915.

Lien pour écouter le sujet : [ICI](#)

Les PEP 09

La Dépêche du Midi

Edition du 15 mars 2022

LA DÉPÊCHE
du midi

Prescription de poésie sans posologie pour tous les Fuxéens

Rendez-vous est pris ce samedi 19 mars, de 10h30 à 12 heures, devant la pyramide des allées Villote. Un événement à l'initiative de l'OCCE et les PEP.

L'ouverture d'un cabinet de poésie est un événement en soi mais pour marquer le coup de la meilleure des manières, les associations PEP (Pupilles de l'enseignement public) et OCCE (association pour la coopération à l'école) ont décidé de mettre les petits plats dans les grands. Ce samedi 19 mars, la compagnie nivernaise TéATr'ÉPROUVêTe proposera ainsi un spectacle tout public mis en scène par Jean Bojko. Rendez-vous de 10h30 à 12 heures, devant la pyramide des allées Villote. En préambule à la manifestation, un petit cérémonial de quelques minutes le temps de dévoiler la nouvelle plaque officialisant la création d'un cabinet dédié à la poésie dans les locaux des PEP et OCCE. Place sera faite ensuite à plus de légèreté promet Jennifer Enoff de l'OCCE09 dans un large sourire. Une vingtaine de textes de différents poètes vont être mis en scène.

Un service de poèmes à la demande

Pour ceux qui voudront prolonger le plaisir ou faire plus ample connaissance avec la poésie, sachez qu'il existe un service de poèmes à la demande depuis déjà quelque temps ouvert à tous, rendu possible grâce à la collecte



Jennifer Enoff de l'association pour la coopération à l'école (OCCE). / DDM

qui a été lancée pendant la période covid. Celle-ci a été fructueuse puisqu'ils ont été nombreux à poser leurs voix sur bandes sonores. Jennifer Enoff a notamment en tête l'initiative d'une maman et de sa petite fille qui ont choisi d'œuvrer en duo : « Cette dernière lit un poème que sa mère traduit ensuite en arabe. » Il est possible de se rapprocher du service de poèmes à la demande pour soi, tout simplement, ou bien d'en faire un autre usage... Il arrive en effet que cer-

tains transmettent une autre adresse que la leur afin qu'un tiers en bénéficie. Une démarche qui a tendance à se démocratiser pour le plus grand plaisir de ceux qui n'oseraient pas pour moult raisons contacter ledit service. « La poésie s'adresse à tous et à tout âge » pourvu de s'autoriser à pénétrer une sphère plus accessible que ce qu'elle paraît être, martèle Jennifer Enoff. Dans la même veine, cette dernière rappelle que ce que l'on considère d'ordinaire comme les grands textes peuvent aussi être desti-

nés à un jeune public. À toutes fins utiles cette dernière glisse donc les coordonnées du cabinet de poésie générale, joignable au numéro suivant : 03 71 42 00 77. PEP et OCCE rédigeront en outre samedi 19 mars des ordonnances poétiques. Quésaco ? Des prescriptions couchées sur papier, à l'image de celles qui sont délivrées par un médecin, à la différence près qu'il est question ici « d'yeux féconds, de grands ciels lumineux, de voix chaudes... » et sans posologie !

Virginie Sanchez

Les PEP 76

Le Courrier Cauchois

Edition du 13 mars 2022



Yerville. Eveiller les cinq sens à travers un jardin

Dans le cadre de sa formation pour la reprise de l'entreprise familiale, Edouard Bénard participe à la création d'un jardin sensoriel.

Economie.

C'est un projet qui rentre dans les valeurs du Rotary club, confie Françoise Suitner, membre du club d'Yvetot. On est sensible à tout ce qui touche aux enfants et au handicap". Sollicité par Edouard Bénard en formation à l'Ecole supérieure des jeunes dirigeants du bâtiment (ESJDB) pour reprendre l'entreprise familiale Christophe Bénard, située à Yerville, le Rotary club a pris part au financement du projet de la création d'un jardin thérapeutique et sensoriel au sein de l'IEM (Institut d'éducation motrice) Colette Yver, situé à Rouen, qui accueille une cinquantaine d'enfants âgés entre 3 et 20 ans. " Dans le cadre de notre formation, tous les stagiaires doivent travailler ensemble sur un projet à vocation solidaire. Nous avons choisi à l'unanimité de soutenir celui de l'association PEP 76. Le but est de réaliser quelque chose que l'IEM ne peut pas faire par manque de moyens", indique Edouard Bénard.

Pour réaliser ce projet, les stagiaires ont rassemblé près de 25 000 euros. Le Rotary club a participé à hauteur de 6 500 euros, dont 1 000 euros ont été directement donnés par l'antenne yvetotaise. " Dès la première présentation du projet par Edouard Bénard, nous avons tout de suite accroché. Nous l'avons immédiatement validé", souligne Françoise Suitner. Le reste de la somme donnée par le Rotary club provient d'un don de François Dugats, rotarien et dirigeant d'une entreprise à Cany-Barville et de la fondation du Rotary international. " Nous sommes très contents de la somme qui a été récoltée, c'est un énorme coup de pouce", signale Edouard Bénard.

Quelques semaines de travaux

Les travaux pour créer le jardin débuteront en avril et dureront trois semaines. Deux Esat du département, ceux de Notre-Dame-de-Bondeville et de Bois-Himont, interviendront. " Nous avons essayé de trouver au maximum des postes qui puissent être tenus par des usagers d'Esat", révèle le futur chef d'entreprise. Ce jardin thérapeutique et sensoriel sera basé sur l'éveil des cinq sens. Pour la vue, des zones de couleurs vont être créées, pour l'odorat des jardinières surélevées vont être installées avec à l'intérieur des plantes aromatiques comme de la menthe, du basilic ou encore de la ciboulette. Pour l'ouïe, une fontaine va voir le jour à l'entrée du jardin, mais aussi des hôtels à insectes. Pour éveiller le toucher, un double chemin sensoriel va être créé, les différentes matières seront perceptibles à la fois à la main et pieds nus. Enfin, pour le goût, un carré potager sera installé.

C'est sur une portion du terrain peu exploitée que ce jardin va voir le jour. " Nous avons également décidé de réaliser une clôture afin de masquer le vis-à-vis et pour que les enfants puissent profiter pleinement du lieu", précise Edouard Bénard. C'est à partir du mois de mai que les enfants pourront ensuite en profiter.



Pour son projet, Edouard Bénard a fait appel à des acteurs locaux, comme le Rotary club d'Yvetot qui a participé au financement

Les PEP 66

Midi Libre & L'Indépendant

Edition du 11 mars 2022

Midi Libre

L'INDEPENDANT

Latour-Bas-Elne

Superbes vacances au centre de loisirs

Le centre de loisirs, géré par l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public, vient d'achever ses activités des vacances de février.

Sous la direction de Céline et encadrés par Nicolas, Karine, Calypso, Marine, Céline et Angélica, les enfants sont repartis satisfaits. Répartis en trois groupes d'âge (les Pitits de 3 à 5 ans, les Nins de 6 à 11 ans et les Joves de 12 à 14 ans), tous ont été très occupés.

Au programme : le « memory du raptor » des petits, la création du drapeau du centre de loisirs, le voyage en Train jaune afin de découvrir l'historique forteresse de Mont-Louis, des promenades à vélo aux alentours du village... Sans oublier les fous rires, les jeux de kermesse dans les structures gonflables, le bowling et les tournois de ping-pong, de baby-foot.



M. S. Journée vélo pour les jeunes du centre de loisirs.

Les PEP 31

La Montagne des Hautes-Pyrénées

Edition du 11 mars 2022

10 000 BAFA perdus en 10 ans, quelles conséquences pour nos vallées ?



Sarah El Haïry à la rencontre des professionnels de l'animation

Jeudi 3 mars, Sarah El Haïry, Secrétaire d'Etat en charge de la Jeunesse et de l'Engagement, a visité le centre PEP d'Artigues à Campan pour fêter les 50 ans du BAFA (Brevet d'aptitude à la fonction d'animateur) et annoncer le lancement d'un plan national à 62 millions d'euros en soutien aux métiers de l'animation. Les 25 mesures du plan seront-elles suffisantes ? Eric Tomsik, directeur du centre de vacances, nous répond.

Les Assises de l'animation ont été lancées par Sarah El Haïry le 24 novembre 2021 afin de répondre aux profondes difficultés rencontrées par le secteur périscolaire et extrascolaire. En effet, à la rentrée scolaire 2021, 80 % des opérateurs (collectivités territoriales et associations) ont connu des difficultés de recrutement (50 000 postes sont non-pourvus et à pourvoir sur l'année scolaire 2021-2022) : « Entre 2011 et 2019, le nombre de BAFA délivrés par an a été réduit de 20 % et, cet été, des séjours ont été annulés non pas par faute d'enfants inscrits mais faute d'encadrants », explique la Secrétaire d'Etat. La crise sanitaire a renforcé la pénurie, mais la perte d'attractivité a

des sources plus profondes : les jeunes se détournent de ces métiers qui leur semblent intéressants mais peu valorisés, peu rémunérés, avec des temps de travail morcelés et manquant de perspectives d'évolution. Peu visible, ce secteur est pourtant essentiel aux familles : accueil des enfants le matin, cantine le midi, étude le soir, centre de loisirs le week-end et colonies pendant les vacances, les personnels de l'animation sont en charge des enfants quotidiennement, dans de nombreux temps cruciaux. A l'issue de trois mois de travaux (de novembre 2021 à janvier 2022) avec les représentants des collectivités territoriales, des organisations professionnelles et des associa-

tions employeuses du secteur de l'animation socio-éducative (CNAF, associations d'élus, FONGEP, branche professionnelle, associations d'éducation populaire), Sarah El Haïry a donc présenté le 22 février le plan « Pour un renouveau de l'animation en accueils collectifs de mineurs » qui comprend 25 mesures pour un investissement total de 62 millions d'euros. Objectif, apporter des réponses rapides à mettre en œuvre de nature à dynamiser le secteur, et des réponses de plus long terme induisant des réformes en profondeur.

L'abaissement à 16 ans de la possibilité d'entrer en formation BAFA

Pour porter les mesures de moyen et long termes, le plan prévoit la création d'un Comité de filière Animation. Celui-ci aura la responsabilité de la « feuille de route » du plan et conduira, pour cela, les concertations entre les acteurs du secteur qui permettront de faire émerger des solutions de consensus dans la durée. Les travaux du Comité permettront d'inclure le plan dans un champ plus vaste car ils s'articuleront avec ceux du Comité de filière Petite enfance, ceux du Conseil économique, social et environna-

mental concernant les métiers dits « du lien social » et ceux du Conseil d'orientation des politiques jeunesse concernant l'éducation populaire. Concrètement, le plan d'actions s'organise autour de 3 axes : le renforcement de la complémentarité éducative dans les territoires, le renouveau de l'animation professionnelle et le renouveau de l'animation volontaire. On peut citer la mesure 6, qui prévoit une formation certifiante pour les 2500 animateurs non qualifiés en exercice, la mesure 9 pour un accès facilité des ATSEM (Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles) et AESH (Accompagnants des élèves en situation de handicap) aux métiers

la Ligue de l'Enseignement, classes découverte avec Les Pupilles de l'Enseignement Public, Service National Universel...), et est « pratiquement rempli pour 2023 » ; de la demande il y en a, confirme Eric Tomsik. Mais de 8 centres dans la vallée au début des années 2000, nous sommes passés à 3 centres aujourd'hui. Malheureusement nous n'avons pas beaucoup d'options. Si on veut que le centre reste en bon état, il faut investir... et augmenter le tarif, ce n'est pas notre truc. Pour rénover la cour, par exemple, c'est 35 000 euros... on n'a pas les moyens. Par manque d'aides sur l'immobilier, c'est très compliqué ». Arrivé en 2002, Eric Tomsik a son

analyse. Les centres de vacances ont fermé par baisse de la fréquentation, « beaucoup se sont également retirés de ces métiers, où les professionnels sont pris 24h/24 ». Enfin, les comités d'entreprise propriétaires et gestionnaires des bâtiments se sont dégaîs au regard des coûts de fonctionnement, préférant « aider financièrement leurs salariés à partir sans être obligés de gérer la structure ». Le directeur du centre d'Artigues ne croit pas en l'impact réel du plan annoncé par Sarah El Haïry : « C'est la troisième personnalité que je reçois après Martin Hirsch et Gabriel Attal, venu pour le lancement du SNU (Service National Universel). Par contre,

force est de reconnaître que l'Etat essaie de relancer les colonies de vacances. Le SNU, les colos apprenantes ont un vrai impact, c'est la première fois depuis 2019 ». Au-delà, se pose la question du lien entre la vitalité du secteur et l'économie locale. La réponse d'Eric Tomsik est claire : « Les centres de vacances soutiennent l'économie de la vallée, c'est indéniable. Ski, escalade, randonnée, les socio-professionnels me le disent tous : les faire travailler équivaut à payer leurs charges fixes. Le centre génère des fonds pour la vallée, y compris l'été ».

Florence VERGÉLY

de l'animation, la mesure 15 avec une aide de 100 euros pour aider les volontaires du service civique à se former au BAFA (et une aide de 200 euros pour aider 20 000 jeunes à finaliser leur formation BAFA), la mesure 20 pour le raccourcissement du délai d'obtention du BAFA.

Vallée du Haut-Adour : 8 centres de vacances dans les années 2000, à 3 aujourd'hui...

Ces mesures seront-elles suffisantes ? Nous avons posé la question à Eric Tomsik, directeur du centre de vacances PEP à Artigues. Le centre, qui fonctionne toute l'année, accueille environ 2000 jeunes par an (colonies de vacances avec

Sarah El Haïry : « Animateur, ce n'est pas un job d'été »

La Montagne : Le renouveau du tourisme social, mesure phare du Plan Montagne, paraît étroitement lié au plan que vous êtes venue présenter. C'est plutôt une bonne nouvelle pour nos vallées...

Sarah El Haïry : A travers ce plan et au-delà du Plan Montagne, je veux soutenir le renouveau des classes découverte, classe neige et nature, l'éducation populaire avec les colonies de vacances ou les vacances apprenantes... en ayant un regard très particulier, en effet, sur le littoral et la montagne. Nous allons centraliser, répertorier tous les lieux où l'on peut faire ces classes découverte, nous avons également négocié avec la Fédération des transporteurs un prix favorable et une charte de qualité. L'idée est de créer des packages « prêts à l'emploi » pour les enseignants, leur faciliter la vie en qualité et en organisation. Pour à nouveau, multiplier les départs dans le cadre scolaire, extrascolaire et périscolaire.

Les centres de vacances sont vieillissants. Qu'avez-vous prévu pour rénover le foncier ?

Nous avons abondé le FONGEP de 15 millions d'euros, investis pour accompagner les établissements proposant de l'accueil collectif. Il y a aussi le Plan de Relance, piloté par les préfetures pour répondre aux besoins des accueils collectifs de mineurs en rénovant thermiquement, en mettant aux normes. J'ajouterais que dans ce département en particulier, il y a la question de l'arrivée des jeunes en SNU (Service National Universel). Les Hautes-Pyrénées sont un département pilote avec deux centres (Artigues et Argelès-Gazost), son expertise est importante pour nous, avec un rôle important dans le déploiement du SNU, dès lors qu'il sera généralisé.

Quels sont les points forts du plan « Pour un renouveau de l'animation en accueils collectifs de mineurs » ?

La mère des batailles est l'installation d'un Comité de filière pour la première fois dans l'histoire de l'animation, qui aura vocation à « poser » les métiers de l'animation comme un parcours professionnel, et donc une revalorisation des salaires. En luttant par exemple contre le temps partiel, pour ne pas perdre l'attractivité des métiers. Nous levons également une interdiction ; désormais, une association pourra embaucher un animateur qui est à un autre moment ATSEM ou AESH. Quel que soit le financeur, c'est le temps de l'enfant. Pour cela, nous avons le soutien assez massif de l'association des maires ruraux de France et de l'association des maires de France, qui sont le deuxième plus gros employeur avec les associations d'éducation populaire. Les 62 millions d'euros sont une première étape dans un plan plus massif de formation, d'évolution professionnelle, demain de futurs diplômés.

Combien coûte la formation BAFA ?

De 600 à 800 euros, c'est très cher et c'est un frein. Bien sûr il y a des aides locales, mais aller les chercher tout seul est compliqué. Nous avons donc créé un outil, un simulateur permettant de répertorier ces aides dispersées. Il faut que ce soit plus lisible et que le reste à charge soit le plus bas possible. Nous avons également créé, et prendrons en charge une spécialité « SNU », avec 3600 encadrants pour le moment et plus à l'avenir. Il y a aussi, surtout, le retour au sens du BAFA en reconnaissant la complémentarité éducative des animations dans le cadre extrascolaire ou périscolaire. Ce n'est pas de la garderie, c'est un projet pédagogique avec un temps de préparation. Il faut aussi donner l'envie d'aller vers un BAFA, une spécialité handicap, développement durable, nature... pour faire vivre une passion, un engagement. Animateur, ce n'est pas un job d'été.

L'histoire du BAFA s'inscrit au début des années 1970

1970 : création des « accueils de loisirs »

1971 : création du « livret d'aptitude à la fonction de moniteur »

et du « livret d'aptitude à la fonction d'animateur »

1972 : organisation des premières formations s'appuyant sur les « livrets d'aptitude »

1973 : création du « Brevet d'aptitude à la fonction d'animateur » (BAFA)

et du « Brevet d'aptitude à la fonction de directeur » (BAFD)

Les PEP 28

Intensita

Edition du 11 mars 2022



EURE-ET-LOIR - Les PEP 28 se mobilisent pour l'Ukraine



Les équipes de l'Association PEP 28, gestionnaire de structures petite enfance, d'accueils de loisirs et d'établissements sociaux et médico-sociaux, organise une grande collecte au profit de l'Ukraine. L'association invite les usagers, les familles et le grand public à participer à cette initiative en déposant leurs dons au sein de la structure PEP de leur choix. Les dons recherchés sont destinés aux 0-12 ans. Produits d'hygiène, de premier secours ainsi que logistiques sont recherchés, en plus des jeux et vêtements.

Les produits collectés seront transmis à différentes associations aux rangs desquelles La Croix Rouge, L'Union des Ukrainiens de France ou encore la Protection Civile. Fin de l'opération le 25 mars 2022 !

Les PEP 34

L'Indépendant & Midi Libre

Edition du 9 mars 2022

L'INDEPENDANT

Midi Libre

CONFLENT - CERDAGNE - CAPCIR

Les soirées culturelles reviennent en Pyrénées-Cerdagne

Après une pause pour laisser passer l'hiver, la Saison cerdane, faite de soirées culturelles proposées par la communauté de communes Pyrénées-Cerdagne reprend les festivités ! Du mois de mars au mois de juin, différentes esthétiques sont proposées, danse, théâtre, marionnette, musique et cirque ! En plus des soirées, la Saison propose des rencontres, des ateliers ou des soirées ciné-échanges...

Pour commencer le mois de mars, les compagnies Interstices et la Bulle bleue seront présentes **ce vendredi** à 18 h dans la salle des fêtes d'Osséja pour jouer une création 2021, *Betty devenue Boop ou les Anordinaires*, mise en scène par Marie Lamachère directrice artistique de la compagnie Interstices pour la Bulle bleue. Cet établissement est un service d'aide par le travail géré par l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public de l'Hérault. C'est un lieu de fabrique artistique et culturel animé par des femmes et des hommes, en situation de handicap, accom-

pagnés par une équipe éducative et administrative. La Bulle bleue peut s'envisager comme une maison, un espace de création, qu'elle soit artistique, culinaire, paysagère...

Un conte animalier et un vrai chien !

Betty devenue Boop ou les Anordinaires, c'est l'histoire d'une chienne racontée depuis son point de vue. La vie d'un chien de sans-papiers, la vie d'un chien de sécurité qui vit la précarité de son maître, la difficulté des conditions de vie en situation irrégulière. Ce spectacle touchant donne une place



Le spectacle « Betty devenue Boop ou les Anordinaires » est à retrouver ce vendredi à Osséja.

importante au théâtre de marionnettes. Betty est un berger allemand de 7 ans qui vivait avec son maître, Adaba, jusqu'au jour où elle a été arrachée à lui... Elle va alors faire la connaissance de plusieurs personnages dont Émilie la petite fille et Éric le caillou. Ce

conte animalier racontant les rêves des personnages, est une ode à l'hospitalité. Un spectacle à voir seul, en famille ou entre amis.

Frédérique Berlic

> Entrée de 5 à 10 euros. Infos et réservations au 04 68 04 15 47.

Les PEP 37

La Nouvelle République

Edition du 9 mars 2022

la Nouvelle
République.fr

Une matinée ludique pour les enfants



Mercredi 9 mars, la matinée ludique organisée par le service petite enfance a fait venir de nombreux bambins à la salle Rabelais. La ludothèque itinérante des Pupilles de l'enseignement public d'Indre-et-Loire y a installé des jeux de toutes sortes. « *Des modules de constructions, des espaces de motricité, une belle voiture, et le tout nouveau pont à singe* », précise Michèle Grondin, responsable du ludobus. « *Un moment toujours très attendu par les assistants maternels, le personnel des crèches et les parents* », remarque Élodie Fontaine, la nouvelle responsable de l'ensemble des structures dédiées à la petite enfance.

Les PEP 09

La Dépêche

Edition du 9 mars 2022

LADEPECHE.fr

À Pamiers, elles « osent » être elles-mêmes en pleine rue



Depuis lundi, des messages « Non au patriarcat » ou « Touche pas à mon IVG » ont fleuri sur les murs de la ville. Mais qui a pu coller tous ces messages « sauvages » ? Des sourires malicieux assurent n'en avoir aucune idée. Ce mardi, à l'occasion de la journée internationale des droits de la femme, plusieurs actions ont été organisées à l'initiative de Regards de femmes, Volontés de femmes en Ariège, les PEP 09, du point accueil écoute jeunesse (PAEJ) et d'Addiction France. La mobilisation des Ariégeoises a d'abord débuté par une chorégraphie et un chant intitulé « Je suis fille de ». Berbère, Sénégalaise, d'un « homme qui a tué ma mère » ou des mers. « C'était sujet de honte, j'en ferai ma fierté », chantent les manifestantes avant de commencer leur marche dans les rues de la ville.

Aux premières loges, Amparo solidement arrimée à la bannière « Droits des migrantes », une thématique qui tient particulièrement à cœur aux associations organisatrices. Tout à coup, Jean-Paul, l'un des rares hommes présents lui propose de l'aide pour porter la banderole. Amparo décline poliment. « Je ne le prends ni mal, ni bien : c'est gentil. Mais je peux le porter toute seule ! », sourit cette Espagnole. « C'est très important d'être là ! La femme tient une grande place dans la société, dans le monde et elle est tout aussi compétente. Il n'y a qu'à voir en politique », glisse Jean-Paul. Et ce n'est pas Frédérique Thiennot, maire, qui dira le contraire.

Lire la suite [ICI](#)

Les PEP Atlantique Anjou
Les Infos du Pays Gallo
Edition du 9 mars 2022

**LES INFOS DU
PAYS GALLO**
L'actualité de Ploërmel à Questembert

Limerzel. La sortie à la mer de l'école publique

Les élèves de l'école publique Angélique Mounier de Limerzel ont passé trois jours au centre PEP La Marjolaine à La Turballe, du mercredi 2 mars au vendredi 4 mars. « Au programme des ateliers théâtre mais aussi la visite du port ou de l'ornithologie. Les élèves du CP au CM2 sont revenus ravis de leur séjour. Les activités mais aussi le centre étaient vraiment de qualité », nous indique la directrice.



Lire la suite [ICI](#)

Les PEP 50

Ouest France & Ma Ville

Edition du 7 mars 2022

ouest
france

maville

Coudeville-sur-Mer

Le club nature mobilise les enfants à la biodiversité



Les enfants ont été initiés aux techniques de production potagère en mode bio.

PHOTO : OUEST-FRANCE

Morgane Simon, animatrice du club nature du Centre PEP (Pupilles de l'enseignement public) Les Oyats, à Saint-Martin-de-Bréhal, intervient à l'école. « L'objectif est de donner l'envie aux élèves de s'investir dans un projet durable en cultivant son propre potager, en favorisant le contact avec la nature et en agissant pour la biodiversité », indique-t-elle.

Huit séquences sont prévues : « En partenariat avec la municipalité et l'Association des parents d'élèves, les élèves ont réalisé des planta-

tions et aménagé leur espace de vie scolaire. » L'animation se fait aussi dans le cadre d'un projet de classe Planète Manche, en liaison avec le conseil départemental : « Au cours de l'année, les élèves découvriront, à travers ateliers et jeux, la diversité du monde vivant et végétal, souligne Elsa Gourreau, directrice. Ils iront également à la rencontre d'un maraîcher, mettront en place une aire de compost et cuisineront avec les récoltes du potager. »

Les PEP 40

Sud Ouest

Edition du 5 mars 2022



Guerre en Ukraine : une aide de 50 000 euros votée

Les conseillers départementaux ont validé à l'unanimité une enveloppe de secours d'urgence vendredi 4 mars

Le Conseil départemental des Landes a apporté son soutien à l'Ukraine (1), à l'occasion de la séance dominée en grande partie par le débat d'orientations budgétaires. Ce vendredi 4 mars, les élus, à l'unanimité, ont voté en faveur d'un fonds de secours d'urgence dont le montant atteint, dans un premier temps, la somme de 50 000 euros. Cet argent sera versé au Fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (Faceco) activé par le

ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

« C'est une crise d'une extrême gravité qui s'est transformée en acte de guerre. Vladimir Poutine a plongé le monde dans un présent tragique », a d'abord noté le président du Département, Xavier Fortinon. Ce dernier a également rappelé la tradition d'accueil qui a guidé les Landes selon les différentes périodes historiques et sur laquelle il compte, à l'aune de cette tra-

gédie. « Le nombre de réfugiés ukrainiens bondit jour après jour. Ils sont déjà plus d'un million à avoir quitté leur pays pour échapper à la guerre. Nous discutons avec l'État, les collectivités territoriales, les structures et les associations pour construire un dispositif d'accueil d'urgence. Les Landes seront une terre d'accueil. »

Dispositif d'accueil

Le Département va ainsi parti-

ciper à la construction d'un dispositif d'accueil et d'accompagnement des réfugiés en concertation avec l'État, les communes, XL Habitat et les associations. De potentielles structures d'accueil d'urgence ont également été identifiées avec les PEP 40 et la Ligue de l'enseignement. Le centre nautique Jean-Udaquiela, à Biscarrosse, qui avait déjà accueilli des migrants au plus fort de la crise en 2015, sera notamment sollicité. En conclusion, le pré-

sident Xavier Fortinon a précisé que l'assemblée se mobilisera autant que de nécessaire pour la mise en œuvre de nouvelles actions si elles se révèlent nécessaires.

R. B.

(1) Dans un communiqué, la mairie de Dax a annoncé que le prochain Conseil municipal, mercredi 23 mars, votera l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 5 000 euros au profit de l'Ukraine. Une somme de 10 000 euros sera également soumise au vote de l'Agglomération.

ARPEP Pays De La Loire

La Nouvelle République

Edition du 5 mars 2022

la Nouvelle
République

justice

Affaire Münsch-Masset : jeu d'influences à la tête de l'Apajh 37

Alors que le délibéré de l'affaire est attendu mardi, la NR s'est entretenue avec l'ex-directeur de l'Apajh 37, Christian Guillaume, écarté de ses fonctions en 2014. Cathy Münsch lui avait succédé.

À l'époque, il était parti par la petite porte, après quatre ans passés à la tête de l'Association pour adultes et jeunes handicapés d'Indre-et-Loire (Apajh 37). Huit ans plus tard, le sentiment d'injustice de Christian Guillaume s'est atténué, l'incompréhension aussi. « J'avais alors essayé en vain de comprendre les raisons de mon éviction, mais aucune explication ne m'avait été donnée. Des choses ont pris sens depuis, évidemment », explique l'ancien directeur général, licencié au début de l'année 2014.

Une allusion à peine voilée à la nomination de Cathy Münsch, quelques mois plus tard, à sa place.

« Aucun signe avant-coureur »

Aujourd'hui, l'ex-première adjointe socialiste de la Ville de Tours est poursuivie pour « recel d'abus de confiance aggravé », et son mari Guillaume Masset, ancien directeur de l'Apajh 37, pour « faux, usage de faux et abus de confiance au préjudice d'une association faisant appel aux dons » (1). Des faits qui jettent désormais une



Christian Guillaume dirige désormais l'Arpep Pays de la Loire.
(Photo archives NR)

lumière bien différente sur le départ précipité de Christian Guillaume et la désignation de Cathy Münsch-Masset à la tête de l'Apajh 37 à sa place. « J'avais entendu parler d'elle, je la connaissais seulement de ré-

putation. Je n'ai découvert qu'après qu'elle avait des liens avec Jacques Biringer », explique Christian Guillaume. Le président de l'Apajh 37 aurait été un très bon ami des parents de la jeune femme.

C'est à la fin de l'année 2013 que Jacques Biringer (2) annonce brutalement à Christian Guillaume son licenciement. « Ça a été une véritable surprise car il n'y a eu aucun signe avant-coureur, se rappelle-t-il. Il y avait une bonne atmosphère, aucune difficulté majeure ni relations conflictuelles. » D'anciens salariés se rappellent également le « départ imprévu et surprenant » de cet homme « très apprécié », congédié sans avoir réellement eu le temps de saluer ses salariés. À l'échelle nationale, il se murmure dans les couloirs de la Fédération Apajh qu'il aurait été « viré du jour au lendemain sur un coup de colère du président tourangeau ».

Christian Guillaume assure avoir saisi le conseil de prud'hommes pour licenciement abusif. Le litige se serait soldé par une transaction financière qui aurait coûté « très cher » à l'Apajh 37, mais lui aurait ainsi évité de s'expliquer devant le tribunal.

Huit mois de chômage

L'ancien cadre reconnaît avoir eu besoin « d'un peu de temps » pour « digérer » cette trahison. Fin 2014, après huit mois de chômage, il retrouve finalement une situation profession-

nelle à l'Arpep Pays de la Loire (Association régionale des pupilles de l'enseignement public), dont il est désormais directeur général. « Je suis passé à autre chose, aujourd'hui, affirme-t-il. J'ai été seulement averti du procès par d'anciennes connaissances. »

L'affaire ne le surprend qu'en partie, déjà informé du passage de témoin de Cathy Münsch-Masset à son époux en 2017. « C'est toujours dangereux de nommer quelqu'un par relations », estime-t-il.

Dans les faits, la coïncidence interpelle. L'Apajh, elle, assure que Guillaume Masset « sortait du lot » parmi les candidats.

Bien que principal financeur de l'association - 5,78 millions d'euros en 2021 -, l'Agence régionale de santé n'aurait « jamais eu son mot à dire pour le recrutement », et aurait été informée « après coup » de l'embauche de l'ex-inspecteur des finances.

Phœbé Humbertjean

(1) Guillaume Masset a reconnu avoir détourné 350.600 € de fonds publics entre mai 2018 et novembre 2020, au préjudice de l'Apajh 37.

(2) Depuis la médiatisation de l'affaire, le président de l'Apajh 37 reste cloîtré dans le silence, alors que la question de sa responsabilité se pose.

Les PEP Grand Oise
Le Courrier Picard
Edition du 5 mars 2022

Courrier
picard

Six ans d'attente pour une place en IME

BEAUVAIS Illustration d'une problématique particulièrement aiguë au sortir de la crise sanitaire, Élodie Robin-Roy devra attendre au moins 2024 pour obtenir une place pour son fils en Institut médico-éducatif.

MATTHIEU HERAULT

Dorian trouvera-t-il une place en institut médico-éducatif (IME) avant d'avoir l'âge... d'en sortir ? L'enfant, atteint du syndrome de Klinefelter (lire ci-contre) a aujourd'hui 12 ans. Voilà quatre ans que ses parents attendent désespérément une place dans un IME de l'Oise. Et il y a quelques jours, « on m'a annoncé qu'il n'y aurait pas de place pour lui avant deux ans, au moins », lâche sa maman en pleurs, Élodie Robin-Roy, dans sa maison de Fleury (Oise). Dans le meilleur des cas, Dorian intégrera donc son premier IME six ans après en avoir fait la demande !

« On m'a annoncé qu'il n'y aurait pas de place pour lui avant deux ans, au moins »
Élodie Robin-Roy, la mère de Dorian

Le manque de places en IME : la situation ne date pas d'hier. « C'est un problème qui n'est pas propre à l'Oise », glisse-t-on par ailleurs à l'IME des Papillons blancs de Beauvais, où la direction n'a pas répondu à nos sollicitations.

« Mais je suis persuadée que la crise du Covid-19 a gelé les situations et allongé les délais pour intégrer des IME », croit savoir Emmanuelle Lefebvre, maman d'un petit Quentin, 8 ans, à Blicourt, qui lui ne devrait pas entrer en IME avant... « septembre 2023. Il est 33^e sur la liste d'attente ».

Dès mars 2020, « les entrées et sorties ont été gelées », confirme Serge Lachaise, président de l'association Pep, qui gère l'externat médico-pédagogique de Voisinlieu à Beau-



Dans le meilleur des cas, Dorian intégrera donc son premier IME six ans après en avoir fait la demande.

vais, « Et depuis très très longtemps, le nombre de demandes est bien supérieur à l'offre. Aujourd'hui, il faut qu'un jeune de 20 ans sorte pour pouvoir y faire entrer un plus jeune ». Avec la crise sanitaire, beaucoup de sortants n'ont pas pu sortir. Et la situation « a généré un goulet d'étranglement », poursuit-il. Avec pour conséquence un allongement des délais moyens d'en-

trée, « qui sont aujourd'hui de six, sept ans » dans l'établissement de Voisinlieu confirme Serge Lachaise.

LA QUESTION DE L'AMENDEMENT CRETON
L'association Valentin Apac, basée dans le Val-d'Oise, accompagne les parents dont les enfants présentent des troubles autistiques et des anomalies chromosomiques. « Le problème des délais d'attente,

c'est aussi la conséquence de l'amendement Creton qui permet aux IME de conserver des jeunes adultes, pendant deux ans supplémentaires, passés l'âge de 20 ans, âge à partir duquel ils doivent sortir de la structure. C'est un amendement utile. Mais ça bouchonne et les plus jeunes ont de plus en plus de mal à intégrer les structures », détaille Isabelle Marchetti, prési-

LE SYNDROME XXY, C'EST QUOI ?

Dorian est donc atteint du syndrome XXY, déclinaison du symptôme de Klinefelter, doublé de troubles autistiques. Il s'agit d'une anomalie chromosomique sexuelle. Outre des signes hermaprodites, l'enfant présente des troubles du langage ; des retards d'apprentissages et des troubles du comportement. En conséquence, actuellement scolarisé en Uelis, en CM2, son niveau scolaire est celui d'un élève de CP. Orienté vers un IME par la MDPH (Maison départementale des personnes handicapées) il ne peut pas intégrer une classe Uelis à la rentrée et n'aura d'autre choix que d'entrer en IME ou dans un collège ordinaire en attendant son affectation dans un IME.

dente de l'association Valentin Apac.

Un argument que tempère l'Agence régionale de santé. L'Oise compte actuellement 962 places en IME. « 55 personnes étaient maintenues au titre de l'amendement Creton en IME au 1^{er} septembre 2020, dont 80 % de moins de 22 ans, soit environ 5 % », fait savoir l'ARS. Qui n'était pas en mesure, toutefois, d'indiquer combien de jeunes étaient maintenus à ce titre en 2022, au sortir de la crise sanitaire. En attendant son entrée en IME, Dorian devra donc entrer en 6^e ordinaire au collège de Chaumont-en-Vexin. Il y suivra un programme allégé avec l'aide d'une auxiliaire de vie scolaire. L'enfant sait à peine lire et ne comprend pas encore ce qu'il déchiffre. Le collège ordinaire, « c'est une absurdité », s'étrangle la mère qui aimerait voir le sujet surgir au cœur de la campagne pour la présidentielle 2022. ■

Les PEP 92

Le Parisien

Edition du 4 mars 2022

Le Parisien

VAUCRESSON | Déjà confrontés à un manque chronique d'effectifs, le personnel et les élèves de l'Erea (établissement régional d'enseignement adapté) devront se passer d'une soignante à partir de septembre.

Encore un poste d'infirmière supprimé au lycée pour handicapés

MARJORIE LENHARDT

QUATRE INFIRMIÈRES scolaires pour se charger des soins quotidiens de 250 élèves en situation de handicap moteur. Pour le rectorat de Versailles, le ratio était trop élevé. Ainsi, à la rentrée prochaine, la plus ancienne des quatre soignantes de l'Erea de Vaucresson (établissement régional d'enseignement adapté), qui y a fait toute sa carrière, sera mutée dans un autre établissement dit « ordinaire ».

À partir de septembre 2022, les trois infirmières restantes se partageront donc cent vingt heures de présence hebdomadaire au sein de l'internat dédié aux élèves handicapés et aux non-handicapés scolarisés, ainsi que les astreintes de nuit. Ceci en complément des personnels médicaux, des infir-

miers et aides-soignants du centre de soins et de rééducation, géré, lui, par l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public des Hauts-de-Seine (Adpep 92), et rémunérés pour leur part par l'agence régionale de santé.

Faute de personnel, l'internat a dû fermer à plusieurs reprises

« C'est ce centre qui met en œuvre les soins et besoins médicaux des élèves en situation de handicap de l'Erea, y compris dans les espaces d'enseignement si besoin. Il participe à l'encadrement des jeunes pendant et hors temps scolaire, et à l'organisation d'activités sportives et culturelles pour ces élèves. L'Erea de Vaucresson est le seul des huit de l'académie à bénéficier de trois personnels infirmiers (rémunérés par l'Éducation nationale) affectés à l'internat », justifie-t-on au rectorat de Versailles.



Vaucresson, mai 2020. L'Erea compte 380 élèves, dont 250 handicapés moteur. La réorganisation qui se profile est « incompréhensible », selon les professeurs, les soignants, les lycéens et leurs familles.

miques et spécialisés : aspirer des élèves qui ont subi une trachéotomie, sonder les moins autonomes, perfuser, changer les poches de stomie, distribuer les médicaments.

« Mes amis qui ont besoin de soins quotidiens craignent la robotisation du soin avec une perte du côté humain s'il y a moins d'infirmières pour le même nombre d'élèves », rapporte Eymenick Truffert, lycéen de terminale et représentant au conseil d'administration et au conseil de vie scolaire. « Avec le manque chronique de soignants, déjà maintenant, il est fréquent que des élèves arrivent en retard en cours car ils n'ont pas pu faire leurs soins dans les temps. Comment ça va être, l'année prochaine, avec une infirmière en moins ? Franchement, je suis inquiet », ajoute Jacques Maurat, autre élève de terminale.

« Quand on voit la manière dont le pouvoir considère l'Erea, on peut considérer que son objectif est de le fermer, d'autant que la loi sur l'école de la confiance considère ce type d'établissement comme des ghettos et entend favoriser la scolarisation en milieu ordinaire des élèves handicapés », s'inquiète Anne Massoni.

La grogne est telle qu'une action spectaculaire, menée par des personnels, des parents et des élèves, est prévue dans les jours qui suivront la rentrée de ces vacances d'hiver. ■

“
Quand on voit la manière dont le pouvoir considère l'Erea, on peut considérer que son objectif est de le fermer

ANNE MASSONI, PROFESSEUR DE FRANÇAIS

Une réorganisation jugée totalement « incompréhensible » par les représentants du personnel soignant et enseignant, ainsi que par les élèves et leurs parents. Ils ont adressé un courrier commun au ministre de l'Éducation nationale ainsi qu'à la rectrice le 4 février. « Notre établissement fonctionne déjà avec des effectifs réduits, puisqu'il a déjà déploré la suppression d'un poste d'infirmière en 2016 et qu'il manque de façon chronique quatre postes d'aides-soignants pour fonctionner correctement, écrivent-ils dans la missive.

Sans compter le non-remplacement de notre médecin scolaire qui participait au côté des familles à l'évaluation des besoins de compensation des handicaps par les aménagements et adaptations consentis aux élèves. » Ainsi, faute de soignants, l'internat a fermé à trois reprises depuis le mois de janvier alors qu'il avait déjà fermé pendant une semaine en septembre dernier. « L'infirmière conseillère technique de la rectrice affirme que l'on peut fonctionner avec trois infirmières mais quand on est sur le terrain, c'est

difficile à entendre car c'est absolument faux. Pour couvrir le besoin de surveillance et de soins, 24 heures sur 24 et cinq jours par semaine, le centre de soins et l'internat se complètent, voilà la réalité du terrain », réagit Anne Massoni, professeure de français et représentante au conseil d'administration de l'établissement.

Une action spectaculaire en prévision

Selon elle, l'infirmière qui doit être mutée assure au quotidien une mission « très utile » à travers des soins infirmiers tech-

Les PEP 65

La Dépêche du Midi & La Nouvelle

République des Pyrénées

Edition du 4 mars 2022

LA DÉPÊCHE
du midi

La Nouvelle
RÉPUBLIQUE
des Pyrénées

Sarah El Haïry à Artigues pour les 50 ans du BAFA

Site pilote du SNU, le centre de vacances d'Artigues a été, une nouvelle fois, à l'honneur, hier, avec la visite de Sarah El Haïry à l'occasion des 50 ans du BAFA.

Sarah El Haïry, secrétaire d'État en charge de la Jeunesse et de l'Engagement, s'est rendue, hier, au centre de vacances d'Artigues, en vallée de Campan. Une visite organisée dans le cadre du 50^e anniversaire du BAFA-BAFD (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur) et des vacances scolaires. Outre le plaisir, évident, d'échanger avec les enfants et les encadrants, la ministre a souhaité, une semaine après avoir annoncé son plan pour le « renouveau de l'animation en accueils collectif de mineurs » et ses 25 mesures, mettre en lumière les métiers de l'animation. « On n'a pas beaucoup parlé d'eux pendant la crise, leur rôle est pourtant essentiel pour no-



Accompagnée du préfet, Rodrigue Furcy, du maire de Campan et de la conseillère départementale, Nicole Darrieutort, Sarah El Haïry, a rencontré les jeunes en séjour au centre de vacances de la PEP65 à Artigues. /photo V.T

tre pays et pour nos enfants », a-t-elle déclaré.

Et si elle a choisi ce lieu, c'est (aussi) que celui-ci était site pilote du service national universel (SNU) lors de son expérimentation en 2018. Depuis, il a déjà accueilli deux autres promotions et son équipe prépare d'ores et déjà l'arrivée de la quatrième, attendue en juin 2022. « Les inscriptions pour le SNU sont ouvertes jusqu'au 30 mars », a

d'ailleurs rappelé Sarah El Haïry.

Du SNU au BAFA

Pour encadrer les jeunes engagés, un fort contingent d'animateurs sera mobilisé. Comme ils le sont déjà tout au long de l'année dans ce centre de vacances qui ne ferme que quelques semaines par an. « Les séjours sont gérés pendant les vacances par la PEP (Pupilles de l'enseignement public), propriété du cen-

tre, et par la Ligue de l'Enseignement sur la période scolaire. Nous accueillons 2 000 enfants par an, encadrés par une trentaine d'animateurs », a expliqué son directeur, Eric Tomsik. Parmi eux, Emma et Yohan, en mission d'intérêt général dans le cadre de leur SNU. Un exemple parfait que le SNU peut aussi susciter des vocations. Lors de ce déplacement officiel, une « participation à l'activité du

matin » était également au programme de Sarah El Haïry. Une participation que la secrétaire d'État était ravie de mettre en pratique sous la forme d'une partie de badminton avec un groupe d'ados. « Ça met un peu la pression de jouer avec une ministre, surtout qu'elle joue bien », ont confié les jeunes. Quelque peu intimidés au départ, ils ont relevé le défi avec brio face à une adversaire tout aussi à l'aise avec la raquette de badminton qu'enthousiaste de partager ce moment convivial. Puis, accompagné d'Alexandre Pujo-Menjouet, maire de Campan, Sarah El Haïry, a rejoint La Mongie, faisant un écart à son agenda. Si elle s'est dite séduite par la station, la ministre a surtout insisté sur l'intérêt des classes de neige. « Ce sont les clients de demain des stations de ski. C'est souvent dans les stations qu'on a découvertes jeunes qu'on revient une fois adultes », a-t-elle souligné. La secrétaire d'État a d'ores et déjà prévu de revenir du côté de La Mongie. « Malheureusement, on n'a pas eu le temps ce matin mais j'aimerais bien aller au pic du Midi aussi », a-t-elle confié. Hier, son séjour en Bigorre s'est poursuivi en plaine, d'abord à Tarbes, puis à Maubourguet. **Viktoria Telek**

Les PEP 09

La Gazette Ariègeoise

Edition du 4 mars 2022

La Gazette ARIÉGEOISE

Journée internationale des droits des femmes 8 mars : l'Ariège mobilisée

Comme chaque année, le département fourmille d'initiatives faisant écho à la journée internationale des droits des femmes, fixée au 8 mars. Economie, culture, social... le champ des expressions et des revendications est vaste. Tour d'horizon non exhaustif des rendez-vous proposés autour de cette date.

Au centre culturel de Saverdun, du 4 au 8 mars, **les Soroptimist de Foix** proposent une expo «Portraits de femmes», avec des œuvres de Laurie Clauzade, Berta Ibanez, Nicole Pierrotti et Aurore Puifferrat. A noter aussi, samedi 5 mars, un "café entre soeurs" à la galerie de l'Hôtel des arts saverduinois.

Dans le Volvestre ariégeois, du 8 au 13 mars, l'association **Les Gon-**

zesses et le bistro Le Poulpe du Lac proposent une semaine dédiée «à la lutte contre le patriarcat, au combat contre les injustices faites aux femmes et aux minorités de genre, à l'obtention de l'égalité des droits pour toutes, au travers un riche programme festif, participatif et déjanté !» Conférences, ateliers, spectacle de cirque et de théâtre, exposition, projections, marché, concerts, sont au programme.

Notamment une conférence «La créativité érotique après mee-too» à Montardit le 8 mars, puis un festival au Poulpe du Lac (5^{te}-Croix Volvestre) du 9 au 12 mars (Cirque, concerts, ateliers, projections de documentaires...). Et à Lasserre, le rendez-vous «Les Gonzesses font le marché» dimanche 13 mars. Plus d'une trentaine de créatrices, paysannes, pâtisseries, artistes... dans le cadre champêtre de la Guinguette au cœur du village. Programme complet sur la page Facebook Ariègeagainstthetmachism09.

Organisée par CMA France, en partenariat avec AXA, le concours

national «Madame Artisanat» a pour objectif de valoriser la place des femmes cheffes d'entreprise artisanale, les collaboratrices et les apprenties pour leur contribution à l'économie de proximité, promouvoir l'entrepreneuriat et susciter des vocations ! En Ariège, 14 artisanes et 2 apprenties du centre de formation de Foix ont participé à ce concours. **La Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Ariège** les convie, ainsi que les apprenties et professeurs ayant tourné dans le film réalisé sur les femmes dans des métiers «dits d'hommes», et les élues femmes de la Chambre de métiers, pour un temps d'échanges le 8 mars à 18h, au sein de la chambre consulaire.

A La Bastide de Sérou, le 8 mars à 20h30, projection du film «Debout les femmes» de François Ruffin - ou comment le premier «road-movie parlementaire» donne à voir les femmes qui s'occupent des enfants, des malades, des personnes âgées. Ensemble, avec ces invisibles du soin et du lien, le député Insoumis et son collègue Bruno Bonnel (En Marche) vont traverser confinement et couvre-feu, partager rires et larmes, colère et espoir. Cette projection sera suivie d'un **échange avec des travailleuses du soin et du lien** (agentes d'entretien, auxiliaires de vie sociale, accompagnantes d'enfants en situation de handicap, animatrices périscolaires).

A Foix, la halle aux grains sera très sollicitée le 8 mars. D'abord par **les syndicats CGT, FSU et UNSA** qui, ensemble, revendiqueront «Une augmentation générale des salaires et des pensions, des mesures ambitieuses pour mettre fin aux inégalités de déroulements de carrière, et de véritables négociations sur la revalorisation des métiers à prédominance féminine». Un rendez-vous fixé à 15h40, pour rappeler que «chaque jour à partir de cette heure, les femmes travaillent gratuitement. Cette heure symbolise le quart en moins de salaire». A 18h30, au même endroit, et cette fois à l'initiative de **plusieurs chorales d'Ariège**, une manifestation est en préparation avec cortèges et rassemblement de chorales.

l'association **Regards de Femmes** qui se mobilise. En choisissant d'orienter la sensibilisation, pour l'édition 2022, autour du travail invisible des femmes. Celui qui se veut bénévole à la maison, ou celui sous payé dans le milieu professionnel : des activités non reconnues à leur juste valeur et sans lesquelles pourtant, nos sociétés ne fonctionneraient pas.

Les thématiques de la place des femmes dans l'espace public, et du droit des femmes dans le monde, seront également abordées. Mardi 8 mars Regards de Femmes sera dès 11h30, au lycée Pyrène avec des chants et des saynètes ; puis de 13h à 14h sur la place de la République, présence suivie d'une marche avec les **PEP** et Volonté de Femmes en Ariège. La journée se clôturera salle Espalioux, à partir de 19h30, avec projection du film de François Ruffin et Gilles Perret «Debout les femmes». L'association sera par ailleurs présente toute la semaine sur les marchés d'Ariège. Enfin, samedi 12 mars, le spectacle «L'Audace du papillon» par la conteuse Sabrina Chézeau sera présenté à la salle du Jeu du Mail, en partenariat avec l'Alfha.

A **Lavelanet**, le service culturel propose du théâtre par la Cie du Crépuscule : «Miss Nina Simone», ou le destin incroyable d'une femme engagée, génie de la musique empêchée de par sa couleur de devenir une pianiste classique, un personnage hors du commun dont on découvre ici une face cachée et plus intime. Rendez-vous à la salle Barrault le 8 mars (20h45).

Par ailleurs, la ville met à l'honneur Berta Ibanez, artiste colombienne, dont les œuvres sont exposées du 4 au 31 mars au cinéma et à la médiathèque municipale. «Herbes folles» - une série photographique consacrée au monde végétal par le biais du procédé photographique du cyanotype.

A **Verniolle**, le Relais de Poche propose le 8 mars deux spectacles de théâtre : «Na'Ni et puis un jour tu vis» à 17h et «Quatre siècles d'irrégulières de la littérature francophone» à 19h.

Les PEP 40

Sud Ouest

Edition du 4 mars 2022



Guerre en Ukraine : le Département des Landes vote une aide de 50 000 euros



Le drapeau ukrainien flotte sur la façade de l'Hôtel du département. © Crédit photo : Philippe Salvat

Les conseillers départementaux ont validé à l'unanimité une enveloppe de secours d'urgence ce vendredi 4 mars lors de la session dédiée au débat d'orientations budgétaires

À son tour, le Conseil départemental des Landes a apporté son soutien à l'Ukraine. Ce vendredi 4 mars, les élus, à l'unanimité, ont voté en faveur d'un fonds de secours d'urgence dont le montant atteint, dans un premier temps, la somme de 50 000 euros. Cet argent sera versé au fonds d'action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) activé par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.

« C'est une crise d'une extrême gravité qui s'est transformé en acte de guerre. Vladimir Poutine a plongé le monde dans un présent tragique », a d'abord noté le président du Département, Xavier Fortinon.

Ce dernier a également rappelé la tradition d'accueil qui a guidé les Landes selon les différentes périodes historiques. « Nous discutons avec l'État, les collectivités territoriales, les structures et les associations pour construire un dispositif d'accueil d'urgence. Les Landes seront une terre d'accueil. »

Le Département va également participer à la construction d'un dispositif d'accueil et d'accompagnement des réfugiés en concertation avec l'État, les communes, XL Habitat et les associations. De potentielles structures d'accueil d'urgence ont également été identifiées avec les PEP 40 et la Ligue de l'enseignement

Les PEP 31

Tarbes-Info

Edition du 4 mars 2022

Tarbes-Infos.com

Sarah El Hairy, secrétaire d'État chargée de la jeunesse et de l'engagement, était dans les Hautes-Pyrénées ce jeudi.

Dans le cadre des 50 ans du BAFA et colonies de vacances, la secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, chargée de la Jeunesse et de l'Engagement Sarah El Hairy était d'abord ce jeudi dans les Hautes-Pyrénées.

Une semaine après l'annonce par la secrétaire d'État du plan pour le « renouveau de l'animation en accueils collectifs de mineurs » et de ses 25 mesures, ce déplacement avait pour but de rappeler combien les animateurs BAFA et BAFD sont essentiels à notre pays et pour nos enfants.

Sarah EL Hairy a débuté son déplacement par la visite du centre de vacances PEP d'Artigues où trois séjours de vacances se déroulent actuellement. Elle a rencontré les enfants et les encadrants puis participé à l'activité du matin.

La secrétaire d'État s'est ensuite rendue à l'ATRIUM FJT à Tarbes où une session de formation était organisée par l'IFAC pour l'obtention du BAFA (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur). Elle s'est entretenue avec la quinzaine de jeunes en formation.

Elle a terminé son déplacement à Maubourguet où elle a échangé avec les acteurs locaux qui œuvrent en faveur de la jeunesse du territoire, l'association « Rivages » qui anime des ateliers de réflexion sur les besoins des jeunes du territoire et des jeunes en mission de Service Civique auprès de WIMOOV, association spécialisée dans l'accompagnement à la mobilité.

Nicole Lafourcade

Lire la suite [ici](#)

Les PEP 64

Mediabask

Edition du 3 mars 2022

mediabask.
L'HEBDO

Jeunesse et logements sociaux en exergue dans la vallée des Aldudes

Banca / Banka • La rénovation de l'auberge de jeunesse Erreka Gorri aux Aldudes et les projets de logements sociaux à Banca étaient au programme d'une visite du préfet des Pyrénées-Atlantiques Éric Spitz, le 22 février. L'occasion de faire un point sur des projets ancrés dans la dynamique de la vallée.

Depuis quelques années, les villages de Banca, Les Aldudes et Urepel s'attellent à prendre leur destin en main et faire vivre leur vallée. Le 22 février le préfet des Pyrénées-Atlantiques, Éric Spitz, a effectué la visite de différents chantiers qui s'inscrivent dans cette dynamique : logements sociaux et tiers lieu à Banca et auberge de jeunesse aux Aldudes. C'est là, à Erreka Gorri, que la visite a d'ailleurs commencé en présence notamment Jean-René Etchegaray, président de la Communauté d'agglomération Pays Basque.

Fermé depuis quelques années, Erreka Gorri était traditionnellement un lieu de colonies de vacances ou d'accueil

de groupes, qui a marqué l'histoire de la vallée. Le maire des Aldudes, Martin Suquibide, s'est chargé de présenter ce qui est encore un gros chantier. Optimiste, il table sur une réouverture pour l'été d'une auberge de jeunesse de 75 lits.

Erreka Gorri et le programme Kintoan Barna
La démarche s'inscrit dans Kintoan Barna, programme européen de coopération transfrontalière. "D'un montant global d'environ 1134 000 euros, il est financé par le Poctefa (39 %), l'État (15%), la Région et le Département à égalité (13 %) et la commune (20 %)", détaille la conseillère départementale Annick Trounday, également présente sur place. C'est le Pep 64 (Pupilles de l'enseigne-

ment public), qui a obtenu la gestion du centre pendant trois ans. L'association intervient dans les domaines de la petite enfance, de l'éducation, des loisirs, du social et du sanitaire, en promouvant l'inclusion sociale. "La réflexion sur ce dossier date de la municipalité précédente et nous avons poursuivi. C'est un projet important pour la vallée, qui va drainer beaucoup de jeunes et leurs familles", ajoute le maire des Aldudes.

Direction Banca ensuite, où Michel Oçafraïn, le maire, prend le relais. Un détour sur le bord de Nive tout d'abord, pour voir le lieu baptisé Olha. Il accueillera un espace de co-working, une pépinière d'entreprises, du commerce de proximité et la Maison de l'AOP Kintoa avec son centre d'interprétation.

À Banca, les anciens au cœur même du village

Quelques centaines de mètres plus haut, près du fronton, c'est l'ancienne auberge Tunio et son annexe qui vont être réhabilités pour un projet particulièrement innovant dans la vallée. "Six logements sociaux destinés à accueillir des personnes âgées encore autonome mais qui ne veulent plus vivre isolées, géographiquement ou socialement, pour être en centralité, avec des services à proximité", explique Thierry Montet, le directeur général de l'Office 64 de l'habitat. Un septième logement sera réservé à une personne "sentinelle", pour reprendre les mots de Michel Oçafraïn, qui veillera au



Le préfet Eric Spitz et le président de l'Agglo Jean-René Etchegaray ont visité les chantiers en cours dans la vallée. © Guillaume PAUVEAU

bien-être des autres locataires. Le projet, d'un coût total d'environ 1,3 million d'euros est financé à 20 % par l'Office 64 de l'habitat lui-même et bénéficie de 40 % de subventions (État, Agglo, Département, Fondation Abbé Pierre).

L'idée semble avoir séduit immédiatement à Banca. D'abord, les loyers seront attractifs. "Nous travaillons sur le montage pour les accompagner, mais cela ira de 220 euros pour un T2 à 320 euros pour un T3", précise le directeur général de l'Office. Et ce, même si sociologiquement le pari n'était peut-être pas gagné d'avance, comme l'explique Michel Oçafraïn. "Nous avons fait une enquête de population dans la commune en présentant cette idée intermédiaire, entre le domicile et la maison de retraite,

avec l'idée d'être au cœur du village. Nous avons eu six ou sept personnes prêtes à venir tout de suite, ce qui nous a surpris. Ce n'est pas forcément dans notre culture de quitter la maison familiale si facilement, mais le côté rassurant du projet a joué. Ce genre d'initiatives va de toute façon dans le sens d'une préservation et d'un développement de l'autonomie des personnes âgées". Les travaux doivent démarrer dans un mois, pour une durée d'un an.

Emplois à pourvoir et logement

En contrebas, c'est une autre auberge, plus récente celle-là, qui va changer de peau. "Battitaenea" a tiré le rideau il y a quelques années, mais l'endroit connaîtra bientôt une nouvelle vie, avec trois loge-

ments sociaux prévus dans ses murs (deux T2 et un T3). Cette fois c'est Habitat Sud Atlantique (HSA) qui est à la baguette. L'organisme finance en fonds propres à hauteur de 24 % ce projet de 745 000 euros (subventionné par ailleurs à 50 %). Alors que la problématique du logement est un enjeu crucial, Michel Oçafraïn insiste sur un point. "Notre vallée est sur une bonne dynamique, avec des emplois à pourvoir, mais il faut absolument proposer des logements de ce type sur place. Sinon, avec le coût du transport, les gens iront voir ailleurs". Et à l'heure où la spéculation est pointée du doigt, le maire de Banca conclut par ces mots : "Je tire mon chapeau aux deux familles du village qui ont vendu ces deux biens à des prix très raisonnables".

Les PEP 45

La République du Centre

Edition du 03 mars 2022

LA RÉPUBLIQUE
DU CENTRE

Une coloc pour traumatisés crâniens

INCLUSION



HABITAT DOUBLEMENT INCLUSIF. Cette colocation fait cohabiter des personnes en situation de handicap mais elle s'inscrit aussi, tout naturellement, dans ce hameau partagé, situé tout près du terminus du tram B. PHOTO MARIE GUILBAULT

Marie Guilbault
marie.guilbault@centrefrance.com

Handicap

Visite de la Maison des cinq, à Saint-Jean-de-Braye, où deux chambres sont encore disponibles. Un dispositif unique dans le Loiret, qui permet à ces accidentés de la vie de retrouver de l'autonomie. Accompagnés et dans un cadre bienveillant.

Il est 10 h 30 en ce beau jeudi de février. Les trois locataires de la « Maison des cinq » sont dans la vaste et lumineuse pièce de vie commune. Lysiane se fait maquiller par Marie, l'auxiliaire de vie sociale. Xavier épluche, avec minutie, de belles carottes bisconnues du jardin. Fabrice, assis en face, prend le relais pour les râper. Le déjeuner se prépare tôt, ici. Et en commun.

C'est tout le principe de cette colocation dédiée aux victimes d'une lésion cérébrale, à la suite d'un accident avec traumatisme crânien ou d'un accident vasculaire cérébral. Cet habitat inclusif de 163 mètres carrés, unique dans le Loiret, est porté par l'association France Traumatisme Crânien Centre (AFTC). Ce logement social est situé au cœur du Hameau partagé de Saint-Jean-de-Braye, avec vue sur un jardin commun et à 200 mètres du tram.

Les trois locataires du moment (on ne parle pas de résidents) ont entre 49 et 61 ans. Et chacun un parcours de vie douloureux, marqué par de

graves accidents de la route ou cardiaque, qui ont provoqué des lésions cérébrales.

Chacun dispose de sa chambre, d'environ 15 mètres carrés. Ils partagent la cuisine, le salon, la terrasse et les trois salles de bain. « Ils sont seuls mais accompagnés », insiste Claude Landré, le responsable de cette structure, inspirée de maisons déjà existantes, notamment en Corrèze.

Un planning pour se repérer dans la semaine

Ils ont plus d'autonomie qu'en foyer. Les occupants font les courses, la cuisine, le ménage (à tour de rôle) mais toujours en présence d'une auxiliaire de vie sociale ou de la coordinatrice, Sabrina Martin, qui se relaient tout au long de la journée. À 20 heures, après le dîner, les locataires restent entre eux. Un système de télé-surveillance est alors activé. En journée, les temps collectifs al-

ternent avec les activités individuelles (piscine, loisirs créatifs, ludothèque) ou les nombreux rendez-vous médicaux. « Un planning est affiché pour qu'ils se repèrent », explique la coordinatrice, chargée aussi de gérer les éventuels conflits, créer du lien... Idem pour les menus de la semaine, aimantés sur le frigo, qu'ils ont déterminés ensemble, en fonction des goûts de chacun.

Le soir, chacun se replie généralement dans sa chambre : Fabrice pour écouter Elvis Presley, son idole, dont les portraits ornent les murs, ou répondre à son frère qui l'appelle tous les jours ; Lysiane regarde la télé dans son cocon coloré et Xavier reste dans le salon devant Arte quand il ne lit pas la presse nationale, dont il découpe et collecte soigneusement les articles qui l'intéressent le plus.

Autonomes, donc, mais bénéficiant d'un accompagnement bienveillant, presque familial. Qui veut les rejoindre ? ■

Contacts et candidatures. AFTC Centre : 02.38.63.23.93 ou 06.06.66.79.30 ou louisvillefond@aol.com.

EN CHIFFRES

740

euros par mois : c'est le prix qu'il faudra déboursier pour intégrer ce logement. Il comprend le loyer (350 euros) + le coût de la nourriture, le renouvellement du matériel... Ils ont tous environ 1.250 euros d'aides mensuelles, ce qui leur laisse 500 euros par mois pour les loisirs, vêtements, coiffeur, vacances...

EN BREF

MARS BLEU

Le mois de mars est dédié au dépistage du cancer colorectal. Avec 17.000 décès par an, ce type de cancer est le deuxième plus meurtrier en France. Or, un dépistage réalisé à temps peut vous sauver la vie ! Il est simple, rapide, indolore, facile à faire chez soi et pris en charge à 100 % par l'assurance maladie. En cas de sang dans les selles, de perte de poids inexpliquée ou de troubles du transit, une consultation chez un spécialiste s'impose. Infos : www.ligue-cancer.net.

MALADIE RÉNALE

La semaine du 5 au 12 mars est dédiée à la prévention de la maladie rénale. Les laboratoires d'analyses Biogroup proposent, vendredi 11 mars, des tests gratuits, sans ordonnance, ni rendez-vous (dosage de créatinine dans le sang). Il est nécessaire d'être à jeun pour la prise de sang.

NOTEZ-LE

Contacts. Posez-nous vos questions par mail à larepsante@centrefrance.com.

Newsletter. Tous les jeudis, recevez votre concentré d'actu santé. Elle est gratuite. Inscrivez-vous sur la-rep.fr/newsletters.

Les PEP 45

Le Journal de Gien

Edition du 03 mars 2022

Le Journal
de Gien

UNE VOITURETTE FINANCÉE POUR UN JEUNE HANDICAPÉ En route vers l'autonomie



Grâce à l'IME et au Rotary, Enzo bénéficie de cette voiturette.

■ L'IME Chantemerle des PEP 45 et le Rotary Club de Gien/Sully ont décidé de faire cause commune pour aider des jeunes en situation de handicap à se rendre sur leurs lieux de stages de manière plus facile.

Pour réaliser leurs trajets, les jeunes faisaient face à plusieurs difficultés : pas de transport en commun, l'insécurité à vélo ou à scooter, et donc, la dépendance aux parents ou éducateurs.

Grâce à l'action de Florence André, présidente 2020-2021 du Rotary, et à la détermination des professionnels de l'IME emmenés par Roxane Durand,

directrice, et Monia Chergui, cheffe de service, une voiturette électrique a pu être achetée.

La voiturette, mise en service depuis un mois à l'IME, a été présentée ce jeudi dernier aux membres du Rotary Club, Jean-Claude Martin, président 2021-2022, Florence André et Jean-François Guémann, qui avaient remis un chèque de 5.500 € le 28 juin dernier à l'IME pour réaliser le projet.

L'autonomie de 50 à 80 km suffit à Enzo, 19 ans, au volant de la Citroën AMI ce jeudi : « J'habite à Coullons

et la voiturette me permet d'aller dans l'entreprise de menuiserie où je fais mon stage à Briare ». Mais l'utilisation quotidienne du véhicule lui donne des idées : « Je veux passer mon code de la route et mon permis car on ne peut pas aller plus vite que 45 km/h ».

Cette voiturette c'est donc bien plus qu'un moyen de rassurer les parents, c'est un outil de plus pour l'autonomie des jeunes en situation de handicap. Nul doute que l'IME et le Rotary Club continueront de travailler main dans la main pour continuer de faire vivre leurs valeurs communes.

Les PEP 34

Thau Info

Edition du 2 mars 2022

THAU INFO
LE QUOTIDIEN DU PAYS DE THAU

« Sport pour Toi » à Sète : une journée sur le thème de l'environnement avec de nombreux partenaires

Le dispositif « Sport pour Toi » dans le quartier de l'île de Thau a été réalisé ce mardi 1er mars.



Il faut savoir que les jeunes du quartier ont l'habitude de participer tous les mercredis à ce dispositif mis en place à l'initiative du Département de l'Hérault depuis de nombreuses années.

Pendant les petites vacances scolaires, ils retrouvent tous les jours les animateurs d'Hérault Sport autour d'un programme d'activités chargé.

Ce mardi, une journée sur le thème de l'environnement avec de nombreux partenaires* était programmée et plus de 100 enfants étaient présents dans la cour de la Seinchole.

Dans la matinée, un nettoyage des berges a permis de récolter de nombreux déchets avec une forte mobilisation des jeunes et de leurs familles.

Cette action, organisée par le Collectif Associatif de l'île de Thau, a permis de les sensibiliser au respect de l'environnement et à la préservation de la nature tout en leur transmettant des valeurs d'éco-responsabilité.

L'après-midi était dédié à divers ateliers scientifiques, culturels et sportifs pour leur plus grand plaisir.

Partenaires* de la journée du mardi 1er mars : Hérault Sport, la Médiathèque André Malraux, le Centre Social Gabino et la ludothèque, Odyssée Plongée, les Petits Débrouillards, EAJ Jean Rigal, ADPEP 34, APS 34, les ateliers Ludosophique, les APP, la Matrice de Thau, la Palanquée, le service des sports de la ville de Sète, Unisète, La Brigade Bleue, La Passerelle, le CLJ, Concerthau, la casa de Espana et Dimension 34 Hip Hop Art Vivant.

Les PEP Atlantique Anjou

Presse Océan

Edition du 2 mars 2022

Presse
Océan

Conseil municipal : les enfants des pompiers volontaires pris en charge

Lors du dernier conseil municipal, les élus ont étudié plusieurs dossiers dont celui de la prise en charge des enfants de pompiers volontaires.

Le SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) a sollicité la commune pour signer une convention de prise en charge des enfants de pompiers volontaires au restaurant scolaire à titre gracieux, si les parents pompiers volontaires sont appelés en intervention. De même, les enfants seront pris en charge par le périscolaire des Mousaillons si besoin dans le cadre d'un conventionnement avec la CCES (Communauté de communes Estuaire et Sillon) et les PEP (Pupilles de l'enseignement public). Ce dispositif vise à recruter plus facilement des pompiers volontaires en leur proposant des solutions de garde pour leurs enfants lors de leurs interventions.

Le conseil municipal a donné son accord pour que le maire signe la convention avec le SDIS.

2 000 € pour un projet cirque à l'école J.-Verne

L'école publique Jules-Verne porte sur l'année 2022 un projet pédagogique autour du cirque avec la compagnie Baldaboum.

Ce projet concerne l'ensemble des enfants de l'école avec une représentation prévue au mois de mai.

Dans une démarche intergénérationnelle, les aînés pourraient assister aux séances de répétition, salle de la Vallée.

Ce projet nécessite un budget de 10 680 €.

Il est soutenu par l'amicale laïque et différentes actions menées par l'école et les parents d'élèves.

Afin d'équilibrer le budget, il est demandé à la commune une subvention de 2 000 €.

Considérant l'intérêt pédagogique du projet et le fait qu'il touche l'ensemble des élèves de l'école, soit 221 enfants, les élus ont donné leur accord pour l'attribution d'une subvention de 2 000 €.

Les PEP Atlantique Anjou

Ouest France

Edition du 2 mars 2022



La Chapelle-Launay. Conseil municipal : les enfants des pompiers volontaires pris en charge

Lors du dernier conseil municipal, les élus ont étudié plusieurs dossiers dont celui de la prise en charge des enfants de pompiers volontaires.

Le SDIS (Service départemental d'incendie et de secours) a sollicité la commune pour signer une convention de prise en charge des enfants de pompiers volontaires au restaurant scolaire à titre gracieux, si les parents pompiers volontaires sont appelés en intervention. De même, les enfants seront pris en charge par le périscolaire des Moussaillons si besoin dans le cadre d'un conventionnement avec la CCES (Communauté de communes Estuaire et Sillon) et les PEP (Pupilles de l'enseignement public). Ce dispositif vise à recruter plus facilement des pompiers volontaires en leur proposant des solutions de garde pour leurs enfants lors de leurs interventions.

Le conseil municipal a donné son accord pour que le maire signe la convention avec le SDIS.

2 000 € pour un projet cirque à l'école J.-Verne

L'école publique Jules-Verne porte sur l'année 2022 un projet pédagogique autour du cirque avec la compagnie Baldaboum.

Ce projet concerne l'ensemble des enfants de l'école avec une représentation prévue au mois de mai.

Dans une démarche intergénérationnelle, les aînés pourraient assister aux séances de répétition, salle de la Vallée.

Ce projet nécessite un budget de 10 680 €.

Il est soutenu par l'amicale laïque et différentes actions menées par l'école et les parents d'élèves.

Afin d'équilibrer le budget, il est demandé à la commune une subvention de 2 000 €. Considérant l'intérêt pédagogique du projet et le fait qu'il touche l'ensemble des élèves de l'école, soit 221 enfants, les élus ont donné leur accord pour l'attribution d'une subvention de 2 000 €.

Les PEP 18

Le Berry Républicain

Edition du 2 mars 2022



Dix-sept bancs publics à rénover avec l'aide de l'association Pep 18

Outre la nouvelle école élémentaire, la commune devrait lancer trois projets en cette année 2022 : le renouvellement des bancs publics, les aménagements d'une mezzanine à l'atelier municipal et de fossés.

Dix-sept bancs à rénover. La commune prévoit cette année de rénover dix-sept bancs publics et de les réinstaller. Pour ce travail, elle va faire appel à des jeunes de l'association Pupilles de l'enseignement public (Pep 18), basée à Nançay. « Une commune sert aussi à faire de l'inclusion, justifie Fabien Mathieu, le maire. Ce seront des



MOBILIER. L'un des dix-sept bancs publics qui seront rénovés cette année avec les Pupilles de l'enseignement public (Pep). PHOTO BM

groupes de quatre à cinq personnes qui seront accueillies. »

Une mezzanine à l'atelier municipal. La commune devrait aussi aménager une mezzanine dans l'atelier municipal, afin d'optimiser l'espace. « Nous avons une perte de place en hauteur », explique Fabien Mathieu.

Des fossés à aménager. Depuis le 1^{er} janvier 2020, Saint-Laurent fait partie de la communauté de communes Vierzon Sologne Berry, qui a notamment la compétence Voirie rurale. Mais la création ou la modification des fossés reste à la charge de la commune. « Tous les ans, nous

refaisons un à deux kilomètres de fossés », souligne le maire.

Un café dans le village. La commune va enfin travailler au projet de recréer un café, dans le cadre de l'initiative 1.000 Cafés. Cette initiative a pour but de créer 1.000 cafés dans 1.000 communes de moins de 3.500 habitants. Si l'on excepte la ferme des Places, Saint-Laurent ne compte aujourd'hui plus aucun commerce. À ce propos, la commune lance un appel : elle aimerait accueillir un food-truck sur la base de loisirs qui est très fréquentée l'été, notamment grâce au city-stade. ■

B.M.

Les PEP 37

La Nouvelle République

Edition du 2 mars 2022



véretz

Une soirée jeux organisée par l'espace jeunes Sud-Cher

Cette année, la soirée jeux se tiendra vendredi 4 mars, de 20 h à 23 h, à la salle Eugène-Bizeau. Pour découvrir toute la variété de jeux existants, l'espace jeunes du Sud-Cher, en collaboration avec le conseil municipal des jeunes (CMJ), sera une nouvelle fois aux commandes de cette nouvelle édition sur le thème « Renaissance et chevaliers ». Les joueurs costumés sur le thème de la soirée auront une surprise.

La municipalité de Véretz organise cette soirée en partenariat avec la communauté Touraine-Est Vallées, les PEP 37 et leur ludobus. Les animateurs des différentes structures travaillent ensemble pour concocter au public une soirée

qu'ils espèrent inoubliable. Fort de son succès, le parcours de jeux sera animé par les jeunes du CMJ.

Comme toujours, le public pourra participer de 20 h à 21 h 30, en famille ou entre amis, dès 6 ans. Pour les meilleures équipes, des lots seront à gagner et la remise des prix se fera à 22 h.

Tarif unique : 1 € pour les adultes et gratuit pour les moins de 18 ans. Espace restauration rapide (crêpes, bonbons...) et buvette sur place, bénéfices au profit d'un séjour de colonie intercommunale. Masque obligatoire à partir de 6 ans, pass sanitaire obligatoire de 12 à 15 ans et pass vaccinal obligatoire à partir de 16 ans. Des distributeurs de gel hydroalcoolique seront à disposition du public. Renseignements : 06.16.33.06.40.

Les PEP 09

La Dépêche du Midi

Edition du 1^{er} mars 2022

LA DÉPÊCHE
du midi

Le 8 mars, les femmes sont invitées à investir les rues

L'association Regards de femmes prépare plusieurs actions pour la journée internationale des droits des femmes qui aura lieu mardi prochain.

Pour elles, c'est le jour-J. Même si elles aimeraient que ce soit toute l'année. Pour le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, l'association Regards de femmes a travaillé sur la place de la gent féminine dans l'espace public. Le traditionnel cabaret a dû exceptionnellement être abandonné mais ce collectif de bénévoles, qui œuvre toute l'année à relayer la parole de toutes ces anonymes, organisera plusieurs rendez-vous avec un temps fort le mardi 8 mars. Après une intervention au lycée Pyrène, des chants et des saynètes auront lieu place de La République, entre midi et deux. Ce qui permettra aux copines de Volonté de femmes et des Pupilles de l'enseignement public (PEP 09) de rallier les troupes avant une marche commune dans les rues de Pamiers. Ce soir-là, à 19 h 30, rendez-vous est donné à la salle Espalioux pour la projection gratuite du film « Debout les femmes ! » de Gilles Perret et François Ruffin.

Le 12 mars, cap au Jeu-du-Mail

Ensuite, Regards de femmes investira les abords du marché du samedi 12 mars autour d'un « happening » constitué de say-



Odile Gallais et Céline Germain appellent toutes les femmes, et les hommes aussi, à participer à la marche au départ de la place de la République. / DDM

nètes, chants et danses. Bien sûr, les plus fidèles savent que les masques « larvaires » seront de sortie. « On les a créés dans le cadre des ateliers d'expression menés par la plasticienne Koba. Cela nous permet de représenter la personne dans ce qu'elle a de plus naïf et enfantin sans considération de genre », expliquent Odile Gallais, vice-présidente de Regards de femmes, et Céline Germain, bénévole très inves-

tie.

Enfin, le dernier chapitre de cette édition 2022 aura lieu le samedi 12 mars au soir, à la salle du Jeu-du-Mail, à partir de 19 h 30. Après un temps d'accueil et d'échange autour des messages d'Ariégeoises collectés tout au long de l'année, agrémenté d'un petit vin chaud, l'association projettera un film sur les saynètes qu'elle a imaginées. Puis, c'est l'association du festi-

val de théâtre de l'Ariège (Aftia), partenaire historique de l'opération, qui prendra les commandes avec le spectacle « L'Audace du Papillon »*, de Sabrina Chézeau. Bien évidemment, les hommes sont largement invités à prendre part à cette programmation. Mais Odile Gallais prévient : « Ce n'est pas le jour où on offre une fleur à sa femme ». Non, le débat du droit à l'avortement, de l'égalité salariale, des violences intrafamiliales ou en-

« Ce n'est pas le jour où l'on offre une fleur à sa femme. »

core, de la domination du patriarcat ne peut pas se résumer à une rose. Alors que souhaiter aux Ariégeoises en 2022 ? « Qu'elles soient aussi nombreuses que les hommes place de La République ! Et encore plus rues Victor-Hugo ou Charles-de-Gaulle. Qu'elles n'aient pas peur d'aller au café après 17 heures ! Ce n'est pas une histoire de sécurité, plus de réticences. »

G.J.

*Réservations (tarifs de 8 à 13 €) : 05 61 67 52 52.

Les PEP 37

Que Faire

Edition du 1^{er} mars 2022

QUE FAIRE ?

Soirée Jeux

Conseil municipal Dans 3 jours

Veretz

Lieu : Veretz <https://www.veretz.com/culture-a-tourisme/sortir-a-veretz/spectacles-animations-en-2021-2022> Chaque hiver, la Soirée Jeux revient pour le plus grand plaisir de tous. Cette année, elle se tiendra vendredi 4 mars 2022, de 20h à 23h, à la salle Eugène-Bizeau.

Pour découvrir toute la variété de jeux existants, l'Espace jeunes du Sud Cher en collaboration avec le Conseil municipal des jeunes (CMJ) sera une nouvelle fois aux commandes de cette nouvelle édition sur le thème « Renaissance et chevalier ».

La municipalité de Vêretz organise cette soirée en partenariat avec la communauté Touraine-Est Vallées, les PEP37 et leur ludobus. Les animateurs des différentes structures travaillent ensemble pour concocter au public une soirée qu'ils espèrent inoubliable. Il y en aura pour tous les âges et tous les goûts.

Fort de son succès, le parcours de jeux sera animé par les jeunes du CMJ. Comme toujours, le public pourra participer de 20h à 21h30, en famille ou entre amis, dès 6ans. Pour les meilleures équipes, des lots seront à gagner et la remise des prix se fera à 22h.

Informations pratiques.

Les joueurs déguisés sur le thème de la soirée « Renaissance et chevalier » auront une surprise.

Tarif unique : 1 euro pour les adultes gratuit pour les moins de 18 ans.

Espace restauration rapide (crêpes, bonbons) et buvette sur place. Bénéfices au profit d'un séjour de colonie intercommunale.

Afin de répondre aux consignes sanitaires toujours en vigueur masque obligatoire à partir de 6 ans et passe vaccinal obligatoire à partir de 12 ans (un certificat de vaccination ou un certificat de rétablissement). Des distributeurs de gel hydroalcoolique seront à disposition du public.

Les PEP 45

La République du Centre

Edition du 1^{er} mars 2022

LA RÉPUBLIQUE
DU CENTRE

PEP45 ■ Le Rotary participe à l'achat d'une voiturette



UTILE. Le véhicule. PEP 45

C'est ce qu'on pourrait appeler un « cadeau utile », l'institut médico-éducatif Chantemerle des Pep 45 et le Rotary club de Gien-Sully-sur-Loire (il a remis un chèque de 5.500 euros) ont acheté une voiturette électrique à l'intention des jeunes qui avaient des difficultés pour se rendre sur leur lieu de stage. Les jeunes n'avaient parfois pas de solution de transport en commun et les déplacements à vélo ou scooter pouvaient s'avérer risqués. Ils peuvent désormais utiliser ce véhicule. ■

Les PEP 80

Vivre en Somme

Edition de mars 2022

VIVRE EN SOMME

SPORT

À Albert, le badminton fait tomber les a priori

CHAQUE SEMAINE, DES JEUNES ET DES ADULTES EN SITUATION DE HANDICAP TAPENT LE VOLANT GRÂCE À L'ALBERT SPORT BADMINTON, SOUTENU PAR LE DÉPARTEMENT.

« On a fait de l'inclusion avant que ce soit à la mode », résume Xavier Rouillon, chef de service à l'Institut médico-éducatif d'Albert, géré par l'association PEP 80. D'un côté, l'Albert sport badminton a ouvert une section adaptée qui profite aux jeunes de l'IME et aux adultes du foyer de vie de Montdidier. De l'autre, l'IME peut diversifier ses activités en dehors de ses murs : « Je suis complètement convaincu de l'intérêt du sport qui inculque le goût de l'effort, le respect des règles, qui permet de rencontrer des intervenants extérieurs et de s'intégrer davantage dans le milieu ordinaire », poursuit Xavier Rouillon. Le club se réjouit de cette collaboration à tel point qu'il a ouvert, en plus des entraînements adaptés en semaine, un créneau le lundi où handicapés et licenciés se mêlent. « Ils apportent beaucoup de décontraction au club. Certains se mettent une étiquette dans le dos. Mais en jouant avec les autres licenciés, ils ont vu que quand on met un volant dans le



Des jeunes de l'IME jouent au badminton tous les mercredis, encadrés par l'Albert sport badminton.

filet, valide ou pas, on peste tous de la même façon, on est tous pareils », commente Alain Albers, bénévole qui encadre ces jeunes. Un partenariat gagnant-gagnant.

Les PEP 62

L'Echo du Pas-de-Calais

Edition de mars 2022



L'école à l'hôpital

par Romain Lamirand



LENS • Pour les enfants et leurs parents, une hospitalisation est souvent synonyme de stress. Pour que l'école ne vienne pas s'ajouter à la longue liste de leurs préoccupations dans ces moments parfois difficiles à vivre, l'association *École à l'hôpital et à domicile* (EAHD) et ses enseignants bénévoles s'invitent au chevet des élèves pour maintenir le lien avec l'école durant leur hospitalisation.

Avec six bénévoles, l'équipe de l'antenne lensoise de l'association ne chôme pas. Contrairement à la SAPAD (Service d'assistance pédagogique à domicile) de l'Éducation nationale qui concerne les hospitalisations les plus longues, les enseignants bénévoles interviennent lors d'hospitalisations relativement courtes, n'excédant souvent pas plus que quelques jours. Pour Didier Baccioni, trésorier de l'association et coordinateur des antennes de l'association, la spécificité de l'EAHD réside dans sa capacité à agir dans les interstices laissés entre les autres dispositifs d'accompagnements des élèves hospitalisés. « Pour bénéficier de la SAPAD, il y a des démarches, notamment liées au processus de désignation d'un enseignant par l'Éducation nationale qui peuvent prendre un certain temps. Ce qui fait qu'un enfant qui serait admis en urgence et resterait hospitalisé une semaine ou moins, ne peut pas bénéficier d'un accompagnement. D'autres hôpitaux spécialisés dans la prise en charge des enfants disposent d'enseignants mis à disposition pour assurer la continuité pédagogique. Avec l'EAHD, nous intervenons donc principalement sur des hospitalisations courtes ou pour les enfants amenés à se rendre fréquemment à l'hôpital. »

Avec quatre antennes, à Berck-sur-Mer, Boulogne-sur-Mer, Calais et Lens, l'association a su trouver sa place dans la vie des hôpitaux : « Depuis sa création en 2007 à Calais, l'association n'a cessé de travailler avec les équipes des hôpitaux. L'idée étant de ne pas perturber les soins et de faire notre possible pour alléger le quotidien des enfants hospitalisés. » À Lens par exemple, l'antenne est née grâce à Bernard Delenclos, qui travaillait à la pharmacie de l'hôpital. Il a assuré l'animation de l'antenne et a même réussi à obtenir la création d'une salle de classe. Désormais, Pauline Caron est le relais au sein de l'établissement. « C'est elle qui rend possibles nos interventions, mais également celles des autres associations qui viennent égayer le quotidien des enfants hospitalisés. » Gestion des plannings, des besoins et des demandes particulières, Pauline Caron jongle sans cesse avec la disponibilité des locaux, des enfants et des bénévoles des différentes associations qui interviennent à Lens. Qu'il s'agisse de la venue régulière des *Blouses roses* ou des *Clowns de l'espoir*, de l'organisation d'ateliers de menuiserie ou de rencontres avec un magicien, l'animatrice fait son maximum pour sortir un peu les enfants de la routine hospitalière et leur faire oublier les tracasseries, craintes et souffrances liées à l'hospitalisation ou à la maladie.

Les PEP 62

L'Echo du Pas-de-Calais

Edition de mars 2022



Maintenir le lien avec l'école

Compte tenu des contraintes liées à des hospitalisations brèves et parfois fréquentes, les enseignants de choc de l'association sont contraints de s'adapter en permanence. Impossibilité de rencontrer des enfants contagieux, planning des soins à concilier avec celui des enseignants bénévoles, impossibilité de prévoir à l'avance le contenu des cours et les enfants qui seront présents, les contraintes sont nombreuses mais sont loin de décourager les bénévoles de l'association. Pour Gérard Latute, professeur de mathématiques en collège à la retraite, et Marie-Noëlle Hanotte, ancienne professeure des écoles et responsable de l'antenne de Lens, l'objectif est simple: maintenir le lien avec l'école et profiter de l'hospitalisation pour revenir sur des points qui n'auraient pas été compris en classe. Pour l'ancien professeur de mathématiques qui ne rechigne pas à mettre ses connaissances aux services de la compréhension des lois de la physique, l'intérêt n'est pas forcément de reprendre les cours là où le professeur s'était arrêté avant l'hospitalisation: « Ici il n'y a pas de jugement, pas de note, pas le regard des autres, donc il est possible de demander aux élèves ce sur quoi ils veulent travailler, quels sont les points sur lesquels ils rencontrent des difficultés, s'il y a des notions qui n'ont pas été comprises. » Pour la responsable d'antenne, la priorité est en effet le maintien du



lien avec l'école: « Nous essayons de faire en sorte que l'impact des hospitalisations soit le plus faible possible sur la scolarité des enfants. C'est pourquoi nous profitons de ces moments privilégiés pour essayer de mettre à jour des difficultés qui auraient pu échapper aux enseignants, revoir les bases et ne pas perdre les bonnes habitudes ou oublier les dernières leçons. »

Une démarche qui semble porter ses fruits pour Maëva qui revoit les pourcentages pour préparer son brevet, entre deux allers-retours sur Pronote afin de suivre l'avancée des cours au collège et de se tenir au courant des derniers devoirs donnés à ses camarades.

Pour Chihab qui à huit ans commence à trouver le temps long au bout d'une semaine d'hospitalisation, après un peu de lecture, un jeu de l'oie amélioré lui permet de revoir ses bases de calcul pour la plus grande satisfaction de sa maman: « Pour lui c'est l'occasion de s'ennuyer un peu moins, de passer moins de temps sur sa tablette et de ne pas oublier ce qu'il a appris à l'école. En plus ça a permis de se rendre compte qu'il devait revoir ses tables de multiplication. Ce n'est pas évident pour un enfant d'être hospitalisé, ni pour ses parents, alors tout ce qui permet un peu de changer d'air est le bienvenu. »

L'EAHD recrute! Si vous êtes enseignant ou retraité de l'Éducation nationale et que vous avez la possibilité de consacrer un peu de votre temps à l'accompagnement des enfants hospitalisés, n'hésitez pas à contacter les responsables d'antenne: Christelle Clipet, antenne de Calais, 06 41 52 08 65; Marie-Hélène Hivart, antenne de Boulogne-sur-Mer, 06 23 33 26 26; Geneviève Desvignes, antenne de Berck, 06 52 42 61 67; Marie-Noëlle Hanotte, antenne de Lens, 06 72 97 20 16.

Les PEP CBFC

L'Inattendu

Edition de mars 2022



DIJON : HÔPITAL DE JOUR LES CIGOGNES

Le jardin comme outil thérapeutique

Après un retard lié aux confinements successifs de 2020, l'Hôpital de Jour Les Cigognes géré par l'association les PEP CBFC poursuit ses travaux d'installation d'un jardin thérapeutique, dont l'utilisation est prévue l'été prochain.

TEXTE MORGANE MACE

Tout autour de ce bâtiment spécialisé en pédopsychiatrie, accueillant des enfants de 3 à 18 ans, atteints de troubles du développement, du comportement, de la régulation émotionnelle et de l'humeur, deux parties extérieures, l'une de 400 m² et l'autre de 200 m², sont dédiées au bien-être des enfants.

Faire de l'extérieur un outil de soins

Initialement installé à Chénôve, l'établissement prévoyait

à l'origine un réaménagement de ses extérieurs, suite à son emménagement en 2017 dans le parc d'activité tertiaire de Valmy : « L'idée est née sur une initiative des soignants et des collègues. Il était question d'humaniser les extérieurs », explique l'éducatrice spécialisée Roselyne Law Yee Mui. « Nous nous sommes concertés en équipe pour évaluer les besoins des enfants et ce qu'il était possible de faire en lien avec d'autres associations », raconte-t-elle.

♦ ♦ ♦

Faire de l'extérieur un outil de soin, tel est le projet de l'équipe, soutenu financièrement par l'association Jardins & Santé et la Fondation SNCF. Un partenariat est envisagé pour l'entretien avec l'ESAT Habilis également géré par l'association Les PEP CBFC : « ces derniers travaillent avec nous, mais le jardin et son entretien doivent être portés par et pour les enfants », précise Benoît Terrillon, directeur adjoint de l'hôpital.

Des enfants différents à l'extérieur

S'il y a déjà des plantations, il faut encore patienter et laisser du temps à la nature pour croître avant d'utiliser le potentiel de ce jardin : « on espère avoir une réalisation de l'ensemble du projet à l'été prochain et une exploitation au fur et à mesure de l'évolution de la végétalisation. Il faudra, je pense, deux ans pour avoir des arbres ».

Le jardin se divise en deux espaces. Le premier, dédié aux plus petits, leur permettra de planter et de voir pousser les plants. Un chemin sensoriel offrira « d'expérimenter différentes textures, herbes, odeurs et différents matériaux

comme des copeaux et rondins de bois, pour que les petits puissent déambuler au milieu », décrit l'éducatrice. « C'est complémentaire de ce que l'on peut faire à l'intérieur et les enfants sont parfois différents à l'extérieur ».

Pour les plus grands, un second endroit plus calme est aménagé « afin qu'ils puissent se retrouver, s'ennuyer un peu, tout en faisant d'autres expériences », explique-t-elle. Et Benoît Terrillon d'ajouter : « on a le projet d'installer un kiosque pour créer un espace de confidentialité, d'apaisement et de recueillement pour les enfants ». Un kiosque en bois à la fois sécurisant et ouvert sur l'extérieur, avec des bancs à l'intérieur.

Ainsi, pour cet établissement qui accueille entre 80 à 90 enfants par semaine pour des prises en charge par demi-journée sur prescription médicale, ce jardin est la promesse de développer de nouvelles activités et peut-être à l'avenir, d'organiser différents ateliers thématiques sur la plantation ou encore la décoration, dans le but d'expérimenter de nouveaux outils de soin.



FACEBOOK FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP

TOP DES POSTS LES PLUS VUS

34 publications / 7 389 vues / 21 nouveaux abonnés

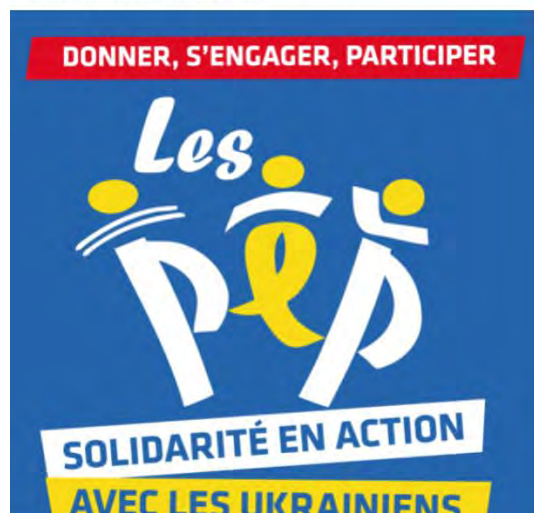
(correspond aux vues de la page globale et des publications).

18 mars

Solidarité en action avec les Ukrainiens

2 450 vues

Lien [ICI](#)



[ÉVÈNEMENT]
► Aujourd'hui à La Rochelle a lieu le Grand Rassemblement annuel des Présidents et Directeurs généraux des associations du réseau PEP
👉 Merci à l'ARPEP Nouvelle-Aquitaine et au Groupement Pluri-Associatif (GPA) pour leur accueil chaleureux et les échanges sur les projets en commun au service de l'évolution de l'offre et des besoins & attentes des personnes... Voir plus



23 mars

Ouverture rassemblement Présidents/DG

1820 vues

Lien [ICI](#)



24 mars

27ème jour - rassemblement Présidents/DG

1 732 vues

Lien [ICI](#)

TWITTER FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP

TOP DES POSTS LES PLUS VUS

51 publications / 12 800 vues / 10 nouveaux abonnés / 68 mentions @FGPEP

(correspond aux vues de la page globale et des publications).



La Fédération Générale des PEP @FGPEP · 10 mars

J-1 SAVE THE DATE EVENEMENT

#BaromètrePEP

Et voilà, c'est déjà demain qu'aura lieu en exclusivité la présentation des résultats de notre #BaromètrePEP de la société inclusive. En direct & en ligne youtu.be/oblcRbhnl8Y

Cc @LaureSalvaing @KantarFR

Venez nombreux pic.twitter.com/yRs9LT1C2V

10 mars

Lancement journée Baromètre

801 vues

Lien [ICI](#)



La Fédération Générale des PEP @FGPEP · 11 mars

« Depuis la naissance du #BaromètrePEP les Français sont sensibles à la notion de la société inclusive même s'ils pensent qu'elle n'est pas assez #inclusive »
@LaureSalvaing @KantarFR #BaromètrePEP

11 mars

Les Français sensibles à la notion de société inclusive

734 vues

Lien [ICI](#)



La Fédération Générale des PEP @FGPEP · 11 mars

EVENEMENT

#BaromètrePEP

Etat de l'opinion : les Français pour une société plus inclusive

Nous sommes prêts pour la présentation des résultats de notre #BaromètrePEP de la société inclusive en ligne & direct youtu.be/oblcRbhnl8Y

CC @KantarFR @LaureSalvaing

pic.twitter.com/iNzOfI8cmT

11 mars

J-1 Baromètre PEP Kantar

718 vues

Lien [ICI](#)

LINKEDIN FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP

TOP DES POSTS LES PLUS VUS

22 publications / 69 755 vues / 120 nouveaux abonnés
(correspond aux vues de la page globale et des publications).

 Fédération Générale des PEP
1 504 abonnés
5 j • 

[ÉVÉNEMENT]

Aujourd'hui à #larochelle a lieu le Grand Rassemblement annuel des Présidents et Directeurs généraux des associations du réseau PEP.

Merci à l'ARPEP Nouvelle-Aquitaine et au Groupement Pluri-Associatif (GPA) pour leur accueil chaleureux et les échanges sur les projets en commun au service de l'évolution de l'offre et des besoins & attentes des personnes.

Dominique Gillot a souligné « l'engagement des PEP et leur responsabilité face aux défis de la #Société post-Covid19 et en situation de #Guerre ».

Ensuite une 1ère table ronde a permis de traiter les sujets des mutations et évolutions des métiers, de l'humain en présence de @David Cluzeau pour Hexopée - Stéphanie Duvert pour Nexem & Eddie Bagali pour Uniopss

La journée s'est terminée avec plusieurs ateliers de travail sur les impacts des évolutions sectorielles sur les métiers !



23 mars

Ouverture du Rassemblement des Présidents et Directeurs Généraux à La Rochelle

1 447 vues

Lien [ICI](#)

 Fédération Générale des PEP
1 504 abonnés
4 j • Modifié • 

► Un grand merci à l'ensemble de nos partenaires pour leur présence et collaboration à l'occasion du rassemblement des Présidents/DG de notre réseau d'associations à la #larochelle

👉 Un moment qui permet des échanges riches et aussi de construire une relation durable dans le temps et porteuse de sens pour les valeurs communes que nous défendons; aussi pour construire une société toujours plus juste et plus inclusive 🌍

CC EIG sas
Crédit Coopératif
Isabelle Dassonville
MGEM
Bruneau
Arval BNP Paribas Group
Damien TRICAULT
ThymBusiness
Réseau APOGÉES
Blockproof
Aurélié Vilain
Frédéric LASFARGUE
Olivier GUILHEM
Christophe MALGUY
Florence BABAULT
Benoit LAVAL
SYLVIE MARTIN
Laura Lamourette
Valérie Bosc

24 mars

Merci aux partenaires présents à La Rochelle

1 348 vues

Lien [ICI](#)



LINKEDIN FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES PEP

TOP DES POSTS LES PLUS VUS

22 publications / 69 755 vues / 120 nouveaux abonnés
(correspond aux vues de la page globale et des publications).



[RETOUR EN IMAGES]

#BaromètrePEP

Retour en images sur la présentation de la 7ème édition du #BaromètrePEP de la société inclusive qui a eu lieu vendredi en présence de [Laure Salvaing](#) Directrice Générale de Kantar Public - [Dominique Gillot](#) Agnès Bathiany Yves Durand

Cette matinée fut une belle réussite, pleine d'échanges et de perspectives pour l'avenir de notre #société. Plusieurs thèmes, qui sont chers au réseau PEP ont été abordés, tels que :

#europe
#solidarité
#accueil des populations
#égalité
#Inclusion
#laïcité

Les résultats de ce Baromètre ont fait naître des clés et des pistes de réflexion afin de construire notre plaidoyer et de peser dans le débat public, dans le cadre des futures #Elections2022, également pour aller encore plus loin dans l'élaboration des projets et leur mise en œuvre sur l'ensemble du territoire national.

La Fédération Générale des PEP forte de son réseau est un expert incontournable dans la pratique et la mise en œuvre des grandes thématiques de l'économie sociale solidaire #ESS

« Le point d'orgue est d'envisager la place de chacun dans la #société grâce à la construction d'un vrai dialogue et d'un travail en commun [...] un mouvement de fond qui se fait avec les citoyens » Cc [Dominique Gillot](#)

POKE et merci à l'ensemble des intervenants et à la team [Fédération Générale des PEP](#) pour l'organisation

Replay de la présentation disponible :
<https://lnkd.in/eKS-tJTQ>



14 mars

Retours en images sur le Baromètre PEP x KANTAR 2022

1 323 vues

Lien [ICI](#)

FACEBOOK - TOP DES POSTS LES PLUS VUS

15 publications / 1 774 vues / 4 nouveaux abonnés

(correspond aux vues de la page globale et des publications).

Pepattitude
Publié par Hootsuite · 10 mars, 17:15 ·

Des nouvelles de nos centres! 🌱 Le #centredevacances Les Oyats à Saint-Martin-de-Bréhal de Les PEP 50 se déplace à l'école de Coudeville-sur-Mer! Une animatrice du Club Nature du centre, vient accompagner les élèves pendant 8 séances dans le cadre du projet de classe "Planète Manche" en liaison avec le Département de la Manche. Et c'est Ouest France qui nous en parle: <http://ow.ly/3saX50lbW3j>.



QUEST-FRANCE.FR
Coudeville-sur-Mer. Le club nature mobilise les enfants à la biodiversité

261 22 —
Personnes touchées Interactions Score de diffusion

Booster la publication

5 partages

10 mars

Promotion d'un centre de vacances et des actions des PEP

261 vues

Lien [ICI](#)

Pepattitude
Publié par Majda Pep · 2 mars ·

La Fédération Générale des PEP qui fédère les équipes #pepattitude se félicite des annonces faites par Sarah El hairy et accueille positivement le plan d'action annoncé à la clôture des #AssisesdelAnimation. Un plan d'action qui porte des avancées intéressantes pour une meilleure reconnaissance de l'animation volontaire et une plus grande attractivité des métiers de l'animation professionnelle. Pour lire le communiqué de presse: <http://www.lespep.org/.../la-federation-generale-des-pep.../>



191 20 —
Personnes touchées Interactions Score de diffusion

Booster la publication

2 partages

2 mars

Communication et Promotion d'un communiqué de presse de la Fédération Générale des PEP

191 vues

Lien [ICI](#)

Pepattitude
Publié par Hootsuite · 24 mars, 09:40 ·

Des nouvelles de nos centres 🌱 Après l'annulation et le report des #classesdedécouvertes pendant presque deux ans, les enfants peuvent enfin repartir! C'est ce qui est arrivé aux enfants d'une école primaire de Massay, qui devaient partir en classe de neige il y a deux ans et qui sont finalement allés, pour leur plus grand bonheur, au centre PEP39 - Grand Larg' et Valentin Abeille des PEP 39 Séjours à Quiberon. Certes, ils n'ont pas vu la neige mais la mer, la plage, la pêche à pied ou encore le char à voile... 🌊 🐟 🎣 Et ils en redemandent pour l'année prochaine! 😊 <http://ow.ly/qXl250lq20B>

LEBERRY.FR
Massay - 45 écoliers en classe de mer à Quiberon

130 11 —
Personnes touchées Interactions Score de diffusion

Booster la publication

3

24 mars

Promotion d'un centre de vacances et d'actions des PEP

130 vues

Lien [ICI](#)

TWITTER - TOP DES POSTS LES PLUS VUS

10 publications / 1217 vues / 3 nouveaux abonnés

(correspond aux vues de la page globale et des publications).

PEP Attitude @pepattitude

Le BAFA fête ses **50** ans cette année! 🎉 Etre animateur ou animatrice en #coloniedevacances c'est une manière de se former à l'#animation et un apprentissage utile toute la vie! Pour ne plus hésiter ➡ jeunes.gouv.fr/-BAFA-BAFD-



10:52 AM · 2 mars 2022 · Twitter Web App

2 mars

Actualité du secteur & Promotion du BAFA

262 vues

Lien [ICI](#)

17 mars

Actualité du secteur & Valorisation de l'action des PEP

252 vues

Lien [ICI](#)



24 mars

Valorisation d'un séjour scolaire
PEP Attitude

85 vues

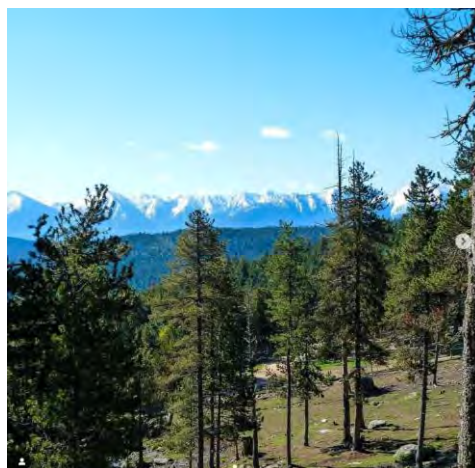
Lien [ICI](#)

INSTAGRAM - TOP DES POSTS LES PLUS VUS

8 publications / 6 nouveaux abonnés

(correspond aux vues de la page globale et des publications).

30 mars
Classes de découvertes
16 Likes
Lien [ICI](#)



31 mars
Planification des vacances d'été
13 Likes
Lien [ICI](#)

23 mars
Classes de découvertes
12 Likes
Lien [ICI](#)



Fédération Générale des PEP

Anissa Azzoug

Attachée de Presse & chargée de la communication externe

Tél. : 01.41.78.92.70

Email : a.azzoug@lespep.org

Suivez-nous sur les réseaux sociaux



www.lespep.org